



ICOMOS INFORMATION

CONSERVATION RESTAURATION
DES MONUMENTS ET DES SITES
PRESERVATION RESTORATION
OF MONUMENTS AND SITES

N. 3-1988

ABDELAZIZ DAOULATLI
LA SENSIBILISATION DU
PUBLIC EN VUE DE SA
PARTICIPATION A LA
SAUVEGARDE DES
MONUMENTS ET DES SITES

KNUT EINAR LARSEN
IMPRESSIONS OF JAPANESE
PRESERVATION EFFORTS

JACQUES VERITE
TUNISIE. RESTAURATIONS ET
RESTITUTIONS AUX THERMES
D'ANTONIN DE CARTHAGE

ROLAND SILVA
THE CULTURAL TRIANGLE OF SRI
LANKA: ONE OF 32 INTERNATIONAL
CULTURAL HERITAGE PROJECTS
LAUNCHED BY UNESCO

NOUVELLES - NEWSLETTER

IAI



ICOMOS INFORMATION
Revue Trimestrielle / Quarterly review

DIRECTEUR/EDITOR
Président de l'Icomos/President of Icomos
Roberto Di Stefano

COMITE DE RÉDACTION/EDITORIAL BOARD
BUREAU DE L'ICOMOS/ICOMOS BUREAU:
Helmuth Stelzer, Jorge O. Gazaneo, Jonasz Glemza,
Jaime O. Lajous, Roland Silva, Ann Webster Smith,
Stephan Tschudi-Madsen.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION/MANAGING EDITOR
Roberto Di Stefano

CONSEILLER DE LA REDACTION/EDITORIAL ADVISER
Michel Parent

REDACTION/EDITORIAL OFFICE

Paris
Secrétariat International de l'Icomos/
Icomos International Secretariat:
75, rue du Temple, 75003 Paris
Naples
Rosa Anna Genovese
Via Costantinopoli 3, 80138 Napoli

**CONDITIONS D'ABONNEMENT/ANNUAL
SUBSCRIPTION**
Italie/Italy L. 70.000; Etranger/Abroad \$46
Chaque Numéro/One issue
Italie/Italy L. 18.000; Etranger/Abroad \$14

PUBLIE PAR/PUBLISHED BY
Edizioni Scientifiche Italiane
Via Chiatamone 7, 80121 Naples
Via dei Taurini 27, 00185 Rome (Italie/Italy)
tel. 081/418346-426581-426781

PUBLICITE/ADVERTISING ADMINISTRATION
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

MAQUETTE/GRAPHIC DESIGN
Gelsomino D'Ambrosio, Pino Grimaldi
Segno Associati, Salerno (Italie/Italy)

Imprimé en Italie/Printed in Italy
Arte Tipografica
Via S. Biagio dei Librai, 39
80138 Naples (Italie/Italy)

Regis.: U.N.P.I. - Paris
16/4/1985 n. 738999

*Les articles paraissant dans ICOMOS INFORMATION
expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas
nécessairement celles de l'Icomos ou de la Rédaction.
Les titres des articles et les légendes des photos sont (peuvent
être) de la rédaction.*

*The opinions expressed in the articles published in
ICOMOS INFORMATION do not necessarily reflect those
of Icomos or those of the Editorial Board. The titles of
the articles and the captions under the photos may have
been written by the Editorial Board.*

Publié avec le concours financier de l'Unesco
Published with the financial assistance of Unesco

Nous remercions le Comité national italien pour son
aimable contribution à la traduction des résumés en
langue italienne publiés dans la revue.
We thank the Italian National Committee of Icomos for
its kind assistance in the translation of the summaries in
Italian published in the journal.

© Copyright 1988 by
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)



- 1 EDITORIAL
Roberto Di Stefano
-
- 3 LA SENSIBILISATION DU PUBLIC EN VUE DE SA PARTICIPATION
A LA SAUVEGARDE DES MONUMENTS ET DES SITES
Abdelaziz Daoulati
-
- 7 IMPRESSIONS OF JAPANESE PRESERVATION EFFORTS
Knut Einar Larsen
-
- 17 TUNISIE. RESTAURATIONS ET RESTITUTIONS AUX THERMES
D'ANTONIN DE CARTHAGE
Jacques Vérité
-
- 26 THE CULTURAL TRIANGLE OF SRI LANKA: ONE OF 32
INTERNATIONAL CULTURAL HERITAGE PROJECTS LAUNCHED
BY UNESCO
Roland Silva
-
- 36 LA 9^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS / THE 9TH ICOMOS
GENERAL ASSEMBLY
Claude Jaccottet
-
- 39 NOUVELLES
NEWSLETTER
-
- 47 IAI
INDEX ANALYTIQUE DE L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX
-
- 55 OUVRAGES REÇUS
BOOKS RECEIVED
-
- 57 COMMUNIQUES
-
- 59 CALENDRIER
CALENDAR

Prenant comme point de départ le travail préparatoire du Plan à moyen terme (1990-95) de l'UNESCO, M. Federico Mayor y Saragoza, Directeur général, examine avec attention une série de considérations fondamentales concernant les buts et les moyens de l'action qui inspire les associations à caractère culturel créées entre les nations (comme l'UNESCO) ou entre les individus (comme l'ICOMOS). Une action qui semble extrêmement difficile dans le moment historique que nous vivons, où les valeurs spirituelles de l'homme tardent à s'affirmer, l'unité entre les nations à se consolider et la paix à l'emporter sur la guerre (aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux). Une action rendue encore plus difficile par la rareté des ressources financières disponibles pour réalisation.

Toutefois il faut, dans ce contexte, mais aussi avec une vision neuve de l'avenir, donner un élan à l'action et, toujours dans un esprit de continuité par rapport au passé, rechercher les innovations possibles, tout en prévoyant les besoins futurs dans chaque domaine afin de pouvoir leur donner les bonnes réponses. Il convient d'avancer sur deux voies — fait remarquer M. Mayor — l'une de nature éthique, l'autre de nature pragmatique.

La première consiste dans la promotion de la solidarité entre les hommes et entre les peuples et dans la défense de la paix entre eux, en se basant sur la coopération internationale dans le domaine culturel et scientifique. Cette solidarité et le dialogue des cultures, au delà de la diversité des multiples contextes, sont fondés sur les droits de l'homme, aspiration éthique envers une nouvelle société dans laquelle les peuples ont la possibilité de vivre et de progresser dans la liberté et dans la paix.

On peut trouver les solutions si l'on conçoit une approche plus complète et humaine, qui — une fois les antagonismes entre les deux cultures dépassés — associe les contributions des sciences humaines et sociales et des sciences exactes et naturelles. La seconde voie consiste dans l'exigence d'une efficacité maximale de l'action pragmatique. Il sera nécessaire de «faire moins pour faire mieux» et par conséquent, de concentrer et de simplifier les programmes d'action: de coordonner et de développer la collaboration entre les partenaires, en évitant de créer des nouvelles structures et des nouveaux systèmes bureaucratiques; de contrôler continuellement les activités pendant leur développement, afin d'y apporter les mises au point nécessaires. Et il faut surtout, d'un côté s'adapter aux changements rapides qui se produisent dans la réalité et, de l'autre avoir accès aux responsables qui travaillent à l'intérieur même du système de coopération multilatérale.

Mais ce n'est pas suffisant: il est fondamental de diversifier les stratégies — tout en restant fidèle à une vision universelle — en fonction de la diversité des régions du monde et de la spécificité de leurs problèmes. À la relation dialectique entre universalité et spécificité culturelles, s'ajoute la diversité du monde contemporain (qui tend d'ailleurs à l'uniformité), et ces éléments sont, en réalité — précise M. Mayor — au coeur du processus de modernisation du développement. Procédus auquel il faut prêter attention, dans le rapport entre pluralisme social et diversités culturelles (dans la prospective à la fois de l'universalité et des réalités spécifiques aux divers contextes nationaux), et dans le contexte de développement dans lequel le homme est aujourd'hui aussi bien acteur que bénéficiaire.

L'homme, cependant, crée un impact violent sur l'environnement qui conserve les traces de ces transformations sous tous les aspects (y compris ceux qui concernent les villes historiques) mettant en danger la survie de l'humanité, par le déséquilibre de la biosphère ou par la perte de la mémoire individuelle et collective survenus après la destruction des témoignages du passé (et particulièrement des monuments architecturaux). Il est donc urgent d'étudier de nouvelles stratégies — parmi lesquelles certaines concernant la gestion du patrimoine culturel des villes historiques — qui deviennent nécessaires pour affronter l'impact du changement environnemental sur la société. La recherche d'une corrélation plus étroite entre culture et développement, et donc, entre la conservation des valeurs universelles (contenues entre autres dans le patrimoine culturel) et le développement humain, social ainsi qu'économique, peut conduire à l'individualisation d'un système de signes culturels de développement. Un développement équilibré auquel contribuent également l'utilisation du patrimoine culturel comme une réserve potentielle de productivité et la régénération des villes historiques, éléments qui participent à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain, dans la mesure toutefois où le patrimoine culturel est intégré au développement urbain et adapté aux besoins de la communauté contemporaine. Et cette problématique spécifique qui émerge du discours de M. Mayor, investit les responsabilités culturelles de l'ICOMOS, qui doit y réfléchir pour donner valeur et signification à son activité.

Roberto Di Stefano
Président

LA SENSIBILISATION DU PUBLIC EN VUE DE SA PARTICIPATION A LA SAUVEGARDE DES MONUMENTS ET DES SITES

Abdelaziz Daoulati

Docteur en histoire de l'architecture et de l'urbanisme, conservateur en chef de la Médina de Tunis, Président du Comité national de l'Icomos

Taking as his starting point the preparatory work for the midterm plan of UNESCO (1990-95), Professor Federico Mayor y Saragoza, Director General, has recently set out a series of basic considerations on the goals and the means of action that inspire cultural associations of nations (such as UNESCO) or individuals (the case of ICOMOS). This action seems extremely difficult in the period of history we are living through, when mankind's spiritual values, the consolidation of unity between nations, and the triumph of peace over war (both between and within countries) are slow to affirm themselves. It is all the more difficult to undertake this action because of the scarcity of available financial resources.

Nevertheless, despite this context, and in the perspective of a new vision of the future, it is necessary to give impetus to this action. The solutions will be appropriate to the degree that we respect continuity between past and present, seek those innovations that are possible, and foresee future needs in our area of competence.

Mr. Mayor suggests two lines of action, one ethical, the other pragmatic. The first consists of promoting solidarity among men and nations in the interests of peace, founding this action upon international cooperation in culture and the sciences.

This solidarity is a dialogue of cultures that goes beyond the diversity of contexts, and which is based on the rights of man, an ethical aspiration towards a new society in which the people can live and progress in liberty and peace.

The solutions can be found. But this means conceiving a more humane and integrated approach, which associates the contributions of the social and human sciences and the exact and natural sciences, thus overcoming the antagonism between the "two cultures".

The second direction concerns the demands of maximum efficiency in pragmatic action. It will be necessary "to do less to do better" and consequently, to concentrate and simplify programmes of action, to coordinate and expand cooperation between partners while avoiding the creation of new structures and bureaucratic systems, to monitor continuously activities in progress in order to make the necessary adjustments. Above all it is necessary to adapt to rapid changes and to have direct access to the decisionmakers in the system of multilateral cooperation. But this is not enough. It is of fundamental importance to diversify strategies, all the while remaining loyal to a universal outlook, while respecting the diversity of the world's regions and the specific nature of their problems.

The dialectical relationship between universality and cultural specificity, and the diversity of the contemporary world which however, tends towards uniformity, are—as Mr. Mayor points out—at the heart of the modernisation of development. This process deserves close attention in both its relationship to social pluralism and cultural diversity (in the double perspective of universality and the specific reality of different national contexts) and in the concept of development in which man is both actor and beneficiary.

However, man has a violent impact on the environment. He has transformed it in all its aspects (including those that concern historic towns), and these transformations endanger the survival of humanity in different ways—whether they be the degradation of the biosphere or the loss of the collective and individual memory that results from the destruction of the signs of the past (architectural monuments in particular). Therefore it is urgent to examine new strategies (among them the management of the cultural heritage of historic towns), which are necessary to meet the impact of environmental changes on society.

The search for a closer relationship between culture and development, and accordingly, between the conservation of universal values (contained, for instance, in cultural heritage) and human development, both social and economic, can lead to the identification of a system of cultural signs of development. A number of factors will contribute to this balanced development: the utilization of cultural heritage as a productive resource, and the regeneration of historic towns. These become elements in the improvement of the conditions of life in the urban setting, if cultural heritage is integrated into urban development and adapted to the needs of the contemporary community.

This specific set of questions emerges from the thought of Mr. Mayor, and falls within the cultural responsibilities of ICOMOS. In order to give value and meaning to our activity we must give his reflections serious thought.

Roberto Di Stefano
President

We can notice today that actions taken on behalf of the natural heritage have no parallel activities at a national scale to defend the architectural, historical or archaeological heritage. One of the first difficulties lie in identifying the people to be made aware, and even educated in this field. We live in a period in which one has never talked so much about the protection of heritage and taken so many legislative measures for it; however a rupture between the past and the present seems to establish itself and constitutes a menace to cultural continuity. Today a need to define a new global method is necessary, an educational policy that could probably be inspired in the traditions of different cultures to be found in certain Asian or African groups. For them maintenance and restoration of ritual objects and places of worship are common day activities to ensure a proper life now and after death. The future of monuments could be assured by using mass medias as a solution for the participation of public, an important aspect to that end. In town centres and historic quarters, citizens are involved since helping to safeguard heritage automatically links up with their own interests. How to have all the people worrying about saving the heritage of their country? Here lies a real difficulty: knowing how to communicate ideas. The role of specialists in conservation and decision makers alike is vital in this aspect. But are they themselves really prepared to recognize their heritage, let alone appreciate that of other people and at the same time use the medias to inform the public at large?

A diferencia de lo que hoy se puede constatar en acciones que hacen a la defensa del patrimonio natural, no existe un movimiento paralelo de escala nacional que implique la defensa del patrimonio arquitectónico, histórico o arqueológico. Una de las primeras dificultades las hallamos en identificar al público que debe ser sensibilizado y basta educado en este dominio. Hoy se habla continuamente sobre la protección del patrimonio y de hecho se toman medidas legislativas apropiadas, sin embargo la ruptura entre el pasado y presente sigue existiendo y no hace sino ir en detrimento de la continuidad cultural. Se trata entonces de definir ahora un método global, una política educativa que posiblemente pueda inspirarse en las tradiciones de las diferentes culturas, propias de ciertos pueblos asiáticos o africanos para los cuales el mantenimiento y la restauración de los objetos rituales y de los lugares de culto son acciones naturales a ser realizadas para asegurar la vida en el presente y la del más allá. Asegurar el futuro de una obra utilizando todos los medios de comunicación masivos puede ser una solución, en tanto que resulta importante la participación de los usuarios para ese fin. En los centros urbanos y áreas históricas los ciudadanos se encuentran automáticamente implicados por cuanto la salvaguarda del patrimonio toca sus intereses. Cómo sensibilizar a los ciudadanos todos para que se preocupen por la salvaguarda del patrimonio de su país? Allí radica la verdadera dificultad: la de saber comunicar las ideas. El rol de los especialistas en conservación, como también el de aquellos que tienen el poder de decisión resulta aquí esencial. Pero, ¿es que están ellos mismos preparados para apreciar ese su patrimonio, a respetar el de otros y a utilizar todos los medios disponibles para informar al público?

La sensibilisation du public en vue de sa participation à la sauvegarde des monuments et des sites est un vœu qui a été mille fois exprimé par les spécialistes de la conservation du patrimoine archéologique et historique mais qui est resté, malheureusement, dans la plupart des cas, un vœu pieux tant sa réalisation soulève des difficultés de tous genres. Des difficultés sur le sens des mots d'abord et sur les moyens et les programmes ensuite.

N'a-t-on pas, en effet, tant de fois répété que la sauvegarde doit être l'affaire de tous: Etat, collectivités publiques, associations et habitants? Qu'en est-il en fait de la réalité dans le monde d'aujourd'hui? Certes, on enregistre par-ci, par-là quelques exemples de bonnes réussites où on a vu se constituer des associations de défense du patrimoine ou des comités, de quartiers historiques, des associations des amis de musées ou encore des associations nationales similaires à Italia Nostra. Néanmoins, on se demande si vraiment ces associations ont une véritable dimension populaire, comme c'est le cas des associations écologiques, ou si elles ne demeurent pas plutôt l'apanage de quelques privilégiés. La défense du patrimoine ne semble en effet nullement soulever autant d'enthousiasme parmi les populations que la défense de l'environnement naturel et de l'écologie, où l'on a vu des partis politiques se constituer autour de ce thème, organiser de grandes campagnes de propagande et de sensibilisation. Rien de tel ne s'est produit à ma connaissance pour le patrimoine culturel qui demeure en général relégué au second plan des préoccupations de l'opinion et des politiciens.

LA CONNAISSANCE DU PUBLIC

Dans la réflexion que je vous propose, mon point de départ sera un premier constat: que le public dont on parle est un public divers, complexe, difficile, qui se prête mal par conséquent, à une catégorisation systématique et pour lequel il est bien difficile d'imaginer des programmes de sensibilisation même modulés. Il sera par exemple, difficile de prétendre qu'un public d'un pays développé économiquement est plus apte à participer à l'oeuvre de protection des monuments et des sites qu'un public d'un pays en voie de développement. La question est en effet, moins une question de niveau de développement que de sensibilité particulière de tel ou tel groupement humain ou de telle ou telle culture. Le modèle européen qui a tendance actuellement à s'ériger en un modèle unique de civilisation, constitue cependant l'un des facteurs les plus importants, tant son impact sur les mentalités et sur les comportements est puissant et déterminant. Qu'il favorise la protection des valeurs du passé ou qu'il en constitue plutôt un élément réducteur ou destructeur, nous sommes bien obligés de tenir

A differenza di quanto oggi si può constatare nelle azioni che tendono alla difesa del patrimonio naturale, non esiste un movimento parallelo su scala nazionale che implichi la difesa del patrimonio architettonico, storico o archeologico. Una delle principali difficoltà sta nell'identificare il pubblico che deve essere sensibilizzato ed educato in questo settore. Oggi si parla continuamente sulla protezione del patrimonio e a tale scopo si prendono molte misure legislative appropriate; comunque una rottura tra passato e presente sembra affermarsi e va a detrimento della continuità culturale. Si tratta, dunque, di definire un metodo globale, una politica educativa che possa ispirarsi possibilmente alle tradizioni delle differenti culture, proprie di certi popoli asiatici o africani per i quali la conservazione ed il restauro degli oggetti rituali e dei luoghi di culto costituiscono le azioni naturali da essere realizzate per assicurare la vita nel presente e nel futuro. Assicurare il futuro dei monumenti usando i mass media può essere una soluzione per ottenere la partecipazione del pubblico, un importante aspetto per raggiungere tale fine. Nei centri urbani e nei quartieri storici i cittadini si sentono automaticamente coinvolti quando la salvaguardia del patrimonio tocca i loro interessi. Come sensibilizzare tutti i cittadini affinché si preoccupino della tutela del patrimonio del loro Paese? Qui si pone una reale difficoltà: quella di sapere comunicare le idee. Il ruolo degli specialisti della conservazione, come anche di coloro i quali detengono il potere decisionale risulta qui essenziale. Ma sono questi veramente preparati per apprezzare il loro patrimonio, per rispettare quello degli altri e utilizzare tutti i mezzi disponibili per informare la gente?

compte de ce modèle et de le considérer pour bien connaître et bien apprécier le profil culturel du public avec lequel nous sommes invités à engager un dialogue et dont nous comptons obtenir une participation.

La connaissance du public est en effet une condition nécessaire car elle nous permet de déceler en lui les indices culturels et de comportement social favorables à la préservation du patrimoine, ou au contraire d'y révéler les tendances opposées que nous serons amenés à dissuader.

La sensibilisation revêt alors une importance telle qu'il convient plutôt de parler d'éducation tant il est vrai qu'elle s'attache à forger l'esprit et à façonner la mentalité. On serait même tenté de parler de rééducation puisque, comme vous le savez, en chacun de nous, quelque soit notre culture, veille toujours un gardien du trésor des ancêtres, témoin de l'atavisme séculaire de l'humanité. Mais il est aussi vrai qu'un autre démon habite les profondeurs de tout un chacun: celui de la destruction et du changement. Conserver les choses du passé peut se présenter ainsi comme une alternative au même titre que le désir de changer le monde.

Malheureusement, l'équilibre entre ces deux tendances, parfois respecté, parfois bafoué dans le passé, se trouve aujourd'hui plus que jamais menacé. Non pas que l'humanité actuelle soit plus ingrate et moins disposée intellectuellement à protéger les témoignages du passé. Bien au contraire! Jamais peut-être dans l'histoire on a autant parlé de sauvegarde du patrimoine! Jamais on a autant légiféré et planifié en conséquence! Mais la société contemporaine, forgée à l'esprit de l'efficacité, en favorisant le changement rapide, accélère l'histoire et écrase sous le poids d'un quotidien toujours nouveau les réminiscences d'un passé vite oublié. Si bien que les peuples, y compris les occidentaux donnent aujourd'hui l'impression de vivre plutôt la rupture que la continuité. Rééduquer signifierait alors réapprendre à vivre avec les objets de son passé comme parties intégrantes de son environnement. Ainsi ose-t-on espérer que l'équilibre déjà rompu chez certains ou en voie de l'être chez d'autres, pourrait être plus ou moins rétabli en faveur de la conservation de nos monuments et de nos sites.

L'ADOPTION D'UNE DEMARCHE GLOBALE

Quel programme pour un si vaste objectif? Le meilleur et le plus adéquat est, me semble-t-il, celui qui s'insérerait davantage dans la politique éducative. C'est également celui qui intégrerait la sensibilisation à la politique culturelle générale; cette action ne pouvant logiquement demeurer un acte isolé qui se suffirait à lui-même. Les monuments et les sites auront ainsi à jouer le rôle qui leur revient comme témoins de l'identité culturelle et comme sources de richesse et facteurs de développement économique et social.

Sans cette démarche globale et sans la volonté d'intégrer la sensibilisation dans l'entreprise générale de développement culturel, notre objectif de participation du public n'aura ni l'efficacité recherchée ni la continuité indispensable. Nos efforts demeureront éparpillés et faibles et notre impact sur la population peu profond et en tous cas moins agissant que la tentation plus pressante du changement à outrance.

Pourtant, faute d'une action globale difficile à réaliser, on est bien obligé de faire feu de tout bois et d'adopter une démarche plus pragmatique exploitant au mieux les opportunités.

Nous exploiterons ainsi en toute priorité certaines dispositions naturelles qui peuvent exister chez les populations de certains pays d'Asie ou d'Afrique où persistent de fortes traditions culturelles qui, non seulement incitent à la préservation des monuments et des objets religieux ou autres, mais considèrent la restauration de objets rituels et des lieux de dévotion comme des actes de piété que le croyant est invité à entreprendre pour son propre bonheur ici-bas et dans l'au-delà. Nous demeurons tout de même assez perplexes lorsque dans certains cas la pérennité de l'oeuvre est conçue à travers l'opération toujours renouvelée de destruction et de reconstruction, tout à fait à l'opposé de ce que recommande la Charte de Venise. Il en est à peu près de même lorsqu'on est confronté dans certains pays à une tradition où l'artisanat est demeuré vivace, si vivace qu'il est capable de garantir dans une continuité presque imperturbable la persistance des modes et des techniques millénaires, au point où la restauration s'identifie en fait à la réfection pure et simple de l'oeuvre originelle. En fait, ce qui importe le plus n'est-ce pas la pérennité spirituelle du message à travers l'oeuvre plusieurs fois ressuscitée? Ou bien est-ce l'oeuvre matérielle elle-même qui doit être conservée dans son intégrité physique et dans l'état où elle se trouvait au moment de sa création, comme le voulait la Charte de Venise? Le débat sur ce sujet continuera sans doute encore longtemps, mais pour ce qui nous concerne aujourd'hui, il importe d'affirmer encore une fois qu'en maintenant les bonnes traditions artisanales nous conserverons des moyens parmi les plus appropriés pour la préservation de la sensibilité naturelle du public qui le prédispose à apprécier à leur juste valeur ses monuments et ses sites.

Cette situation demeure néanmoins assez exceptionnelle et n'empêche pas en tous cas que des moyens modernes soient utilisés conjointement, telles que les méthodes pédagogiques et d'information que la science et la technologie contemporaines mettent à notre disposition. En d'autres termes, en plus des moyens traditionnels rien ne nous empêche, pour plus d'efficacité, d'utiliser les armes qu'emploient certains détracteurs du patrimoine pour qui le « progrès » signifie l'adoption exclusive de tout ce qui est nouveau. A ceux-là nous dirons que protéger le patrimoine est aussi une action éminemment progressiste, qui

réclame tout notre savoir ancien et moderne. Cinéma, télévision, vidéo, informatique et autres moyens d'information massive et de communication doivent être mis à contribution et mobilisés dans le but de sensibiliser l'opinion publique à la bonne cause du patrimoine.

La défense du patrimoine monumental pourrait alors emprunter le même chemin sur lequel se sont déjà engagés avec beaucoup de succès les écologistes. En sensibilisant les enfants par le truchement des manuels scolaires, des jeux éducatifs et des visites, on réussira peut-être à sensibiliser également les parents et à étendre ainsi le réseau de nos adhérents. En favorisant le développement des associations de jeunes qui s'occupent des monuments et des sites et en encourageant la constitution d'associations de défense des biens culturels, on renforcera sans doute la présence de notre pensée dans les couches les plus éclairées de la population. Mais il restera toujours la grande masse qu'il n'est pas toujours aisé d'entraîner dans notre sillage.

UN CAS PARTICULIER: LES CENTRES ET LES QUARTIERS HISTORIQUES

Dans les centres historiques, la participation des habitants à l'action de sauvegarde reste primordiale. Elle conditionne le succès de toute opération de ce genre. C'est pour cela qu'elle doit être sollicitée dès le début et faire l'objet d'un long travail préalable d'information et de préparation psychologique, afin que non seulement les habitants acceptent nos plans et nos projets mais qu'ils s'en fassent à leur tour les porte-paroles et les défenseurs auprès des autres habitants.

Gardons-nous toutefois des illusions: cette participation n'est possible ni envisageable que dans la mesure où en contre-partie des sacrifices qu'on exigera de l'habitant et des obligations qu'on lui imposera, on sera en mesure de lui proposer des formes variées d'aides et d'encouragements, car il ne comprendra jamais qu'on puisse exiger de lui, au nom de l'amour du patrimoine, de consentir des sacrifices et que l'Etat ou les collectivités publiques qui ont la charge de ce patrimoine n'en fassent pas autant ou ne partagent pas avec lui la lourde facture. Souvent les difficultés paraissent insurmontables au démarrage de l'opération, mais une fois quelques propriétaires engagés, deux ou trois opérations bien réussies, on peut compter sur l'effet d'entraînement pour que le processus s'étale de plus en plus, attirant un plus grand nombre d'adhérents et même de militants parmi les populations au point que le propriétaire jadis récalcitrant, devant la preuve tangible du succès de la réhabilitation, se transforme souvent en défenseur de son quartier ressuscité dont il ne manque pas de faire un objet de fierté et un titre de noblesse.

Voilà donc une situation où le citoyen d'une cité historique s'est trouvé impliqué uniquement parce que la sauvegarde du

patrimoine l'a touché dans ses intérêts vitaux et dans son cadre de vie restreint. Le site historique s'est imposé à lui en quelque sorte et lui a dicté, d'une certaine manière son comportement. On serait tenté de savoir quelle aurait été son attitude vis-à-vis de tel monastère menacé, perdu dans la campagne, ou de telle église abandonnée dans la ville voisine, ou de tel site archéologique romain pillé par des fouilleurs clandestins ou délabré par des visiteurs irrespectueux? Serait-il aussi engagé ou afficherait-il plutôt une attitude indifférente? Quelle que soit l'attitude qu'il aura, son comportement revêtira de toutes manières un caractère culturel et témoignera de son attachement ou non à la protection des valeurs du passé. S'il n'affichait aucun intérêt pour ces choses qui ne lui disaient strictement rien et si nous désirions au contraire lui apprendre à les aimer et à les respecter, vous consentirez que sa sensibilisation devrait alors revêtir un style, épouser un langage et utiliser des moyens autres que dans la situation où nos intérêts propres étaient en jeu. On pourrait alors solliciter sa convoitise économique et éveiller ses désirs de profit en lui rappelant que le patrimoine peut constituer une source appréciable de richesse s'il est convenablement exploité, qu'il peut être aussi un produit hautement touristique, capable de drainer des millions de visiteurs. On pourrait également solliciter son amour propre et flatter ses sentiments patriotiques en lui rappelant que les monuments et les sites contribuent à l'affermissement de l'identité culturelle nationale. On pourrait aussi exciter son imagination et enflammer son enthousiasme en lui racontant au travers les monuments, l'histoire glorieuse de ses ancêtres. Tout cela peut être fait et doit être fait! Mais serait-ce suffisamment convainquant pour impliquer notre habitant aussi fortement qu'il l'a été dans son quartier historique?

C'est là que réside la vraie difficulté: celle de savoir communiquer.

LA SENSIBILISATION DES DECIDEURS

Verra-t-on un jour naître une race de conservateurs des monuments et des sites qui ne soit pas seulement capable de lire le message du bien culturel et d'en conserver le support matériel mais aussi de le transmettre au plus grand nombre et d'en partager l'amour et le plaisir avec les autres: ceux-là même à qui on reproche souvent l'indifférence devant le sort d'une statue séculaire qui s'effondre, d'un vitrail qui se brise ou d'une cité qui se dégrade. Ces hommes qu'on dit indignes parce qu'ils n'ont pas appris, souvent par notre faute, à respecter les oeuvres des hommes qui les ont précédés, sont parfois hélas, ceux-là même qui décident qu'une ville historique soit percée pour laisser passer la voiture ou pour mettre en perspective un monument qui n'a jamais été conçu pour être vu ainsi ou qui projettent qu'une pyramide en verre soit installée dans la cour d'un bâtiment historique qui n'en a nul besoin. Ces hommes qu'on appelle les décideurs, ne valent-ils pas la peine, eux aussi, qu'on leur réserve un bon programme d'éducation afin qu'ils apprennent à mieux respecter les autres, c'est-à-dire ceux qui les ont précédés dans le passé proche ou lointain aux mêmes postes de décision qu'ils occupent. Mais n'est-ce pas là une autre question qui risque de nous éloigner de notre public, ce public que nous voulons associer à notre oeuvre, ce public victime de son ignorance peut-être, mais aussi victime de l'ignorance de ceux qui décident pour lui et victime également de l'absence ou de l'insuffisance des moyens d'information et d'éducation mis à sa disposition.

IMPRESSIONS OF JAPANESE PRESERVATION EFFORTS

Knut Einar Larsen

1. The table shows the number of designated Important Cultural Properties (Structures) by type and period. (Reproduced from Agency for Cultural Affairs, 1985, p. 26).

Architect, Associate Professor, The Norwegian Institute of Technology, Trondheim (Norway)

Au Japon, parmi les 50.000 édifices historiques classés Monuments Historiques par l'administration centrale ou locale, environ 90% sont en bois. Outre les tremblements de terre et les incendies, le climat est l'un des facteurs qui pose le plus de problèmes pour leur sauvegarde. Celui-ci, chaud et humide, favorise la dégradation du bois et constitue une condition favorable à la reproduction des animaux destructeurs. Le problème de la dégradation est aggravé par le fait que les toits sont souvent couverts de matières organiques: en effet, la moitié des édifices classés ont des toitures végétales; or les toits sont les éléments les plus exposés au soleil et à la pluie. Par ailleurs, la plupart des constructions traditionnelles en bois ont été construites sans pièces métalliques, telles que des clous, les joints entre les différents éléments de structure étant taillés dans le bois ou dans la structure elle-même. Ce principe de construction a pour principale conséquence qu'il est facile de démonter et reconstruire les édifices, sur le même terrain ou ailleurs. Cette particularité est un point essentiel qu'il faut garder à l'esprit lorsqu'on évoque l'authenticité de l'architecture historique japonaise, car les éléments de structure ont été régulièrement réparés ou remplacés. Le principe directeur de la politique japonaise de sauvegarde des édifices classés est d'éviter de réduire leur valeur historique. Cette thèse, au demeurant conforme à l'esprit de la Charte de Venise, est néanmoins difficile à appliquer dans tous les cas. On peut affirmer que la volonté de sauvegarde est une attitude fondamentale au Japon, où elle est une conséquence logique de la pensée bouddhiste. Ceci nous amène à conclure avec certitude, que la plupart des plus anciens édifices japonais sont authentiques, et à affirmer que la politique japonaise de sauvegarde, basée sur la volonté de protéger la valeur historique du patrimoine bâti est conforme aux longues traditions de la culture de ce pays.

Alrededor de 50.000 edificios históricos en Japón han sido declarados como parte del patrimonio cultural, bien por las autoridades centrales o las locales. Aproximadamente el 90 % de dichos edificios están hechos de madera. El clima, además de los terremotos y los incendios, es el factor causante de los mayores problemas para la preservación de esos edificios históricos de Japón. El clima es caliente y húmedo y los procesos naturales de degradación de la madera cuentan por lo tanto con condiciones particularmente favorables. Existen a la vez buenas condiciones para el desarrollo de animales dañinos. El problema de la degradación se

About 50,000 historic buildings in Japan have been designated as cultural properties, by the central, prefectural or municipal authorities. Among buildings designated as cultural properties by the Japanese Government according to the Law for the Protection of Cultural Properties, over 3000 structures have been designated as Important Cultural Property and from these, about 250 structures have been designated as National Treasures. It is assumed that the repair of listed buildings be the responsibility of the owner, but in most cases Government subsidies cover up to 70% of the total costs of preservation work, while the remainder has to be financed by the owners or local authorities. About 90% of historic buildings in Japan designated by the Government as cultural properties are made of wood.

TRADITIONAL JAPANESE TIMBER JOINT DESIGN

The traditional Japanese wooden structures are in most cases constructed without the use of metal, such as nails or bolts. The joints between members of a structure are shaped from the timber itself, but can be strengthened with wooden pegs or tightened by wedges. There are two main types of joints, the *tsugite* and the *shiguchi*¹.

Shiguchi refers to the method of linking two or more members at an angle by modification of any or all of them, or to the joint itself. The *shiguchi* is one of the most distinctive features of Japanese architecture, and has made possible complex compositions of wooden elements. Since the elements are manipulated to fit one another, unlike structures joined forcibly by nails or other fasteners, the result is a structure which is much more resilient than it outwardly appears. The construction becomes—so to speak—earthquake proof, a much needed quality in building in this part of the world.

The particular construction system also implies that the structures can be easily dismantled and rebuilt, either on the same site, or on a new one. Later I will discuss this problem which seems crucial in the authenticity of Japanese cultural property buildings.

Type \ Period	Present number	Asuka Nara	Heian	Kamakura	Muro-machi	Momoyama	Edo	Meiji	Taisho
Shinto architecture	980		5	58	297	149	474	2	
Buddhist architecture	931	30	32	160	343	113	252	1	
Castles and forts	232				1	117	113	1	
Dwellings	136				7	37	90	2	
Western-style structures	116						8	101	7
Private houses	547				2	2	506	37	
Stone monuments, bridges, etc.	247	1	13	122	53	11	46	1	
Total	3189	31	50	335	703	429	1489	145	7

acentúa todavía más por el uso extensivo en Japón de materiales orgánicos como material de techado. Los techos, que se encuentran más expuestos a los efectos del sol y la lluvia, están en casi la mitad de los edificios que están declarados patrimonio cultural, cubiertos de material vegetal. Las tradicionales construcciones de madera japonesas son, en la mayor parte de los casos, construidos sin el uso de piezas metálicas, como clavos etc. Las juntas entre las diferentes partes de una estructura están moldeadas en la misma madera. Este particular sistema de construcción implica que los edificios o las estructuras fácilmente pueden desmontarse y reconstruirse, sea en el mismo solar o en otro lugar. Este problema parece ser crucial en el momento de debatirse la autenticidad de la arquitectura japonesa de valor histórico. Partes de los edificios han sido regularmente reparados o cambiados por materiales nuevos. El principio básico en la filosofía japonesa de preservación hoy en día, es que el valor histórico de los edificios no debe reducirse. A veces puede, no obstante, resultar problemático llevar a la práctica esta tesis fundamental, que coincide con el espíritu de la Carta de Venecia. Se puede decir que la preservación representa una actitud cultural fundamental en Japón, emanando de la forma de pensar budista. Podemos por lo tanto, con un alto grado de certeza, suponer que la mayor parte del más antiguo patrimonio cultural japonés es auténtico y que la política de preservación actual, cuyo tesis fundamental es el deseo de preservar el valor histórico del patrimonio cultural, se encuentra en armonía con largas tradiciones en la cultura japonesa.

In Giappone, tra i 50.000 edifici storici classificati come monumenti dalle amministrazioni centrale e locale, circa il 90% sono in legno. Oltre ai terremoti ed agli incendi, il clima è uno dei fattori che pone i maggiori problemi per la loro salvaguardia. Questo stesso, caldo e umido, favorisce il degrado del legno e costituisce una condizione favorevole alla riproduzione degli animali distruttori. Il problema del degrado è aggravato dal fatto che i tetti sono spesso coperti da materie organiche: in effetti, la metà degli edifici catalogati hanno coperture vegetali oppure i tetti sono gli elementi più esposti al sole ed alla pioggia. Inoltre, la maggior parte delle costruzioni tradizionali in legno sono state costruite senza parti metalliche, salvo i chiodi; essendo i giunti tra i differenti elementi della struttura tagliati nel legno o nella struttura stessa. Questo sistema di costruzione implica che gli edifici possono facilmente essere smontati e ricostruiti, sia sullo stesso terreno che in altro luogo. Tale particolarità costituisce un punto essenziale di cui tenere conto nel momento in cui si evoca l'autenticità dell'architettura giapponese, poiché gli elementi strutturali sono stati regolarmente riparati o sostituiti. Il principio base della politica giapponese per la conservazione degli edifici classificati è quello di evitare di ridurre il loro valore storico. Tuttavia tale tesi, pur conforme allo spirito della Carta di Venezia, risulta difficile da applicare in tutti i casi. Si può affermare che la volontà di conservazione è una attitudine fondamentale al Giappone, ove questa risulta una conseguenza logica del pensiero buddista. Tutto ciò ci porta a concludere con certezza, che la maggior parte degli edifici giapponesi più antichi sono autentici e ad affermare che la politica giapponese di salvaguardia,

FIRE PROTECTION

Fire is one of the most dangerous enemies of wood preservation. Fortunately it seems that there is widespread and keen awareness of the importance of fire protection in Japan. About 1/8 of the government subsidy for cultural property buildings in the 1986 fiscal year was spent on fire protection.

All large and important building complexes such as temples, shrines or open-air museums, are equipped with manual firefighting equipment in the form of hoses stationed in strategically-placed cabinets inside and outside the buildings. Automatic sprinkler systems and fire detection systems are mandatory for all Important Cultural Property buildings and of course every tall building is protected against lightning.

On 26 January 1949, the original interior wall paintings in the Main Hall of Hōryū-ji ("ji" = temple) in Nara, were destroyed in a fire. This is an important building in the cultural history of Japan, and it is said to be the oldest wooden building in the world.

The disaster greatly shocked the Japanese people and stimulated concern over loss and destruction of cultural properties.

As one of the consequences of this fire, January 26—the date on which the Hōryū-ji Main Hall disaster occurred—was designated "Cultural Properties Fire Protection Day" in 1955. On this day each year, fire-fighting drills and other related activities are organized with the cooperation of the Fire Defence Agency on cultural property sites.

Moreover, restoration work in the main hall of Horyu-ji was completed in 1954, and to commemorate this event, "Cultural Properties Protection Week" was instituted. The "week" is annually observed from 1-7 November².

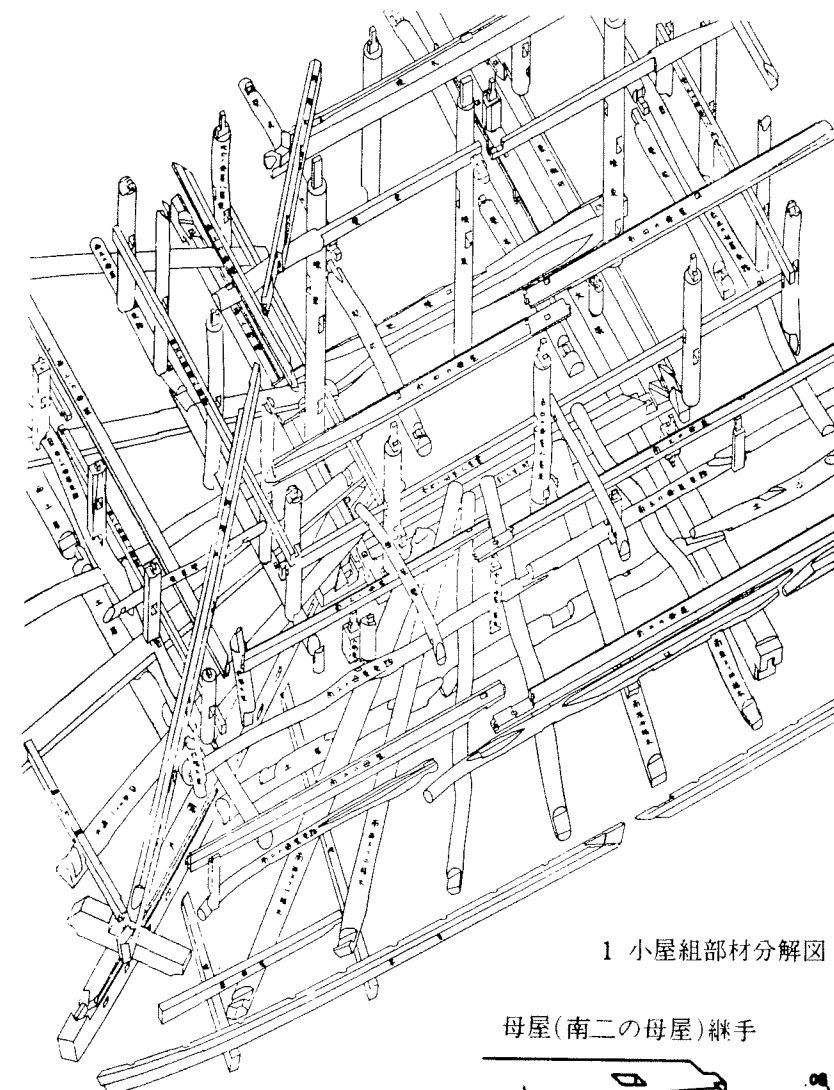
DETERIORATION OF MATERIALS AND STRUCTURES

In addition to earthquakes and fires, the climate is one of the worst threats to the preservation of Japan's historic buildings. On the one hand, the hot and humid climate causes the timber to decay rapidly and on the other hand it creates an ideal environment for wood-destroying insects. In general, the climate of Japan creates severe difficulties in preserving structures made of biodegradable materials.

The roof is the building part most exposed to the effects of sun and rain. Half of the listed buildings have roofs which are thatched or covered with vegetable materials such as straw, bark or wooden shingles which are relatively expensive and toilsome to renew.

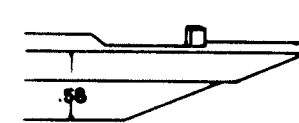
Thanks to carefully recorded written documents, Japanese experts have concluded that it is necessary to completely renew

2. Roof construction with details of Shoren-ji
Dainichido, (JACAM 1985, p. 357. Reproduced
by the courtesy of JACAM, Tokyo).

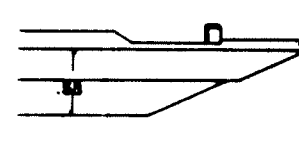


1 小屋組部材分解図

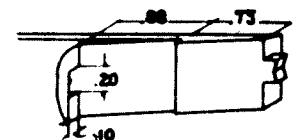
茅負(西側)継手



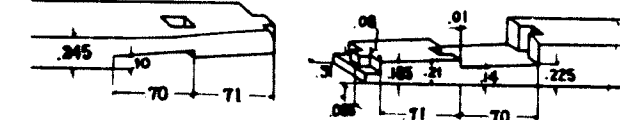
茅負(北側)継手



野隅木継手



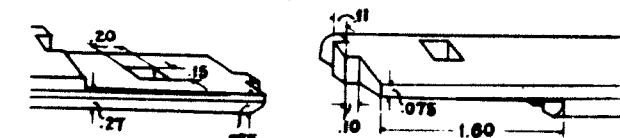
母屋(南二の母屋)継手



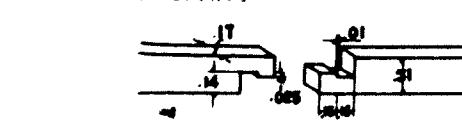
母屋(北二の母屋)継手



母屋(南四の母屋)継手



小屋貫継手



2 軒廻り材及び小屋組廻り材の継手

3. Hōryū-ji, Main Hall. The oldest wooden building in the world, built in the late 7th century. The building was completely dismantled about 50 years ago.

basata sulla volontà di proteggere il valore storico del patrimonio costruito e conforme alle antiche tradizioni della cultura di questo paese.

roofs covered with vegetable materials about every 40 to 60 years, depending on the type of materials³.

Tile-cover roofs also need re-roofing, and experience shows that this is necessary every 100-150 years. During the re-roofing, old tiles which are still in good condition will be kept. In Nara, many tiles from the 8th century still exist on ancient buildings.

It should also be mentioned in relation to the question of authenticity, that original roof-coverings are vegetable materials, like cypress, bark shingles or boards, preserved, when located on roofs less exposed to rainfall (for instance on a roof under a bigger roof.).

MAINTENANCE, REPAIR AND DISMANTLING

In spite of the fact that wooden structures are easily affected by decay, insect attack, weathering and fire etc., Japan has the oldest wooden buildings in the world. This can only be explained if one takes into consideration the fact that the buildings have been constantly maintained and repaired. They have been dismantled, and parts weakened by decay and insect attack have been replaced by new parts. If a building had suffered only partial damage, the damaged portions were cut away and then new pieces of wood were inserted in place of the damaged portions. This is still done today.



4. The Main Hall of Toshodai-ji, originally built in 759 or soon after, the roof of the kondo was rebuilt into a contemporary style in the Kamakura period (13th century). (Reproduced from A. Paine and A. Soper, *Japan Art and Architecture*, Pelican History of Art,

Harmondsworth, 1960, p. 185. By the courtesy of Penguin Books Ltd.)

When the roof-covering material had to be completely renewed, documentation shows that repair of the roof construction and also repair of the upper part of the walls were carried out simultaneously. In other words this operation necessitated dismantling of the structure below the roof.

There are various degrees of dismantling, according to the degree of deterioration of structure. If the roof construction and the upper parts of the wall structure have been deteriorating and need to be dismantled in order to be repaired, this operation is often referred to as "half dismantling".

From historical documents, the experts have concluded that wooden buildings in Japan have to undergo "half dismantling" operations every 100 to 130 years. Every 300 to 400 years "half dismantling" on a larger scale and even "complete dismantling" is required when pillars and beams in the lower part of the construction are severely decayed and have to be completely or partially renewed⁴.

PRESERVATION POLITICS

While the restoration works in Japan were—until the end of the 19th century—carried out in order to re-use old buildings rather than to preserve them, a new attitude was introduced in the Meiji-era, from 1868 onwards, when Japan again opened

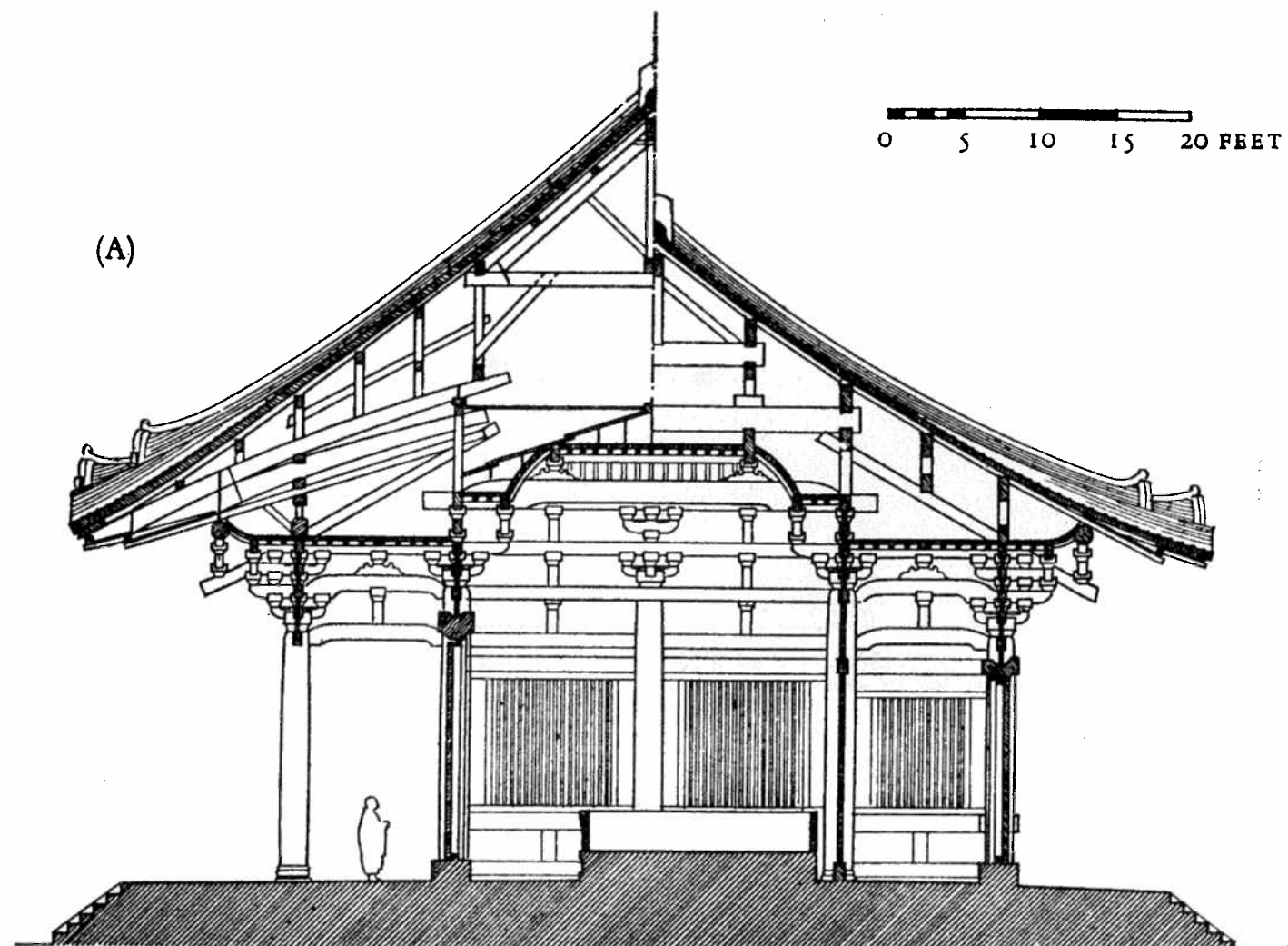
its borders to new ideas from abroad. This new attitude was based on the European concept of building preservation.

The new development led to the enactment of the *Law for the Preservation of Old Shrines and Temples* in 1897. In the same year, 57 buildings of special architectural importance were designated as Specially Protected Architectural Monuments. With the subsidy of Government funds, 6 major restoration works began in the same year.

The present Law for the Protection of Cultural Properties was enacted in 1950 and amended in 1975 to include regulations and subsidies for the preservation of groups of buildings (e.g. towns).

Obviously, since there were an age-old existing tradition at the end of the 19th century for maintenance and restoration of the old temple buildings and other outstanding architectural monuments, many craftsmen were familiar with the old techniques of *tsugite* and *shiguchi*, *kikujutsu* (stereometry) and *kiwaribo* (the way of determining the dimension of timbers).

There was however a problem. The first architectural monuments selected for preservation according to the Law of 1897, were mostly built during the Nara, Heian and Kamakura periods (8th to 14th centuries). However, the carpenters were not familiar with the techniques used in



5-6. The Terachita-no-machinami district of Tsumago old post town.
7. Todai-ji, Daibutsu-den; present cross section.

buildings from these periods. Their techniques were based on the changes introduced in Japanese carpentry-work during the 15th and 16th centuries owing to the development of new tools.

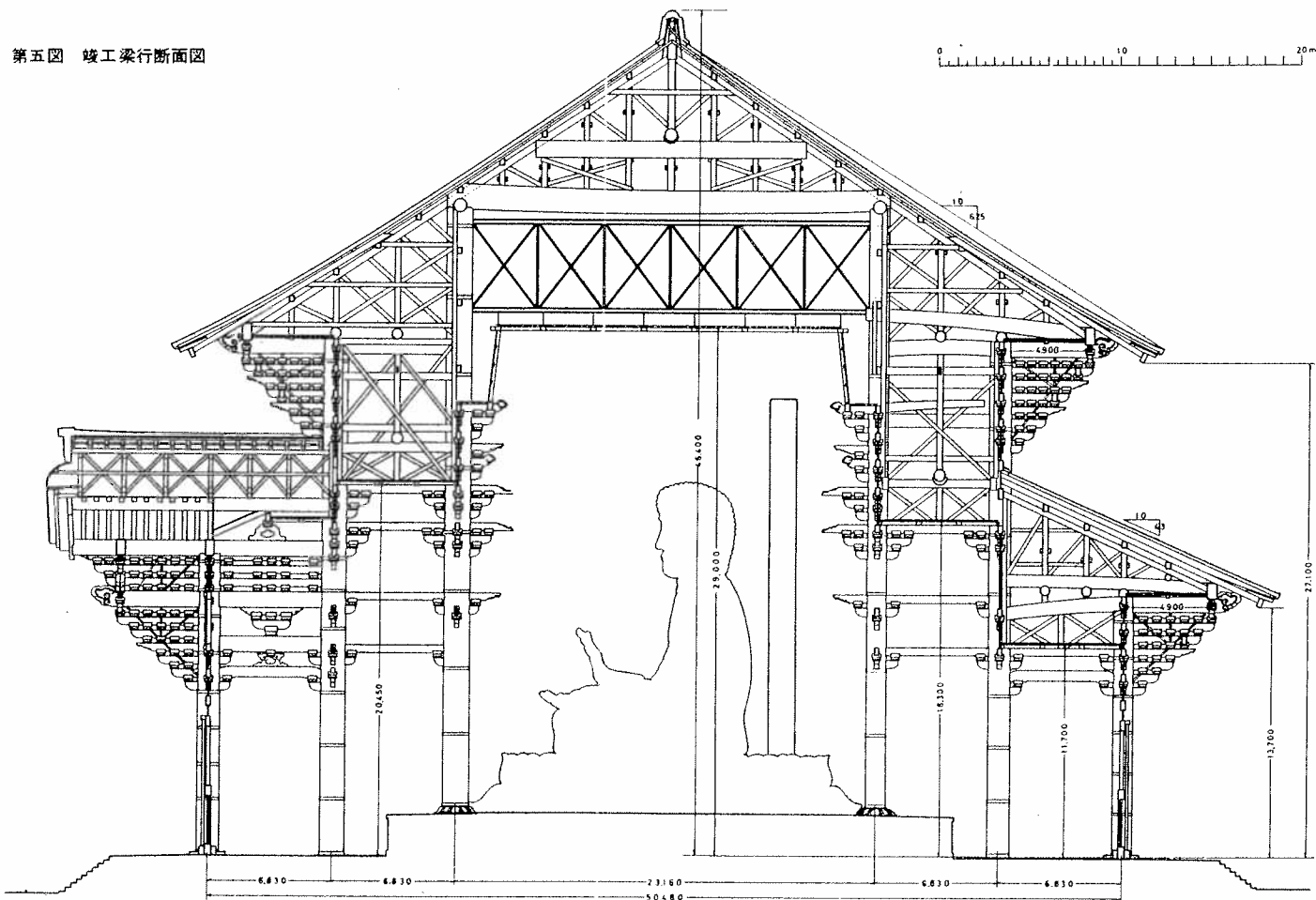
Although the intention of the Government after 1897 was to preserve the appearance, design and ornament details of a building, alterations occurred, particularly in parts of the buildings not visible from the outside, repairs were carried out according to the master carpenter's own technique, not realizing the value of the joints found in the old parts of the structure which had deteriorated and which were cut away.

PRESERVATION PROJECTS AND DOCUMENTATION

Gradually, knowledge of the old techniques increased, and the significance of preserving them became recognized. This was mainly due to the work of Dr. Kivoshi Asano. From 1934 onwards he supervised the restoration work on temple buildings at Hōryū-ji. He has since been responsible for the investigation and repair—including "complete dismantling"—of numerous other buildings from the early periods, and has written outstanding reports on the restoration work being done. His work created the basis for the understanding of



第五圖 竣工梁行断面図



8. Post of a lantern, Ise Naiku.

9. Todai-ji, Daibutsu-den; built in the 17th century. The largest wooden building in the world.

the old techniques which were then taught to the carpenters⁵.

Since, voluminous restoration reports, now archived at the Architectural Division of the Agency for Cultural Affairs, have been made on every preservation project financed by the Japanese Government. Such reports today include a record of the state of the building prior to the actual work. This part also includes detailed measured drawings, archive research, etc. Furthermore, discoveries made during the work process which reveal the building's history, are included. Finally the architect presents his preservation project through drawings, descriptions and a meticulous calculation of the intended work.

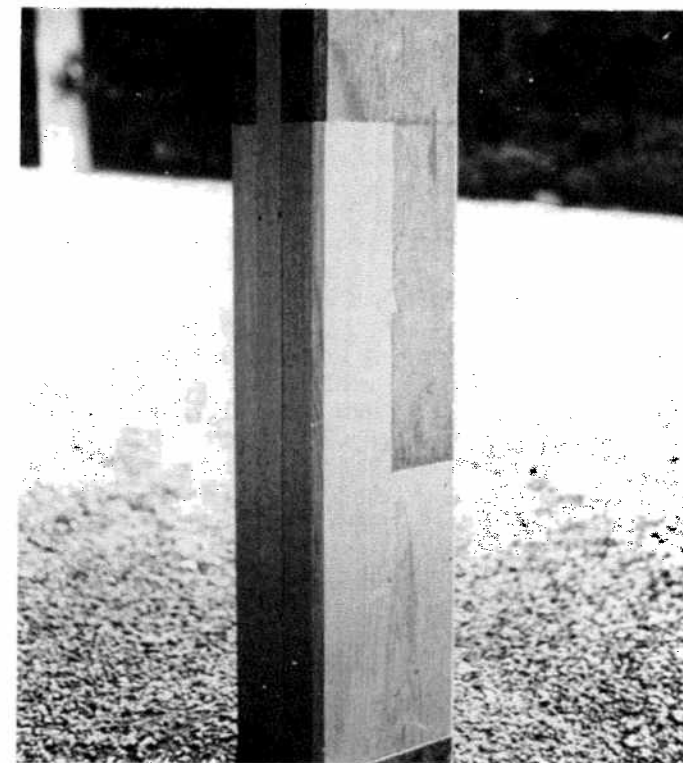
The same careful studies are made regardless of the status of the building, e.g. a five-storied pagoda from the 16th century or a farmer's house from the 19th century.

The preservation project of the architect must be approved by the Council for the Protection of Cultural Properties if a government subsidy is required for the project.

Plans and supervision of preservation projects are normally made under the auspices of the Japanese Association for Conservation of Architectural Monuments (JACAM), giuridical foundation which in 1985 employed 73 technical members.

PRESERVATION IN RELATION TO THE VENICE CHARTER

On the surface, it may seem as if some of the Japanese restoration projects in recent years have not been carried out in accor-

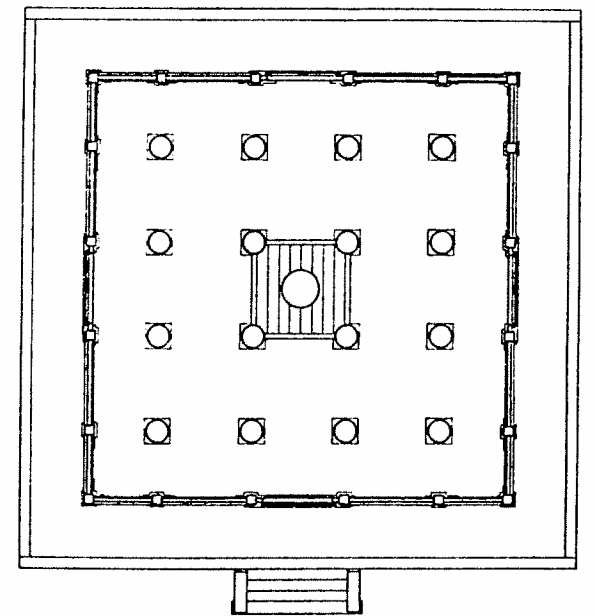
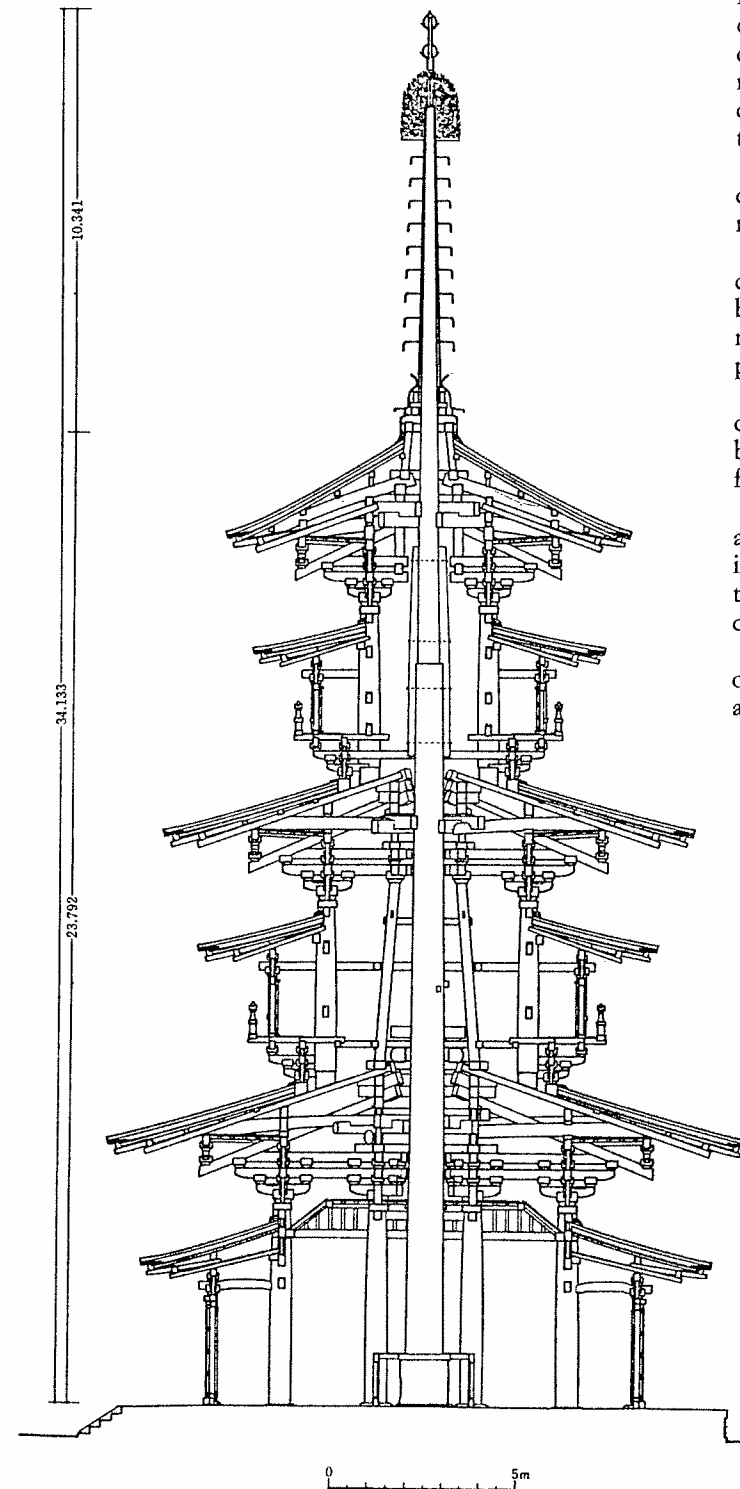


10. Yakushi-ji, Nara.



10

11. Yakushi-ji, Nara. East Pagoda; late 7th or early 8th century; cross section and plan. (Reproduced by the courtesy of Nara National Research Institute of Cultural Properties).



dance with paragraph 11 of the Venice Charter which states that "... the valid contribution of all periods to the building or a monument must be respected since unity of style is not the aim of a restoration".

If we study the construction of Japanese wooden structures in the light of this dictum, it may be argued that the Charter was intended mainly for stone buildings or structures. A fundamental characteristic of wooden houses, and particularly wooden houses constructed according to Japanese tradition, is that they are relatively simple to rebuild and it is easy to insert new additions or remove existing pieces, and thus change nearly every part of the house during rebuilding.

Furthermore, the nature of the wooden material requires constant repair during the lifetime of a building: rotten timbers must be replaced; a sagging structure must be realigned⁶.

If a building is dismantled, the architect restorer and the master carpenter must make very careful studies to determine whether the building can be conserved or if it should be transformed to a former state, in which case its original form is usually to be preferred.

In many buildings repair work and remodelling have been carried out without fully correcting the deformations of the building caused for instance by the irregular sinking of the foundations and timber bending.

If today such deformations are corrected during dismantling and reassembly, later additions may no longer fit. In this case, if the building has been completely dismantled, it is most logical to rebuild it according to its original form when sufficient documentary evidence of this can be found.

This is one of the main arguments as to why some paragraphs of the Venice Charter are difficult to apply to Japanese wooden architecture. It might however be accepted that the task

11

deciding whether the added parts are "valid contributions" or not should be left to Japanese experts.

TRADITIONAL ATTITUDES TO PRESERVATION— AUTHENTICITY

In general, old parts of buildings have to be replaced with new materials, but according to Dr. Kakichi Suzuki, "The basic policy of repair work is not to reduce the historical value of the monument"⁷.

This fundamental attitude, which is in harmony with the spirit of the Venice Charter, is however difficult to put into practice in certain cases.

When inserting new pieces, the carpenters have applied the traditional techniques of *tsugite* and *shiguchi*, although, as pointed out earlier, the knowledge of the most ancient techniques, from the 7th and 8th centuries, were forgotten from the 15th century onwards until they were revitalized by Dr. Asano in the 1930s.

We may then ask the question: how authentic are the oldest Japanese structures, built in the 7th and 8th centuries? Are they in fact replicas, where all or nearly all members have been changed through the 1200-1300 years of the structures existence? The answer must be no. To understand this, we have to consider some seemingly contradictory aspects in Japanese culture. On the one hand, we have the old Shinto tradition of rebuilding shrine complexes from the ground at regular intervals. Today this custom is only practiced at Ise shrines, where the buildings have been rebuilt every 20 years since the 7th century. The next rebuilding will take place in 1993. This phenomenon can be considered as a unique way of transferring traditions from one generation to another.

Dr. Nobuo Ito explains that this special custom "...surely comes from the sentiment of the Japanese people to desire the periodical revitalization of the deity, which is universal among agricultural nations. The reconstruction of a shrine in a sense parallels the agricultural cycle of growth from seed to harvest to renewal in the following spring. The Japanese people have, from the beginning of their history, also disliked things which were tainted or polluted by ageing or any other undesirable condition such as death."⁸

In many cases, non-Japanese experts have only grasped this fundamental aspect when discussing the Japanese attitude towards the preservation of buildings.

They have not taken into consideration the Buddhist aspect. "...Buddhism greatly influenced the Japanese in regard to their original sentiment. People maintain buildings as long as possible, not because of the realization of their cultural value, but from a deep respect for their founders or priests" according to Dr. Ito⁹.

From this background, we can understand that custodians of the old temples have always preserved as much of the existing materials as possible. The carpenters and other artisans have probably always taken the utmost care when repairing the structures, changing and replacing parts only when necessary. However, when roofs were severely deteriorated, they may have been forced to completely renew the roof construction, and then rebuild it in a contemporary style. The precise answer as to which parts of a building are authentic, i.e. "original", can only be determined from a study of the restoration reports mentioned above.

We must accept that the problem of authenticity is relative and has to be interpreted in accordance with natural, material and cultural conditions in each country.

From the basic Japanese attitude towards preservation, we can however suppose that most parts of the oldest Japanese wooden buildings really are authentic and that today's policy of repair work which is to preserve the historical value of the monument, is in harmony with age-old traditions in Japanese culture.

ACKNOWLEDGEMENT

This article is based on material obtained during my activity as co-researcher at the Tokyo National Research Institute of Cultural Properties.

I am greatly indebted to Dr. Nobuo Ito, Tokyo, both for teaching me to appreciate historic Japanese architecture and for the valuable advice he has given me in relation to this article.

BIBLIOGRAPHY

- Administration of Cultural Affairs in our Nation*, The Agency for Cultural Affairs of the Japanese Government, Tokyo, 1985.
Japanese Traditional Timber Joint Design with Representative Examples from Historic Buildings of all Periods, Japanese Association for Conservation of Architectural Monuments (JACAM), Tokyo, 1986.
 ITO, NOBUO, *Wooden Buildings in Japan*, Lecture Note for the International Course on Wood Conservation Technology (draft copy), Unesco, Iccrom, The Norwegian Institute of Technology, 1984, 1986.
 SUZUKI, KAKICHI, *Restoration of Wooden Buildings*, International Symposium on the Conservation and Restoration of Cultural Property—The Conservation of Wooden Cultural Property—, November 1-6, 1982, Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, Tokyo 1983, pp. 157-172.

NOTES

- ¹ JACAM 1986, pp. 589-590.
- ² Agency for Cultural Affairs 1985, pp. 34-35.
- ³ Ito 1984, 1986, p. 15 and SUZUKI 1983, p. 163.
- ⁴ Op. cit.
- ⁵ Ito 1984, 1986, p. 9.
- ⁶ Ibid., p. 16.
- ⁷ SUZUKI 1983, p. 169.
- ⁸ Ito 1984, 1986, pp. 10-11.
- ⁹ Op. cit.

TUNISIE. RESTAURATIONS ET RESTITUTIONS AUX THERMES D'ANTONIN DE CARTHAGE

Jacques Vérité

Architecte, docteur en urbanisme, spécialiste en
conservation de monuments et sites

The Antonin Thermae in Carthage were built under Roman rule (between 145-162 a.C.) and used for almost two centuries before falling into ruin and being used as a quarry during the following centuries. Based on the studies carried out in 1972 for the UNDP/UNESCO Tunis-Carthage Project, works of anastylosis have been completed with columns in the palaestra and frigidarium areas of the complex (the lower parts of these structural elements are in concrete), also in the gymnasium (here the column is not in its original place because it does not exist); and in the northern basin of the frigidarium (the base of the column has been replaced also in concrete). Rebuilding has been done using the "appropriate techniques" or using appropriate technical equipment and resources (cranes, epoxy resins). Further actual projects include two other actions involving anastylosis, plus the classification and protection of different architectural components. In Carthage, the financing of these operations is linked with the reappraisal of this heritage and economic development. Restorations can satisfy tourists and at the same time be legitimate from a scientific point of view.

Las termas de Antonín en Cartago fueron construídas en la época romana (entre 145 y 162 a.C.) y utilizadas al menos durante dos siglos antes de caer en ruinas y posteriormente ser saqueadas con el transcurso de los siglos. Partiendo de estudios hechos en 1972 para el Proyecto PNUD/UNESCO Túnez Cartago, se han encarado algunos trabajos de anastilosis realizados con columnas de la palestra, del frigidarium (con una restitución de la parte inferior en hormigón), del gimnasio (la columna no está en su lugar de origen porque este ya no existe) y de la piscina norte del frigidarium (la base ha sido remplazada con hormigón). Las reconstrucciones se han hecho con "tecnologías apropiadas" o por el contrario, con equipos técnicos y recursos importantes (grúas, encolado epoxy). Los proyectos actuales conciernen dos otros trabajos de anastilosis, la clasificación y la protección de los elementos arquitecturales. En Cartago el financiamiento de las obras está justificado por la revalorización del patrimonio monumental en vista del desarrollo económico: las restauraciones pueden satisfacer a los turistas y al mismo tiempo ser legítimas desde un punto de vista científico.

Le terme di Antonino a Cartagine furono costruite in epoca romana (tra il 145 ed il 162 a.C.) e utilizzate almeno durante due secoli prima di cadere in rovina e posteriormente essere abbandonate con il trascorrere dei secoli. Partendo dagli studi svolti nel 1972 per il Progetto PNUD/UNESCO Tunisi-Cartagine, sono stati completati alcuni lavori di anastilosi realizzati con colonne della palestra e dell'area del complesso frigidarium (con una restituzione della parte inferiore in calcestruzzo) del ginnasio (la colonna non è nel suo luogo di origine perché non esiste) e della piscina nord del frigidarium (la base è stata rimpiazzata con calcestruzzo). Le ricostruzioni sono state ottenute con "tecnologie appropriate" o usando attrezzature tecniche e risorse importanti (gru, resine epossidiche).

I progetti attuali riguardano altri due lavori di anastilosi, la classificazione e la protezione degli elementi architettonici. A Cartagine il finanziamento delle opere è giustificato dalla

LES THERMES D'ANTONIN DE CARTHAGE

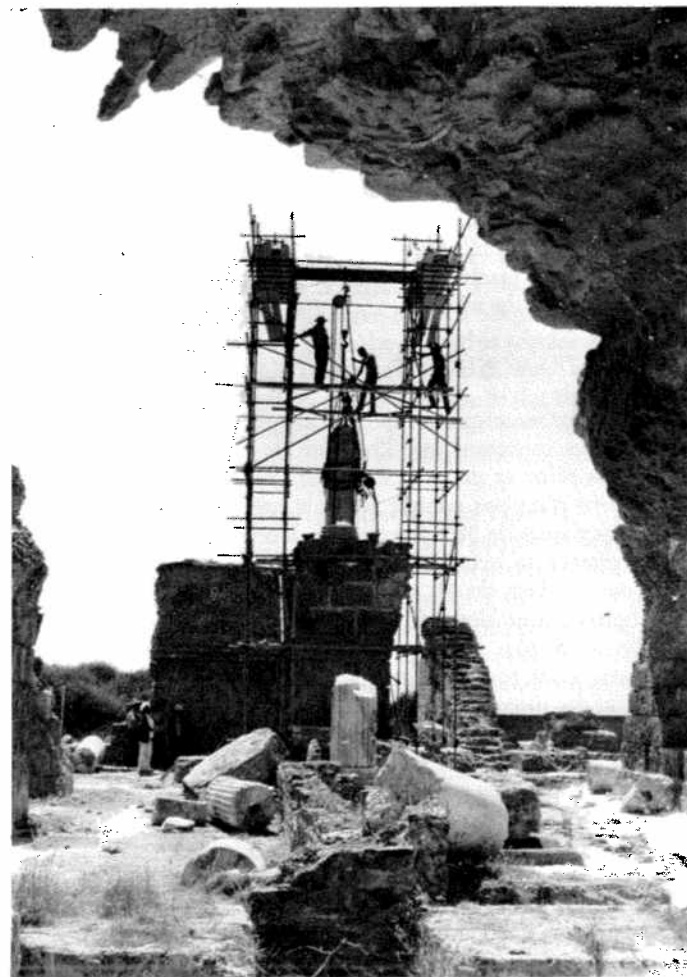
Situés au bord de la mer et entourés d'une esplanade de trois hectares et demi, les thermes d'Antonin de Carthage furent, de leur temps, un des édifices les plus prestigieux du monde romain. Leur architecte s'était inspiré du fonctionnement des grands bâtiments de bains de Rome pour concevoir un édifice qui témoignerait de la générosité du Proconsul et des citoyens de la ville, et si ses dimensions étaient inférieures à celles des modèles de la capitale (Titus, Néron et Trajan), elles n'en étaient pas moins imposantes: 210 m de long, 104 m de large, 36 m au point le plus haut, 17.850 m² de surface construite. Il fallut dix-sept ans de travaux — il fut fondé en 145 après J.C. — pour l'édifier et le décorer à partir de matériaux et d'éléments d'architecture de diverses provenances: locale (Chemtou, Cap Bon, Djebel Djelloud, Hamman Lif) ou lointaine (Sicile, Italie continentale, Grèce). Seule la connaissance des restes des établissements similaires de Rome qui ont subsisté plus ou moins complètement (thermes de Caracalla et de Dioclétien) permet d'imaginer la beauté, les dimensions réelles et la complexité des thermes d'Antonin avec leur sous-sol équipé de 23 foyers, leurs quarante salles aux fonctions différentes, leurs deux palestres entourées chacune de 36 colonnes, leur frigidarium (45 mètres de long, 20 m de large, 30 de haut) et leur piscine de 40 m de long placée à 5 m au dessus du bord de la mer.

HISTOIRE DU MONUMENT

Les quelques renseignements chronologiques recueillis par les archéologues montrent que l'histoire de ce bâtiment est aussi celle de sa ruine et de sa destruction. Sa durée réelle de fonctionnement n'est pas connue, mais la présence attestée de restaurations datées de 389 prouve que, à cette date, le monument avait conservé sa structure d'origine. Peu après, à la fin du 3^e siècle ou au début du 4^e, les voûtes du frigidarium s'écroulent. Des thermes sont alors réaménagés dans les parties subsistantes. Un siècle plus tard — en 530 — la voûte du calidarium s'effondre à son tour. Des traces de foyers, de travaux de consolidation des maçonneries et de restauration des mosaïques confirment qu'un petit établissement thermal fut alors installé dans les salles jouxtant l'esplanade. Il n'y a plus d'indices d'un fonctionnement quelconque de l'édifice après la conquête arabe (638). Comme sur la plupart des sites archéologiques, les ruines vont faire l'objet d'un pillage systématique pendant des siècles. Certaines colonnes seront réemployées pour la construction de mosquées (Tunis, Kairouan). La plupart des éléments d'architecture en roches dures, débités sur place puis exportés, participeront à la décoration des édifices d'Italie et Turquie quand ils ne seront

1. Mise en place de la colonne de l'angle sud de la palestre nord (1980). Montage à la main à l'aide de deux palans.

rivalizzazione del patrimonio architettonico in vista dello sviluppo economico. Il restauro può soddisfare i turisti e nello stesso tempo essere legittimato da un punto di vista scientifico.



pas transformés en chaux. Les maçonneries de roches tendres deviendront des objets à usage agricole (mortiers, meules, rouleaux) ou serviront à bâtir Tunis. C'est entre 1945 et 1956 qu'ont été fouillés et consolidés les restes des thermes d'Antonin. Il ne subsistait alors que quelques pans de murs ayant appartenu au niveau d'utilisation du bâtiment (il se situait à 5,6 m au-dessus du sol). Mais l'étendue de l'édifice, les vestiges du sous-sol et le magnifique paysage qui les environne rendent ces ruines imposantes: les thermes d'Antonin sont visités par plus de 400.000 personnes par an.

ETUDES D'AMENAGEMENT ET MISE EN VALEUR DES THERMES

Mis en place en 1970 avec l'assistance du PNUD et de l'UNESCO, le Projet Tunis Carthage s'est préoccupé, en particulier, de la mise en valeur du site de Carthage. La réflexion a porté sur l'aménagement du site — elle devait déboucher sur le lancement de la Campagne internationale pour la sauvegarde de Carthage — et sur la mise en valeur des thermes: j'ai été chargé de rechercher les moyens d'en restituer l'échelle grandiose.

Une première réponse a consisté à fournir au public un support graphique lui permettant de comprendre que ce qu'il voyait n'était qu'un sous-sol. A cet effet, au sommet des escaliers axiaux d'accès à l'esplanade, préalablement restaurés, a été aménagé un belvédère comportant, gravés sur marbre, des dessins (un plan et une coupe) de la restitution des thermes. Les études ont aussi montré qu'il était possible de remettre à leur place originale quatre colonnes: une des grandes colonnes du frigidarium, une appartenant au portique nord-est de cette même salle et deux des colonnes de la palestre nord.

L'ANASTYLOSE DE LA COLONNE DE LA PALESTRE NORD

Ce n'est qu'en 1980 que ces études devaient avoir un commencement d'application. En effet, l'Institut national d'archéologie et d'art de Tunis, ayant fait appel à l'assistance du PNUD et de l'UNESCO pour le Projet de Parc national de Carthage et Sidi Bou Said, avait prévu un financement pour des travaux dans les sites «prioritaires» parmi lesquels se trouvaient les thermes d'Antonin. Avec du matériel financé dans le cadre du Projet de Parc et sous ma direction en tant qu'architecte consultant de l'UNESCO, l'équipe d'ouvriers de la Conservation du site de Carthage a réalisé l'anastylose (le remontage) d'une colonne de 6,5 m de haut à l'angle sud de la palestre nord. La base, le chapiteau (tous deux en marbre de Proconnèse) et le fût composé de deux fragments dont le plus grand pèse 3,5 tonnes ont été replacés sur la sous-base antique (où se lisaient encore les tracés d'implantation des

2. Le projet d'exécution de la grande colonne du frigidarium (1972).

3. Chantier de la grande colonne du frigidarium: reprise des assises du sous-sol et semelle de répartition des charges; les fers en attente sont ceux du fût.

constructeurs romains) à l'aide d'un échafaudage tubulaire auquel était accroché un plan manoeuvré à la main (Fig. 1). Une des leçons de ce chantier a été de montrer la limite des «technologies appropriées» en matière de monuments historiques: la non-utilisation de machines se traduit par l'augmentation de la durée des travaux (et donc de leur coût). L'autre est qu'il existe une limite dans le maniement des grandes pierres à partir de laquelle l'accroissement des efforts des hommes est très important et les travaux deviennent dangereux.

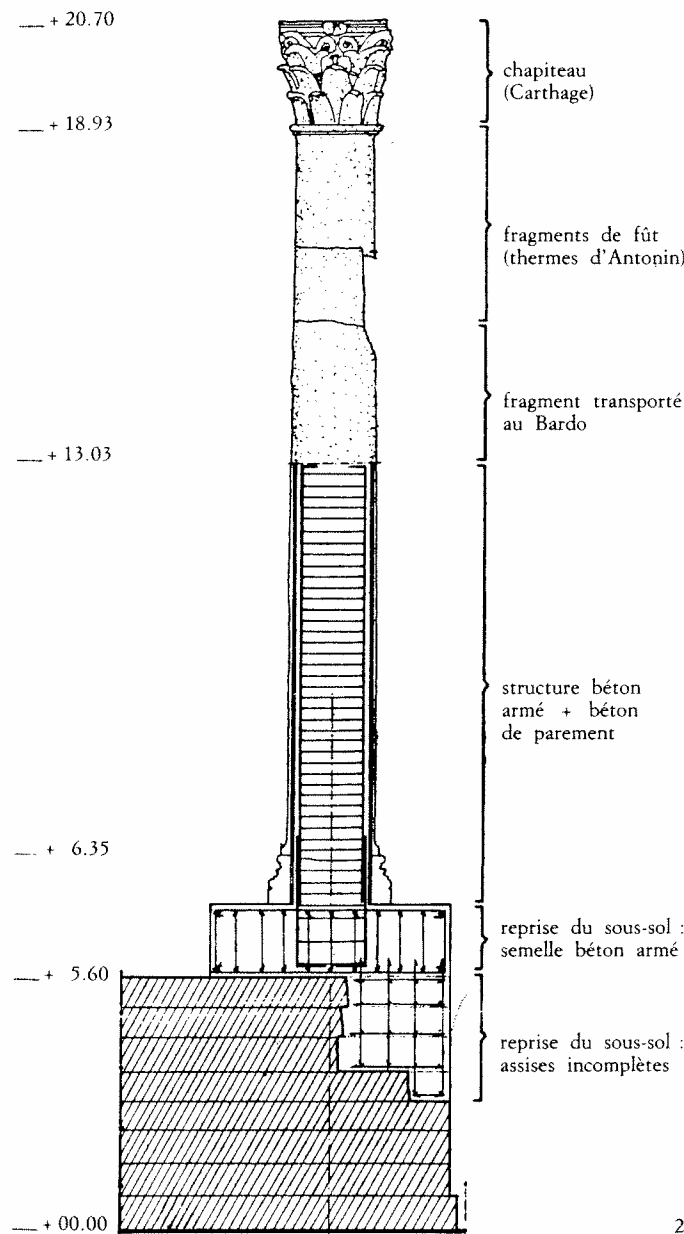
LA RESTITUTION DE LA GRANDE COLONNE DU FRIGIDARIUM

La réussite de cette première opération conjuguée avec le classement du site de Carthage sur la Liste du patrimoine mondial a incité différents partenaires à poursuivre l'action entreprise aux thermes d'Antonin en finançant l'anastylose de

la grande colonne du frigidarium. Les études d'exécution, les missions d'expert, l'architecte d'opération, les matériels et matériels et le personnel d'exécution ont été payés à partir de fonds provenant de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, du Programme ordinaire de l'UNESCO 1981-1985, de la Coopération technique française, de l'Office national du tourisme tunisien et de la Conservation du site de Carthage.

Le projet d'exécution initial (1972) a été repris dans ses lignes essentielles: le chapiteau et les trois fragments antiques retrouvés constituant 5,90 m du fût sont posés sur la restitution en béton des parties du fût et du sous-sol disparus (Fig. 2). Le parement du fût et la restitution de la base antique — il n'en reste qu'une dizaine de petits morceaux — sont reconstitués ensuite en bétons colorés spéciaux permettant à la fois d'affiner l'exécution et de protéger les ferrillages principaux de l'action oxydante de l'air marin.

Toutefois ce projet initial a été amélioré. La diffusion sur le marché du bâtiment de colles époxydiques d'emploi facile autorisait l'assemblage des fragments antiques et leur liaison au fût restitué en béton. On pouvait alors assurer la résistance de l'ensemble au cumul de l'action du vent et des tremblements de terre (inférieurs à 6 sur l'échelle de Richter). Les ferrillages du fût ainsi que ceux de la semelle ont été calculés



4. Chantier de la grande colonne du frigidarium: la grue de 45 tonnes en attente du levage du chapiteau.

5. Fin de l'anastylose des fragments anciens (juillet 1985). Mise en place du coffrage de la base et de la mouleure du bas du fût.

dans ce but. On notera que l'on a estimé que la masse du sous-sol existant participait à la résistance de l'ensemble, l'expérience ayant montré que la chaux antique a atteint en vieillissant une résistance à la traction plus importante que celle du grès du Cap Bon qu'elle lie.

LE CHANTIER

Le chantier s'est déroulé, avec des interruptions, entre juillet 1984 et juillet 1986. Je l'ai directement dirigé puisque ces travaux ont été faits en régie avec le personnel de la Conservation du site de Carthage avec l'aide de moyens techniques loués à des entrepreneurs privés.

On aura une idée de la complexité de ce chantier par la description de ses phases essentielles:

- Reprise du sous-sol jusqu'à 4,40 m de haut avec 55 tonnes de béton soigneusement dissocié du contact des pierres antiques par un enduit de bitume (la liaison structurelle se fait par les anfractuosités) (Fig. 3).

- Coulage de la semelle de répartition des charges. 55 tonnes de béton mis en place jusqu'à la cote + 5,60 m avec trois sortes de ferrailages: celui qui assure la liaison avec la reprise du sous-sol; celui qui permet à la semelle de travailler en poutre et enfin l'amorce de celui du fût.

- Coulage du noyau central du fût d'un diamètre de 1,30 m et d'une hauteur de 7,60 m (poids: 25 tonnes), à l'aide d'un coffrage en bois.

- Le premier fragment de fût d'un poids de 12,6 tonnes a été rapporté du Bardo — situé à environ 25 km du site — où il avait été transporté au XIX^e siècle. A l'aide d'une grue, il a été calé à l'envers de manière à pouvoir en reprendre la surface de pose. Celle-ci a été rendue horizontale par un traitement au mortier de résines époxy.

- Faute de possibilités d'accès des grues au sein des ruines, les deux fragments de fût suivants (respectivement 5 et 9 tonnes) ont été déplacés à la main: quatre jours ont été nécessaires pour leur faire parcourir 60 m.

- Le chapiteau haut de 1,76 m et pesant 6 tonnes a été enlevé du centre du carrefour qu'il décorait. Des spécialistes du Musée du Bardo en ont fait un moule qui a servi à rétablir une copie à la place de l'original (Fig. 4).

- En deux jours de travail de grue — le premier étant réservé aux repérages au sol, aux manoeuvres d'accès et au déplacement du premier fragment — les trois fragments de fût et le chapiteau ont été mis en place. La colonne mesurant 15,10 m, c'est donc à 20,70 m au-dessus du sol du sous-sol des thermes que culmine le chapiteau (soit, pour donner un ordre de grandeur, à une hauteur de 7 étages) (Fig. 5).

6. Essai de restitution du volume intérieur du frigidarium à partir des ruines et de la grande colonne du frigidarium. Ce dessin montre bien l'ampleur des destructions.

- Fabrication par le personnel spécialisé du Musée du Bardo du moule en plâtre de la base de la colonne et de la partie basse du fût.

- Coulage de la base (2 m à la plinthe) avec un léger ferrailage situé au plus près du noyau du fût en béton de ciment blanc et gravier 3/8.

- Coulage de la partie basse du fût en béton de ciment et d'un mélange de gravier 3/8 gris foncé et de gravier 8/15 blanc pour approcher la couleur du granit antique.

- Dépose du moule de plâtre et coulage en assises du parement du fût dans un coffrage métallique. Découfrage au bout de quelques heures et brossage du béton. La partie haute, en léger fruit, a été retaillée à l'outil, réenduite et brossée après un léger séchage.

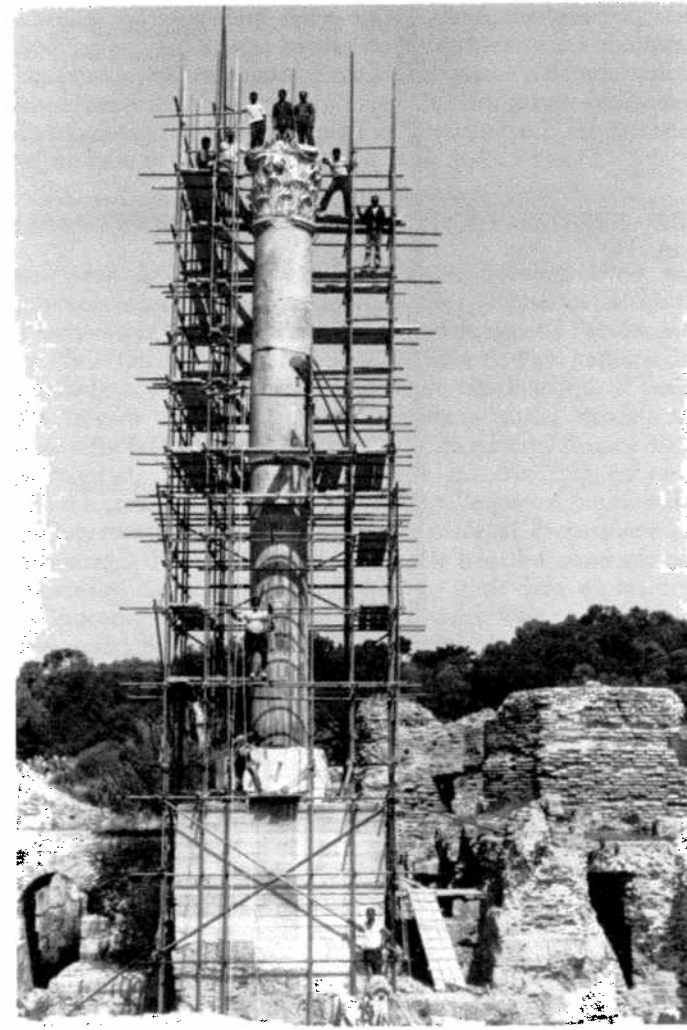
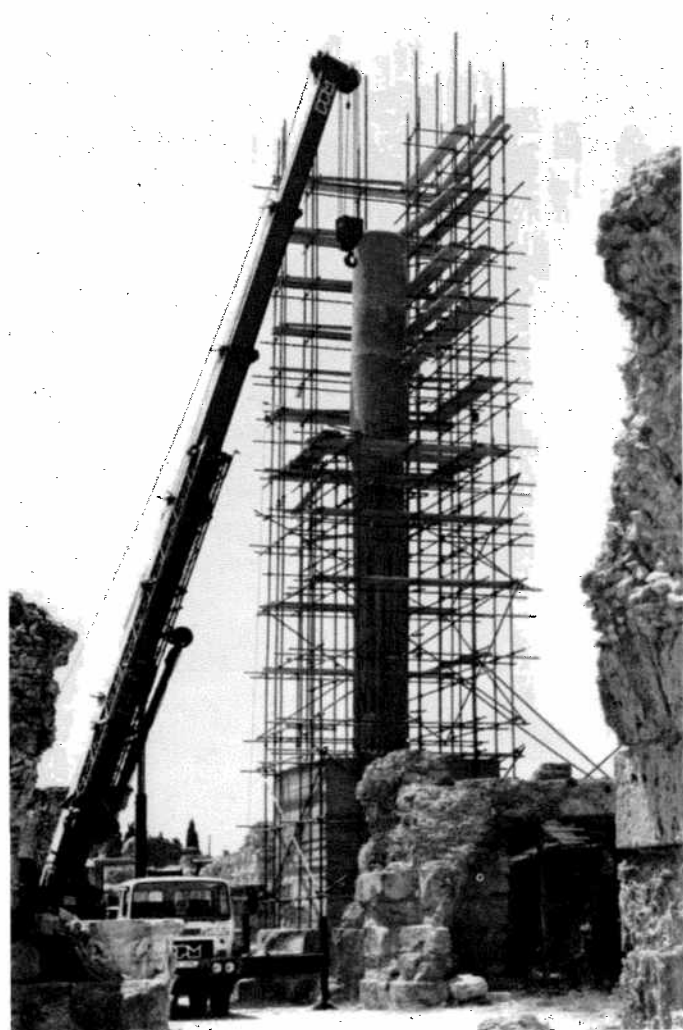
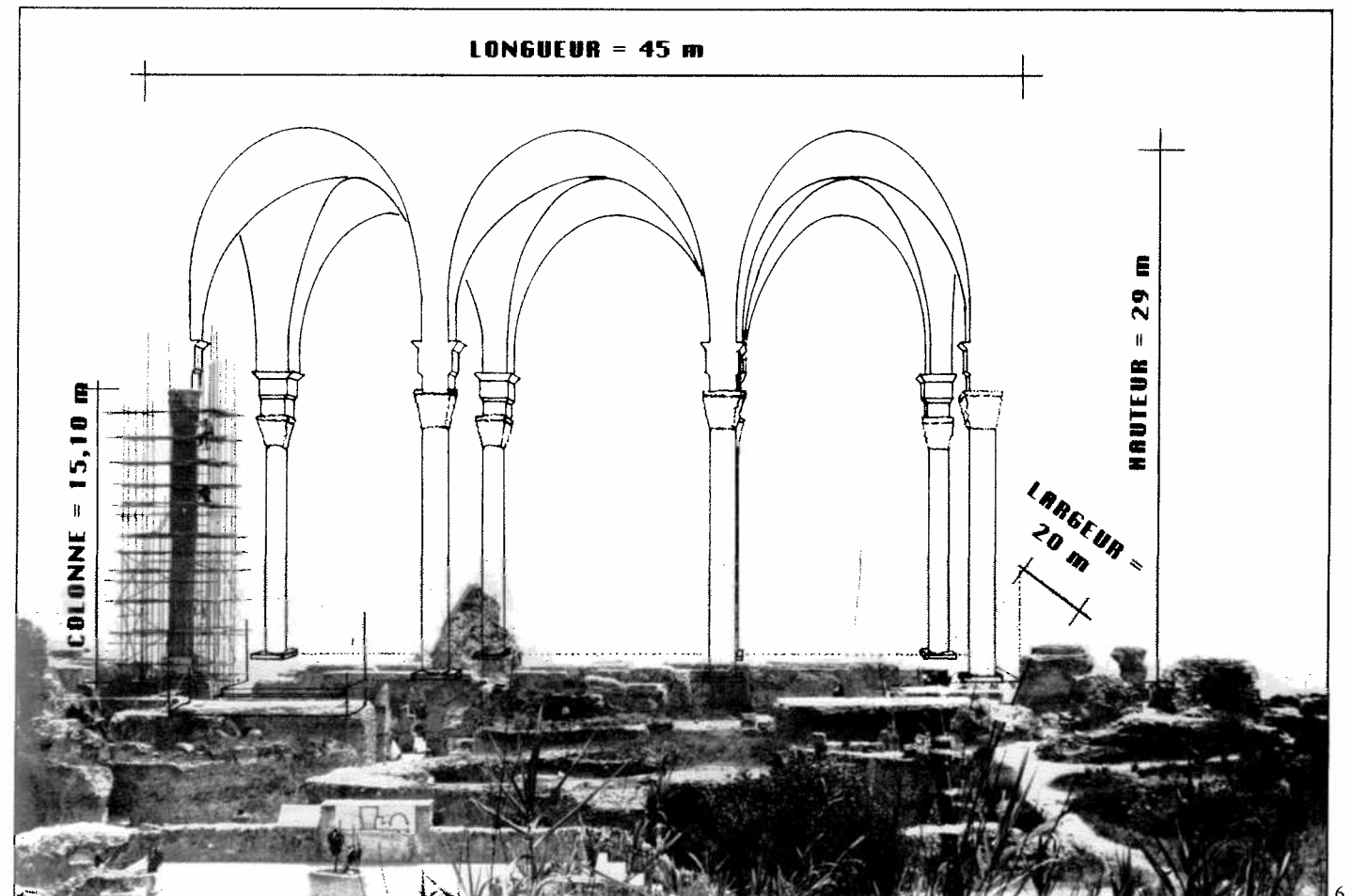
- Dès son érection, cette colonne a complètement changé l'échelle des ruines (Fig. 6). On perçoit maintenant de façon très claire le niveau où se trouvait le sol du frigidarium. Les 15 m de hauteur de la colonne permettent de jauger la partie disparue du volume du bâtiment lorsqu'on sait — à l'aide de la coupe de l'édifice présente au belvédère — que sa hauteur en était double à la clé de voûte.

LA COLONNE «BLANCHE»

La symétrie de l'édifice, constante jusque dans ses éléments de structure a fait que, malgré ruines et pillages, il existait,

gisant en divers endroits des thermes tous les éléments d'une colonne dont les fûts en marbre blanc étaient cannelés et rodentés. Le lieu de leur découverte les authentifiait comme appartenant au portique des gymnases dont les infrastructures ont disparu. Les travaux de restitution du sous-sol n'étant pas possibles dans l'immédiat, on a décidé, afin d'animer l'esplanade sud, d'y faire l'anastylose de cette colonne «blanche». A l'aide des moyens de la Conservation de Carthage (grue de 1 tonne et camion) et de la grue de 45 tonnes pour les parties supérieures, le remontage a été fait, sans utilisation de colles, en juillet 1985. Il a été repris en 1988 car la liaison entre deux fragments n'était pas jointive, gênée qu'elle était par le contact entre un axe de laiton fixé en face d'attente et une réservation un peu juste en face de pose (l'axe a été supprimé et remplacé par un collage).

Même si elle n'est pas à son emplacement — on peut toujours espérer que les restitutions nécessaires seront faites un jour — cette anastylose montre la qualité des matériaux et de certaines de leurs mises en oeuvre dans les thermes d'Antonin. Mais elle permet aussi d'éclairer le texte d'El Bekri, voyageur du XI^e siècle qui, dans sa *Description de l'Afrique septentrionale* écrivait, alors que certaines de ces colonnes étaient encore *in situ*: «elles sont cannelées, blanches comme de la neige et brillantes comme du cristal: quelques-unes restent encore debout, les autres sont tombées à terre».



7. Montage de la colonne « blanche » sur l'esplanade sud.
8. Montage du fût de la colonne du portique de la piscine nord du frigidarium.

LA COLONNE DU PORTIQUE DE LA PISCINE NORD DU FRIGIDARIUM

Le hasard — découverte fortuite ou due à une fréquentation intense des ruines — a fait que j'ai retrouvé deux fragments de fûts de granit d'Assouan (Egypte) dont l'architecte Alexandre Lezine avait publié en 1968 la partie haute et le chapiteau dit « aux anguipèdes » (l'abaque était supporté par des géants à queue de dragon ou serpents). Par contre, malgré des recherches intenses — les carnets de fouille ont disparu — je n'ai pu acquérir la certitude que la base attique de pilier carré dont les dimensions sont celles de l'ordre qui avait été retrouvée vers le centre des ruines, appartenait bien à l'un des portiques des piscines (Fig. 8).

On a donc décidé de poser l'anastylose de l'ensemble fût et chapiteau sur un volume de béton correspondant à la hauteur de la base.

Les travaux ont commencé en novembre 1987. Les économies demandées par l'Institut national d'archéologie et d'art ont conduit à restreindre le volume de béton au strict nécessaire et à récupérer des matériaux antiques (pierres et moellons) pour reprendre les maçonneries du sous-sol. Cependant l'ensemble a été construit de manière à ce qu'une intervention

future permette l'accrochage complémentaire de masses de béton qui assurent la résistance aux tremblements de terre.

Les éléments antiques ont été reposés *in situ* et collés entre eux à la colle époxyde en avril 1988.

L'ANASTYLOSE HORIZONTALE DE L'ORDRE DU PORTIQUE LATERAL SUD DU FRIGIDARIUM

Au même moment, en profitant de la présence de la grue, on a procédé à l'anastylose horizontale des fragments de l'ordre des portiques latéraux du frigidarium (Fig. 9). On été regroupés: des fragments du socle; une base quasi entière; quelques morceaux de fût en granit d'Assouan (diamètre 90 cm); le bloc de frise architravée inscrit, et un about de corniche.

Malgré les manques, la réunion de ces éléments autrefois épars, fait apprécier la majesté de cet ordre dont la colonne mesurait environ 9 m de haut.

PREMIER PROJET: L'ANASTYLOSE DE LA COLONNE DU PORTIQUE LATERAL NORD DU FRIGIDARIUM

Retardée pour que la grue puisse mettre en place la colonne du portique de la piscine, l'anastylose d'une des colonnes du

9. Mise en place du fragment de corniche sur le chantier de l'anastylose horizontale de la colonne du portique sud du frigidarium.

portique latéral nord du frigidarium — dont il ne manque que le chapiteau — est un des projets qu'il faudrait réaliser. Il donnera son sens à l'anastylose horizontale de la colonne du portique sud qui est son symétrique dans le frigidarium. Il éclairera la structure de l'angle du frigidarium où les trois colonnes restaurées permettront d'imaginer la combinaison des ordres qui animaient cette salle des thermes.

SECOND PROJET: L'ANASTYLOSE DE LA COLONNE DE L'ANGLE NORD DE LA PALESTRE NORD

Le sous-sol correspondant à l'emplacement de la colonne de l'angle nord du portique de la palestrestre nord est, là aussi très détruit. De plus un très gros bloc de voûte s'est effondré sur les restes du pilier d'angle. Au cours de la dernière campagne de travaux, la présence de la grue a été exploitée pour enlever ce bloc de maçonnerie.

Ce projet d'anastylose est intéressant à plusieurs titres. La colonne — dont il existe tous les éléments — sera située à l'angle opposé de celle qui a été remontée en 1980: elles définiront précisément les dimensions du portique des palestrestres. Elle se dressera au seul endroit des thermes où il existe encore le sol antique avec sa mosaïque blanche et noire. Enfin quelques travaux de consolidation des zones proches devraient y autoriser l'aménagement d'un belvédère situé au niveau d'utilisation ancien des thermes.

LA PROTECTION DES ELEMENTS

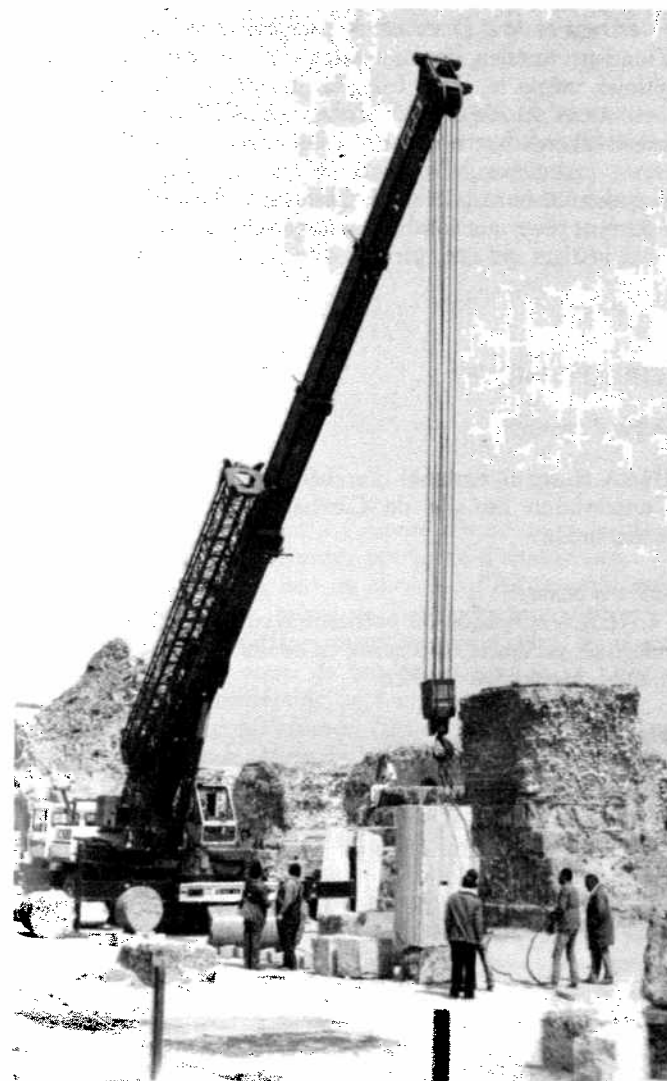
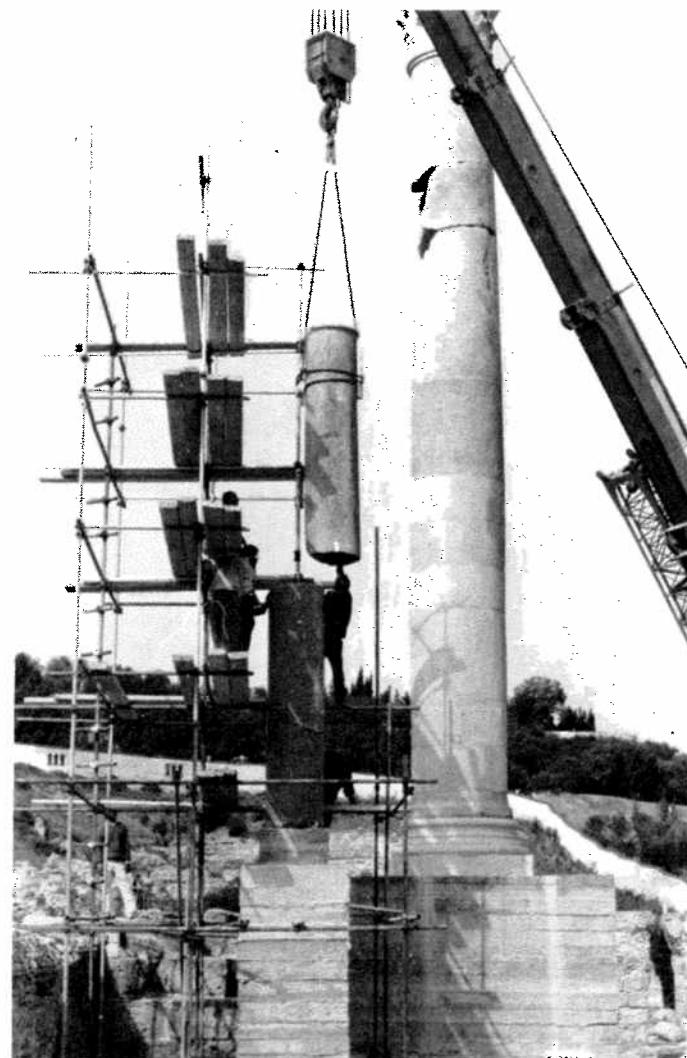
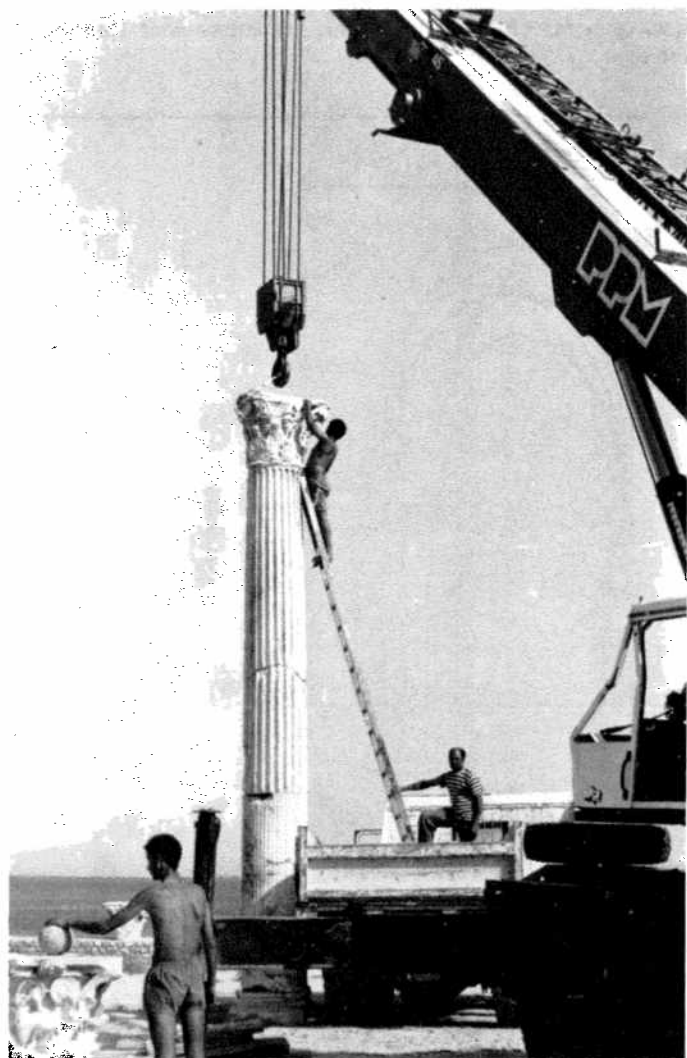
Dans la mesure du possible, chaque campagne de chantier a été accompagnée de travaux de classement des objets, fragments ou éléments présents sur le site. Plusieurs méthodes ont été adoptées.

La plupart des petits objets de marbre ont été, depuis plusieurs années déjà, enfermés dans un égout antique. Il a fallu récemment en murer l'entrée car aucune porte métallique n'a pu résister à l'effraction: les fabricants de faux antiques cherchent ainsi à s'approvisionner en roches dures qui n'existent pas dans le pays.

Dans les sous-sols du frigidarium on a consolidé les restes d'un pilier et créé une plateforme sur laquelle ont été déposés ou scellés (pour les objets de dimensions réduites) quelques fragments des chapiteaux des colonnes des portiques latéraux du frigidarium et des bases des grandes colonnes de cette même salle.

Les blocs importants pour lesquels une grue mobile est nécessaire sont en cours de regroupement dans un lapidarium installé dans la palestrestre sud. Ce travail de classement a permis de découvrir un fragment de la corniche du grand ordre du frigidarium. Il a débouché aussi sur une nouvelle conception de la façade sur la mer car la combinaison de quelques blocs aux stéréotomies complexes et la vérification sur le terrain des hypothèses induites a fait restituer en sous-sol une voûte bordée de piliers entre lesquels s'ouvrent des arcades surbaissées.

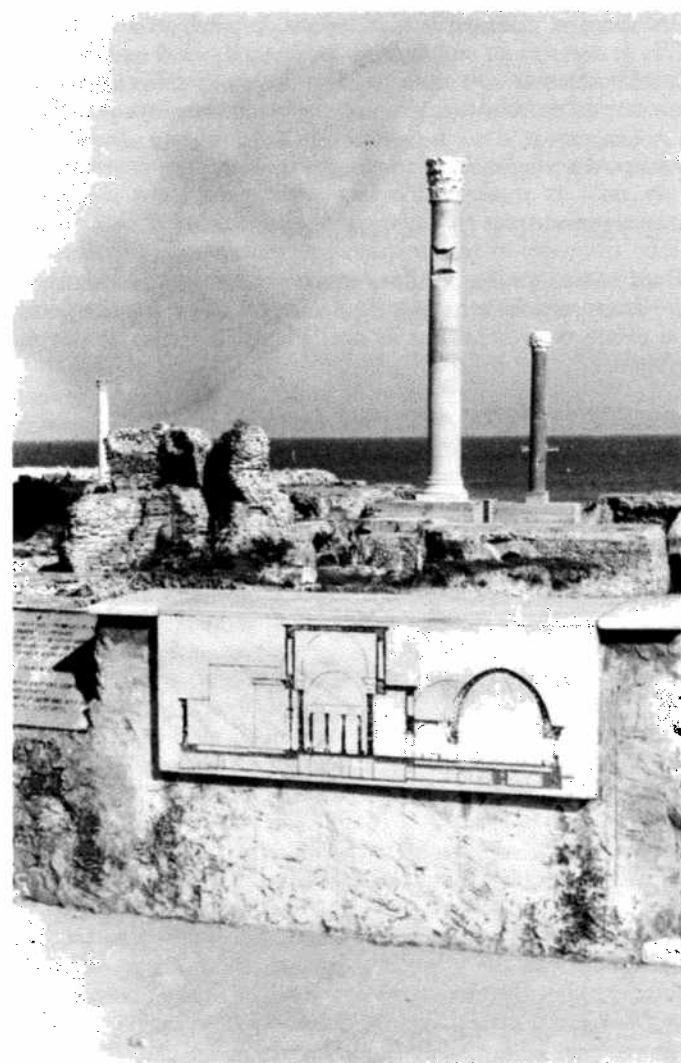
A terme, tous les blocs et fragments devraient être protégés des intempéries en fait des objets précieux. La vaste exèdre (antique) ouvrant sur l'esplanade conviendrait parfaitement à cette fonction: il suffirait d'en refaire certaines maçonneries et d'y poser une couverture.



10. Les colonnes de la palestre (à gauche), du frigidarium (au centre) et de la piscine (à droite) vues depuis le haut de l'escalier d'accès à l'esplanade des thermes dessinée sur une plaque de marbre.

ANASTYLOSES, DEVELOPPEMENT ET TOURISME

Les travaux réalisés aux thermes d'Antonin à Carthage se distinguent par leurs justifications à chaque fois différentes. La colonne de la palestre est incontestable dans sa position encore inscrite sur le bloc de répartition des charges qui la supporte. La colonne «blanche», par contre, tire son sens des références à l'Histoire, que ce soit celle des visiteurs du site ou celle de sa destruction systématique. L'anastylose horizontale place en situation des objets que leur dispersion rendait incompréhensibles. La grande colonne a certes été restituée mais, de façon spectaculaire



et avec l'aide d'éléments graphiques, elle porte témoignage de la véritable échelle du monument disparu. Enfin la colonne de la piscine et — si elle est réalisée un jour — la colonne du portique latéral aideront à imaginer la reconstruction de détail de la structure de l'angle du frigidarium.

Les travaux de restauration aux thermes d'Antonin ont été décidés et financés dans le cadre des grands projets de sauvegarde du site dont le but fondamental est «la mise en valeur du patrimoine monumental en vue du développement économique» et dont le tourisme est un argument essentiel. Mais grâce à l'action conjuguée des experts de l'UNESCO, de la Conservation du site de Carthage et de la Direction du patrimoine de l'Office national du tourisme tunisien, les anastyloses sont toutes scientifiquement légitimes même si, dans leurs justifications, elles témoignent d'hésitations théoriques. Par contre, pour les visiteurs, elles ont changé l'abord du monument. Un petit effort intellectuel leur permet, maintenant, d'imaginer ce que fut la splendeur et les dimensions de ce magnifique établissement de bains (Fig. 10). Et ils peuvent rêver aux Carthages antiques en oubliant la pauvreté de ses vestiges qui ont, parfois, disparu jusqu'aux fondations.

FICHE TECHNIQUE

Maître d'ouvrage:

- INAA (Institut national d'archéologie et d'art, Tunis).
- Conservation du site de Carthage: Abdelmajid Ennabli, Conservateur.

Maître d'oeuvre:

- UNESCO, Division du patrimoine culturel: Jacques Vêrité, architecte, urbaniste, spécialiste en conservation de monuments et sites, consultant Unesco.

Personnel d'exécution:

- Personnel de la Conservation du site de Carthage, chef de chantier: Mouldi Ben Cherifa.
- Personnel du musée du Bardo (moulages)
- Architecte d'opération pour la partie basse de la grande colonne: François Rémion.
- Architecte d'opération pour la partie basse de la colonne de la piscine: Antoine Malafosse.

Financements:

- INAA: personnel d'exécution, matériels, matériaux.
- ONTT (Office national du tourisme tunisien): matériels (grues), matériaux (résines).

- UNESCO (sur le Programme ordinaire et la Convention du patrimoine mondial): expert, matériels.
- Coopération technique française: architectes d'opération.

Etudes:

- B.E.T. Pétrovic, Paris: calculs béton.
- Société de déménagements spécialisés A. Chenue: conseils de levage (M. Rudeau).

Matériels:

- ENTREPOSE: échafaudages.
- PPM, entreprise CERI, Tunis: grues.

Matériaux:

- Flinkote de SHELL: enduit de bitume
- SIKADUR 43 MORTIER de SIKA: mortier de bourrage sans solvant à base de résine époxydique.
- SIKADUR 31 COLLE de SIKA: colle époxydique thixotrope à 2 composants sans solvant.

NDLR: Nous savons gré à l'auteur d'exposer ci-dessus avec précision les différentes pratiques d'anastyloses auxquelles ont donné lieu les thermes d'Antonin. Il est bon de montrer que, même en l'occurrence sur un même site, celles-ci sont différemment motivées selon les objets. Et par exemple le souci de rendre compte de l'échelle de ce monument considérable ne saurait se réduire à un simple souci de complaisance. Sa monumentalité fait partie de sa connaissance. Mais de tels choix n'en soulignent que d'avantage la prudence que nous devons observer à l'égard de l'exemplarité en matière d'anastylose. Considérée cas par cas, elle impose aujourd'hui à nouveau une réflexion générale. Après les excès du XIXe siècle, après un temps d'ascèse auquel la Charte de Venise n'a pas été étrangère, il serait approprié, face à de multiples initiatives récentes, d'ouvrir à nouveau le débat, si tant est qu'il ait jamais été clos. *Icomos Information* convie ses lecteurs à y participer dans ses colonnes.

M.P.

BIBLIOGRAPHIE

- LEZINE, A., «Les thermes d'Antonin à Carthage», *Carthage. Utique*, ed. du CNRS, Paris, 1968.
 VERITE, J., *Carthage. Thermes d'Antonin. Anastylose au frigidarium* PNUD/UNESCO/PTC, Tunis, 1972.
 VERITE, J., *Thermes d'Antonin. Anastyloses au frigidarium (Rapport n° 4)*, UNESCO FMR/CLT/CH/85/171, Paris, 1985.
 VERITE, J., *Thermes d'Antonin à Carthage: anastylose de la grande colonne, aménagement, études et consolidations (Rapport n° 5)*, UNESCO FMR/CLT/CH/87/116, Paris, 1987.

Editor's Note: we are grateful to the author who explains with precision, the different methods of anastylosis used on the Antonin Thermae. The article shows that despite the fact that we are dealing with one site, these methods can be orientated in different ways, according to the object in question. And the author's concern with the scale of this considerable monument should not be undermined, as its monumental proportions are partly responsible for its renown. These choices only go to underline the prudence to be observed when reteiring to the *exemplary* work in the field of anastylosis. The case by case study leads to a general reflection on the subject. Following the excesses of the XIXth Century, and the ascetic period related to the Venice Charter, it would be appropriate, when dealing with the numerous recent initiatives, to open the debate, if ever it was really closed. *Icomos Information* invites its readers to participate in the debate through our columns.

M.P.

THE CULTURAL TRIANGLE OF SRI LANKA: ONE OF 32 INTERNATIONAL CULTURAL HERITAGE PROJECTS LAUNCHED BY UNESCO
 Roland Silva

Director General, Sri Lanka Project of the Cultural Triangle

Le Triangle culturel se situe exactement au centre de l'île de Ceylan, délimité par les trois villes qui furent les trois capitales successivement, du Ve siècle avant J.C. jusqu'à la fin du XVIIIe siècle: Anuradhapura, Polonnaruwa et Kandy. Situé au coeur de liaisons commerciales entre Rome et Pékin, le Sri Lanka a investi ses richesses dans la construction de monuments religieux prestigieux et s'enorgueillissait, à la chute de l'Empire romain, de posséder des édifices qui étaient parmi les plus hauts du monde. En août 1980, un appel à la solidarité internationale était lancé par le Directeur général de l'UNESCO pour que la sauvegarde du Triangle soit promue sous la forme d'une campagne internationale. Un plan d'action pour les fouilles, la restauration et la mise en valeur de 6 sites ont été mis au point, dans le cadre d'une étroite collaboration entre l'UNESCO et le gouvernement du Sri Lanka, selon un programme de 10 ans et avec un budget estimé à 52 millions de dollars (dont 40% sont à la charge du Sri Lanka). Le gouvernement Sri Lankais a constitué un Bureau présidé par le Premier ministre, qui se réunit une fois par mois pour définir la politique à suivre, orienter les activités et gérer le projet. Sur le terrain, bénéficiant de la formation et du matériel mis à leur disposition par l'UNESCO des équipes de professionnels de l'archéologie et de la conservation dirigent les travaux auxquels participent des milliers de fouilleurs, et publient régulièrement des rapports sur chacun des 6 sous-projets du Triangle culturel. Des organes de promotion ont été créés et le tourisme culturel joue un rôle important auprès du public national et international. Après 8 ans d'efforts, le Sri Lanka est fier de mener, conjointement avec l'UNESCO, cette entreprise de grande envergure où chacun s'est investi au maximum de ses possibilités.

El triangulo cultural se encuentra exactamente en el centro de la isla de Ceylon, delimitada por las tres ciudades que fueron capitales sucesivamente desde el siglo V a.C. hasta fin del siglo XVIII: Anuradhapura, Polonnaruwa y Kandy. Situado en el centro de uniones comerciales entre Roma y Pekin, el Sri Lanka habia invertido sus riquezas en la construcción de monumentos religiosos prestigiosos y era orgulloso de poseer, a la caída del Imperio romano, edificios que eran entre los más altos del mundo. En agosto de 1980, ha estado lanzado una llamada de solidaridad internacional del Director general de la Unesco, a fin que la salvaguardia del triangulo fuese promovida bajo la forma de una campaña internacional. Un plano de acción para las excavaciones arqueológicas, la restauración y la valorización de seis sitios ha estado puesto a punto en el cuadro de una estricta colaboración entre la UNESCO y el gobierno del Sri Lanka, según un programa de 10 años y con un costo estimado entorno a 52 millones de dólares (de los cuales el 40% es a cargo del Sri Lanka). El gobierno Sri Lankese ha constituido un Organismo, presedida por el primer ministro, que se reúne una vez al mes para definir la política a seguir, orientar la actividad y gestionar el proyecto. En el campo, los equipos de profesionales en el sector de la arqueología y de la conservación, aprovechando del material puesto a disposición por la UNESCO, dirigen las tareas a las cuales participan miles de excavadores y publica regularmente los resultados sobre cada uno de los 6 anteproyectos del triangulo cultural. Han estado creados

The Cultural Triangle constitutes the area contained within the three ancient capitals of Anuradhapura (5th century B.C.-10th century A.D.), Polonnaruwa (10th century A.D.-12th century A.D.) and Kandy (16th century A.D.-19th century A.D.) which is located more or less at the centre of the Island, but to the north of the central hills. Geographically, Sri Lanka was located between two major ancient empires of Rome and Peking with a calculated sailing distance of approximately three months from either capital. Longitudinally, Sri Lanka lay almost on the equator and stood as a promontary at the south tip of the mainland of Asia. Consequently, any trade or communication between the two major empires had to call on the Island ports for sustenance. Cosmas Indicopleustes, a Greek writer of the 6th century highlights the strategic context of the Island when he referred to the main Island port as the "great emporium", a term which he rarely used in his records. The present excavations and other research have proved the truth of this statement where deposits of Roman coins and Chinese ceramics have been found in the numerous historic sites of the Island. Navigation-wise a three-month journey from Rome or Peking was the convenient time span for ships to return. Climatological monsoon winds change on the equator and the flow of traffic north-east or north-west had to take cognizance of wind changes and other natural factors. It is for this reason that Sri Lanka has been historically blessed with much trade and commerce and with it the benefits of substantial profit. The economic returns were invested in religious and secular monuments that gathered to international heights and by the time of the collapse of the Roman empire in the 4th century A.D. Sri Lanka was proud to hold in its capital Anuradhapura three stupas which were the third, fourth and sixth tallest buildings in the world being surpassed by only the pyramids at Giza. The pinnacles of these stupas were focal points of large Buddhist monasteries that compared to the biggest religious establishments anywhere in the world, with some of them retaining as many as 5,000 monks. The city of Anuradhapura which today is on the World Heritage List together with Polonnaruwa and Sigiriya were cities that were quite extensive and thickly populated. Anuradhapura, for example retained nearly 150,000 people with a monk population of nearly 14,000 and covered an area of over 12 square miles. It is such cultural property that the UNESCO-Sri Lanka Project of the Cultural Triangle has proposed to manage and maintain for the sake of mankind. It is for this reason that the Director General of UNESCO in launching the international appeal for the safeguarding of the Cultural Triangle of Sri Lanka said in his address to the Member States of UNESCO in August 1980: "The Cultural Triangle must be preserved for the sake of Sri Lanka ... It must be preserved

organos de promoción donde el turismo cultural juega un rol importante hacia el público nacional e internacional. Después de ocho años de esfuerzos, el Sri Lanka es orgulloso de conducir, junto con la UNESCO esta gran empresa donde cada uno ha invertido el máximo de sus posibilidades.

Il triangolo culturale si situa esattamente al centro dell'isola di Ceylon, delimitata dalle tre città che furono le capitali successivamente dal V secolo a.C. fino alla fine del XVIII secolo: Anuradhapura, Polonnaruwa e Kandy. Situato nel cuore dei collegamenti commerciali tra Roma e Pechino, lo Sri Lanka ha investito le sue ricchezze nella costruzione di monumenti religiosi prestigiosi ed era orgoglioso di possedere, alla caduta dell'Impero romano, edifici che erano tra i più alti del mondo. Nell'agosto 1980, è stato lanciato un appello alla solidarietà internazionale dal Direttore generale dell'Unesco, affinché la salvaguardia del triangolo fosse promossa sotto forma di una campagna internazionale. Un piano di azione per gli scavi, il restauro e la valorizzazione di 6 siti è stato messo a punto nel quadro di una stretta collaborazione tra l'UNESCO ed il governo dello Sri Lanka, secondo un programma di 10 anni e con una spesa stimata intorno ai 52 milioni di dollari (di cui il 40% è a carico dello Sri Lanka). Il governo Sri Lankese ha costituito un Ufficio, presieduto dal primo ministro, che si riunisce una volta al mese per definire la politica da seguire, orientare le attività e gestire il progetto. In cantiere, équipes di professionisti nel settore dell'archeologia e della conservazione, beneficiando della formazione e del materiale messo a loro disposizione dall'UNESCO, dirigono i lavori ai quali partecipano migliaia di scavatori e pubblicano regolarmente i risultati su ognuno dei 6 sotto-progetti del triangolo culturale. Sono stati creati organi di promozione ed il turismo culturale gioca un ruolo importante presso il pubblico nazionale ed internazionale. Dopo otto anni di sforzi, lo Sri Lanka è fiero di condurre, insieme con l'UNESCO, questa impresa di grande respiro dove ognuno è investito al massimo delle sue possibilità.

for the sake of Asia ... It must be preserved for the sake of the world at large since it forms an integral part of man's heritage".

STRATEGIES FOR EXCAVATION, CONSERVATION AND THE LAYOUT OF SITES FOR MANAGEMENT AT NATIONAL AND INTERNATIONAL LEVELS

The Sri Lanka Government in 1978 requested UNESCO for guidance and assistance to manage the sites of public archaeology in the historic regions of Sri Lanka which were subsequently identified as the Cultural Triangle. The General Conference of UNESCO in 1978 resolved to launch a campaign to safeguard the monuments and sites of the Cultural Triangle. A Working Group was set up with the officials of UNESCO and the Sri Lanka Government and this Work Plan provided for three important areas of activity with infrastructure support. The areas of activity were recognized as excavation and conservation priorities and the layout of the monuments and sites of six social institutions of the past were identified. They were:

- The monastery of Jetavana, Anuradhapura (3rd century A.D.) with 3,000 monks and the tallest (400 feet) stupa in the world.
- Abhayagiriya monastery, Anuradhapura (1st century B.C.) with 5,000 monks and the second tallest (370 feet) stupa in the world.
- The Water gardens and the Royal Palace of Sigiriya (5th century A.D.).
- Alahana Pirivena (University), Polonnaruwa (12th century A.D.).
- Rock-cut painted caves of Dambulla (12th-18th century A.D.) with more than 20,000 square feet of tempera paintings.
- The Temple of the Sacred Tooth the Palace four Hindu Devalas and two Buddhist Monasteries in the living city of Kandy (16th-18th century A.D.).

INTERNATIONAL EFFORT

A permanent Joint Committee between UNESCO and the Sri Lanka Government was established to monitor the 10-year programme with an initial cost estimate of U.S. \$ 52 million. The funds were to be raised from the international community under the campaign launched by UNESCO to a flexible proportion of around 60%. The Sri Lanka Government was to provide approximately 40%.

1. Ruwanvalisaya dagaba, 300 feet high, 2nd century B.C., Anuradhapura (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

The international assistance was to be in two forms:

- (a) Scientific guidance.
- (b) Resources.

Such assistance was to be obtained from international agencies on Bilateral Agreements and International Foundations. With these objectives in view, the Cultural Triangle has set up organizations in the likely donor countries under the popularly recognised term of "Charity Company". Such organizations are by statute exempt from local taxes and enjoy preferential benefits. The membership of such organizations constitutes persons of standing from the following areas of activity:

- (a) Academics interested in South Asia.
- (b) Foundations inclined towards scientific research.
- (c) Mercantile organizations trading with Sri Lanka, and
- (d) Sri Lankan personnel living in such countries.

Such organizations already established for the Cultural Triangle in more than half a dozen countries have provided valuable scientific guidance, technical assistance and have raised public opinion to promote bilateral assistance.

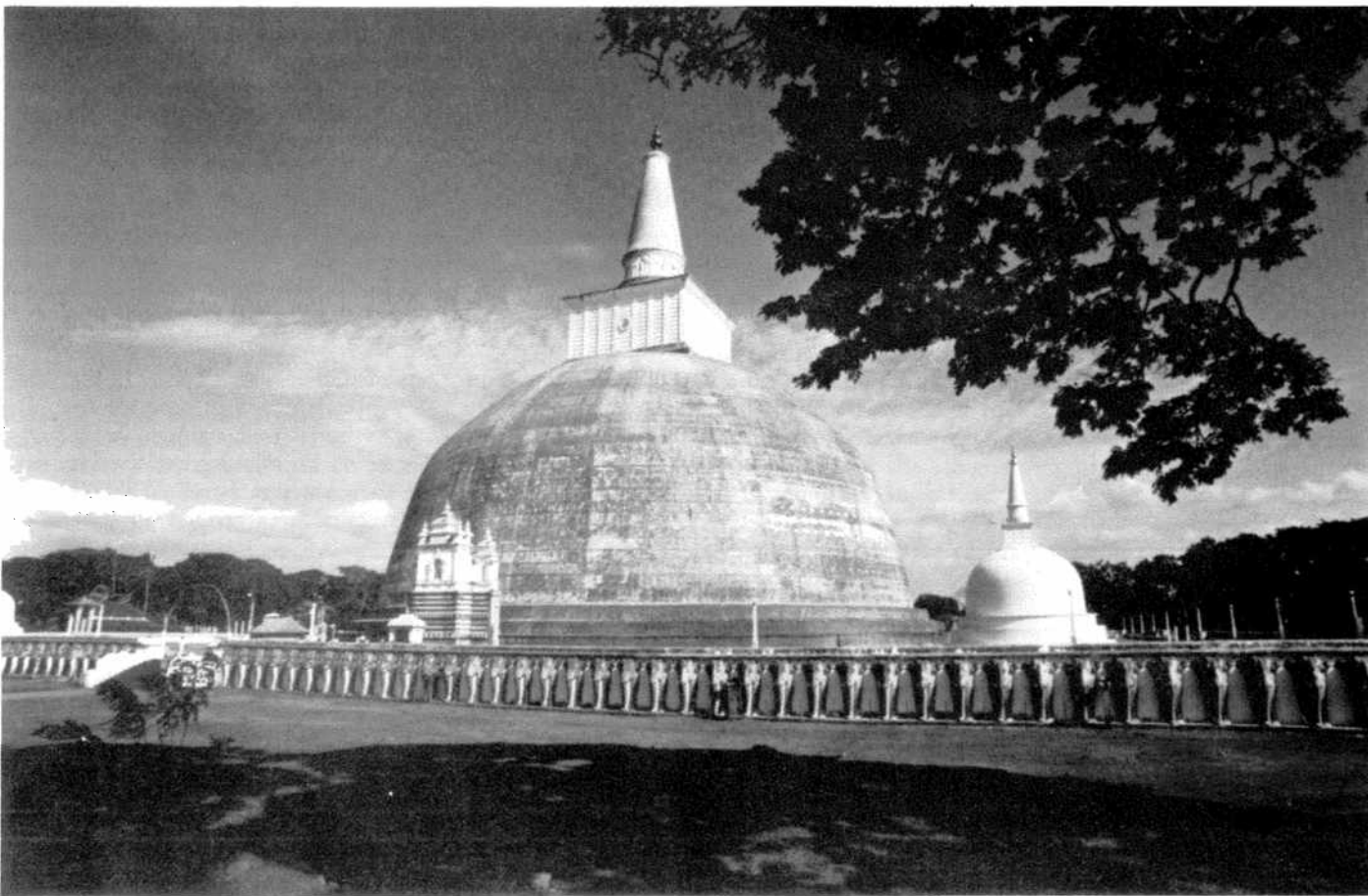
NATIONAL EFFORT

The local institution in Sri Lanka constitutes a highly responsible Board of Governors chaired by the Prime Minister of the country. This statutory body is registered under an Act of Parliament and has within its Board of Governors six Cabinet Ministers and high officials of the country with a view

to harnessing the best resources for cultural preservation. The Board of Governors that meets every month is the executive agency of the Cultural Triangle that defines policy, guides the activities and administrates the project.

IMPLEMENTATION

The implementation of the project is through six separate teams of technical personnel brought together covering the disciplines of archaeology, conservation and the layout of sites. The archaeological activity at each site has been assigned to a university that carries this discipline. The conservation and layout work has been assigned to professional architectural firms that have had experience in conservation and layout work. The management services are provided by a central agency under the Board of Governors. Each project has excavation staff to the extent of nearly 40 to 50 archaeological graduates and nearly 800 excavation labourers. The conservation work is handled by the architectural firm, with around 10 architects supervising the work at the sites. The labour is of a highly skilled nature consisting of masons, carpenters and others specially recruited and trained for such purpose. Other specialized services are provided from professional firms where the work has been contracted to them. The supervisory excavation and conservation staff have been provided with two M.Sc Postgraduate Courses of training that has been oriented towards practical experience and the lectures so adjusted that this academic upgrading is provided over the weekends. In



2. Standing and recumbent Buddhas on the site of Galihara, Polonnaruwa (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).
 3. The 1,600 pillars, in 40 rows, of the Brazen Palace, 2nd century B.C., Anuradhapura (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

order to quality control the conservation work, to document the excavated objects, to date the various archaeological material and to conserve paintings as well as cultural artefacts, laboratories have been set up covering all these disciplines which are guided by a steering committee of university and other academic personnel. Much of the training and equipment for this area of laboratory activity has been provided under a generous UNDP grant.

EXCAVATION

The scientific aspects of excavation have been sufficiently unified so that the excavation system, documentation of finds and the storage of such information have been codified after many academic sessions between the various university directors. The publications which finally record the research are published every six months covering the first phase of archaeological research, namely the excavation records and stratification without the comparative studies. This decision was taken deliberately as it was felt that many an archaeological report if published is delayed due to the second aspect of such research covering the area of comparative study. For this reason the Cultural Triangle has in its preface to all publications in-



4. Buddha sleeping, Polonnaruwa (Photo UNESCO/Cari).

5. 12th century stupa, Polonnaruwa (Photo UNESCO/Cari).

6. Climbing up to the summit of the Sigiriya fortress, 5th century A.D. (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

vited the arm-chair researchers in the world to participate in this major encounter and assist the comparative aspects of archaeological work. Without such a decision we would have failed to publish a single report.

CONSERVATION

In terms of conservation, the Architectural Consultants of the six projects like the archaeologists meet every month to compare conservation methods and to share such experience. These firms are committed to follow the conventions not only of the Venice Charter of an international level but the national standards set out by the Archaeological Department of Sri Lanka which specifications are fairly stiff and demanding. The conservation work of each year is published as an annual under each of the six sub-projects of the Cultural Triangle.

ADMINISTRATION

The administration of the projects and the co-ordination of the scientific work is monitored through two progress meetings every month which are on fixed dates of the calendar. Here the archaeologists, the architects, other professionals, ad-

ministrators and the financial controlling personnel are all present including a representative of the Government Agent of the area. Such extended meetings retain firm decisions which are taken collectively with all the scientific and administrative personnel present. This system has, to some extent, democratised archaeological and architectural conservation thinking as well. We believe that such a system can also eliminate possible errors of judgement if taken individually. Subtle provisions of a type of guillotine or veto are available to the two chief scientific personnel namely the Archaeologist and the Architect where they could independently stop any area of work whether such work is within their speciality or not, on condition that there is a likelihood of an irreparable damage to a monument or to the site. Such guillotine action or the veto is rarely used but has occasionally been applied. A second progress meeting is held in Colombo away from the site where mainly the professionals discuss theoretical questions where both forward planning and other administrative and financial matters are discussed. The minutes of such meetings are meticulously noted and distributed within 48 hours with a defined column tag for action.

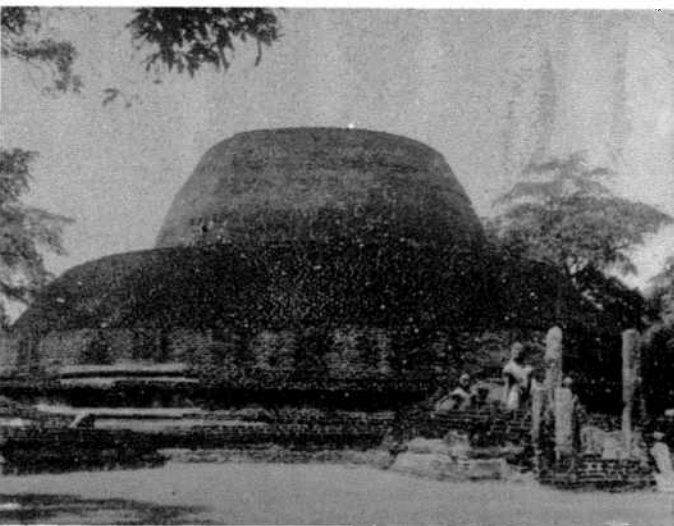
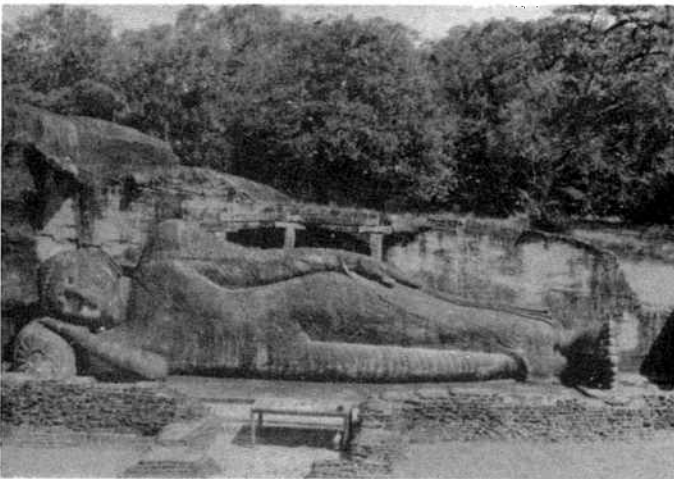
STEERING COMMITTEES

A Steering Committee has been set up for each of the six projects of the Cultural Triangle with a view to keep the project on target.

- (a) in terms of its 10-year macro-plan, and
- (b) in terms of its annual micro-plan.

The Steering Committees are not statutory bodies but consist of persons of standing selected for this purpose working in an honorary capacity. The Board of Governors initially identified and appointed six suitable Chairmen for each of the Steering Committees and thereafter provided the Chairmen with a guideline for selecting the rest as professionals from the following fields:

- (a) Lawyer
- (b) Architect/Engineer/Builder
- (c) Accountant
- (d) Travel Trade
- (e) Religious personality, and



7. Remains of the citadel at the top of the rock-fortress of Sigiriya (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

- (f) The Archaeologists, the Architectural Consultants and the administrative personnel of the Cultural Triangle were ex-officio members.

The purposes of the Steering Committees were not only to monitor the work programme identified for each of the projects but also to build up a liaison with the general public in terms of the scientific programme. These Steering Committees were encouraged to hold exhibitions, seminars and other promotional work covering the specific project. Their assistance was also anticipated in areas of strain whether between spe-

cialists or with the religious and secular institutions owning such cultural property. These committees that meet once every two or three months, visit the sites at least every half year. The relationship of such interested advisory groups and the technical activities have been quite harmonious and most useful for the project.

PUBLICITY COMMITTEE

Along with the Steering Committees is also a powerful Publicity



8. Sigiriya "damsels", rock paintings dating back from the 5th century A.D. (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).
 9. The Vatadage and the Sathmahal Prassada, 12th century A.D., Polonnaruwa (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).



8



9

10. Entrance to the Vatadage, the rotunda stupa house, with, on each side, the "stoneguards" (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

Committee which is chaired by a senior veteran of the mercantile sector. The publicity personnel of most of the mercantile firms are members of this body and their main task is to keep the project alive and above all raise funds to the financial targets identified for public collection. It is a healthy committee to have in any cultural activity. The benefits of such a group is seen in results. The Cultural Triangle receives only 15% of its funds from Government funding. The rest is through various devices formulated by the Publicity Committee and then implemented by the Board of Governors. For example, the tourist gate tickets provide nearly a fifth of

the annual budget for the programme formulated by the Publicity Committee.

CONCLUSION

Considering the experience of nearly eight years in implementing the work of the Cultural Triangle, one is well aware of the high potential of resources available for such activity if properly formulated and implemented. It is also essential for such cultural enterprises to exert an element of influence on national planning whereby one is able to include in the



10

11. Kiri Vehera dagaba, 12th century A.D., Polonnaruwa (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

12. Stone columns carved in the reign of King Nissamka Malla, 12th century A.D., Polonnaruwa (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).



11



12

13. Dagabas at Mihintale, the cradle of Buddhism in Sri Lanka (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

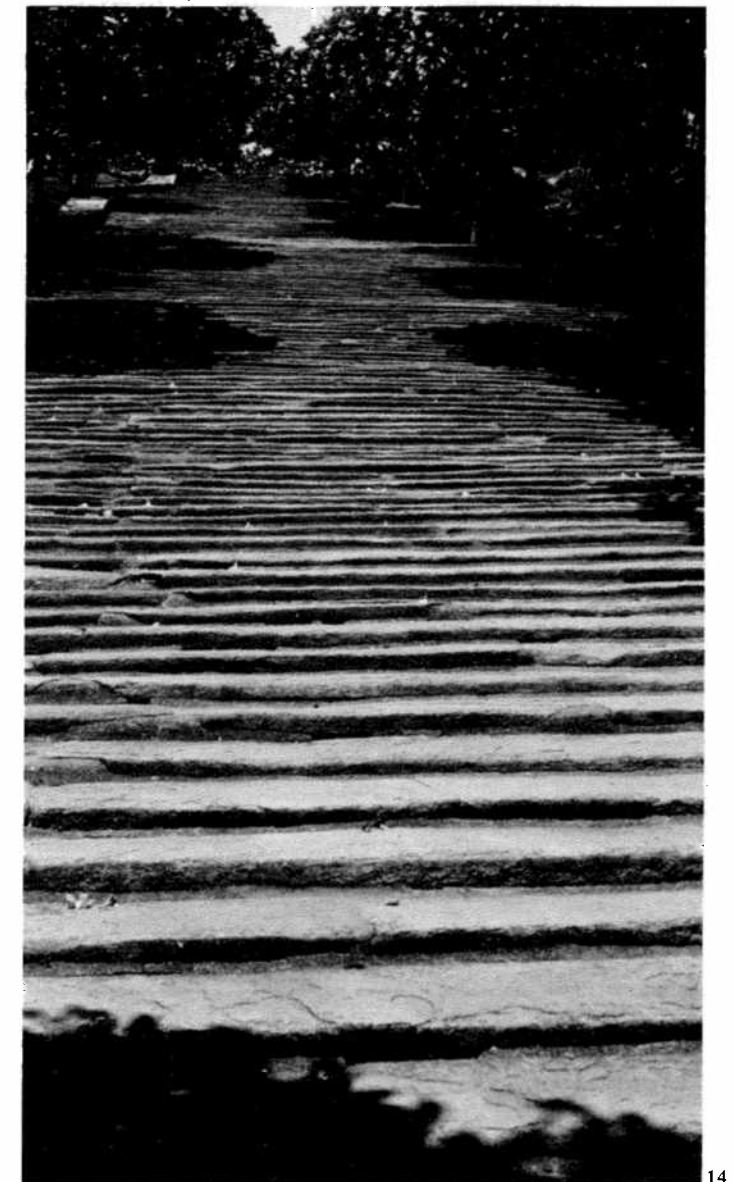
14. The grand stairways of 1,840 steps, 3rd century B.C., leading to the Monastery, Mihintale (Photo UNESCO/Alexis N. Vorontzoff).

national policy an item of identity for cultural activity and within this frame emphasize the social, economic and other benefits to society and most of all state clearly that in the absence of public and mass involvement in social and cultural activities of this nature the country may have to provide a definite financial and administrative input for the activities of idle minds.

Sri Lanka is proud to have jointly ventured out with UNESCO to such a massive international programme where the dimension of archaeology have reached staggering financial and administrative heights where heads of Government and Cabinet Ministers have been made to play their part in digging up the past, where young archaeologists and architects numbering over 250 have been encouraged into the open, where near 5.000 labourers have been commissioned to save a glory that once was and where science has been given its privileged place to play its role at its maximum stretch and produce results within the shortest possible time for the serene joy and the pleasure of the national and international public.



13



14

**LA 9^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE
L'ICOMOS / THE 9TH ICOMOS GENERAL
ASSEMBLY**

Claude Jaccottet

Président du Comité national suisse / President of
the Swiss National Committee

C'est en Suisse qu'aura lieu la prochaine Assemblée Générale de l'ICOMOS dont les réunions se dérouleront à Lausanne, au bord du lac Léman, du 6 au 11 octobre 1990, selon le calendrier suivant:

samedi 6: **Assemblée Générale**

dimanche 7: Comités internationaux spécialisés

lundi 8: Colloque

mardi 9: Colloque

mercredi 10: **Assemblée générale**, clôture du colloque, élections

jeudi 11: **Assemblée générale**, clôture

Du 3 au 5 octobre auront lieu les séances du Bureau, du Comité exécutif et du Comité consultatif, et dès le 12 octobre des excursions seront organisées dans la Suisse entière.

COLLOQUE INTERNATIONAL

A l'occasion de cette Assemblée Générale qui coïncide avec son 25^{ème} anniversaire, l'ICOMOS organise un colloque international sur le thème suivant: *ICOMOS, un quart de siècle d'existence: bilan et avenir.*

Sous-thèmes: 1. Bilan et avenir

2. Charte de Venise

3. Expérience et formation

1. Bilan et avenir: ce thème doit permettre une réflexion objective et approfondie sur l'activité de l'ICOMOS pendant ce quart de siècle, sur tout ce qui a été fait. De cette analyse, de cette vision des missions accomplies, il faut alors définir les missions restant à remplir, leur degré d'importance et d'urgence et dresser, ou esquisser, le plan de l'activité souhaitée pour l'avenir de l'ICOMOS.

2. Charte de Venise: il est proposé de réfléchir sur la façon dont la Charte de Venise est comprise, interprétée et appliquée, sans qu'il s'agisse nullement de la remettre en question, mais de se demander par exemple comment répondre à la question: *restauration = conservation ou rénovation* ? Et aussi, quels sont les articles de la Charte qui seraient éventuellement inapplicables dans votre pays et pour quelles raisons, compte tenu du texte de la Charte qui précise d'emblée, 2^{ème} alinéa:

«... tout en laissant à chaque nation le soin d'en assurer l'application dans le cadre de sa propre culture et de ses traditions». Dans cette réflexion, il faut associer à la Charte de Venise les autres documents fondamentaux de l'Icomos qui en sont les émanations, comme la Charte des villes historiques, par exemple, la Charte des jardins historiques et toutes les autres recommandations. En effet, il est essentiel pour l'ICOMOS d'assurer le respect des textes fondamentaux qui ont été pro-

mulgués au cours de ce premier quart de siècle afin que leur message ne reste pas lettre morte mais devienne une réalité bien vivante.

3. Expérience et formation: comment transmettre l'expérience en matière de restauration pour assurer la formation des responsables de la sauvegarde du patrimoine (conservateurs, architectes, restaurateurs d'art, archéologues, artisans, etc.). Il s'agit là d'un problème très grave car les expériences en matière de conservation du patrimoine architectural, si elles sont très difficiles à acquérir, sont tout aussi difficiles à transmettre à ceux qui doivent reprendre le flambeau et il est indispensable de trouver dans ce domaine une méthode aussi efficace que valable.

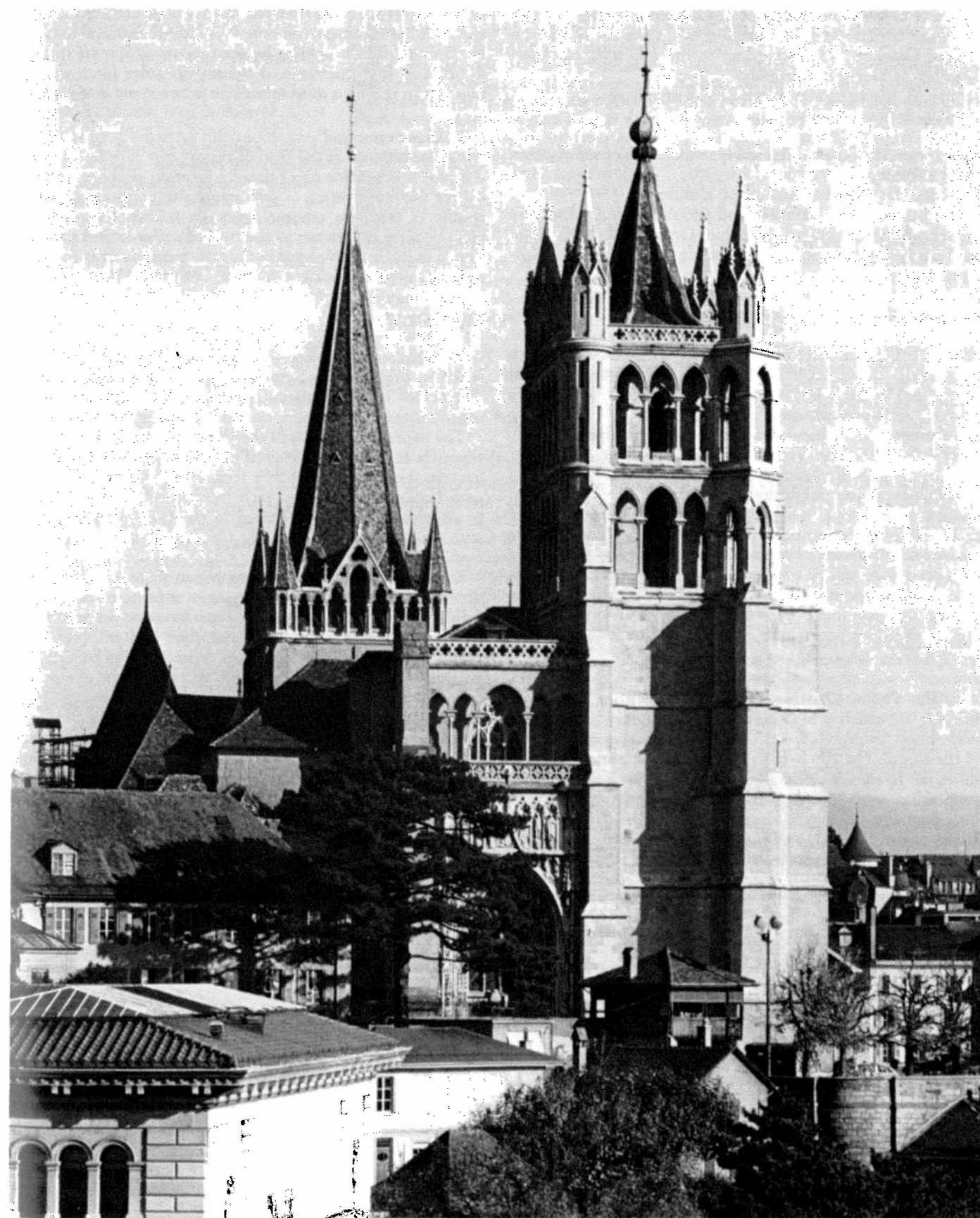
ORGANISATION

Afin d'obtenir un échange de vues aussi complet que possible, il a été prévu d'organiser ce colloque de la manière suivante: chaque comité national ou comité international spécialisé sera sollicité pour présenter un rapport sur le thème et les sous-thèmes du colloque.

Ces textes seront alors étudiés par les rapporteurs et une commission scientifique. Après mise au point, ils seront envoyés sous une forme à déterminer, à chaque comité national, chaque comité international et à tous les participants inscrits à l'Assemblée Générale qui pourront ainsi en prendre connaissance **avant** la réunion du colloque. Il n'y aura pas de présentation détaillée lors du colloque, afin d'éviter les «monologues», mais une présentation par trois rapporteurs, un par sous-thème, et une **discussion** organisée, fondée sur les textes reçus par chacun des participants. Cela devrait permettre de tenir un **colloque** véritable suivi de conclusions résultant de la discussion, conclusions qui, si le temps le permet, pourraient être approuvées par l'Assemblée Générale et publiées dans les actes du colloque.

Le thème et les sous-thèmes du colloque ainsi que son organisation sous la forme proposée ont été approuvés par le Bureau et le Comité exécutif en mai 1988, et des informations complémentaires seront données lors de la prochaine réunion des Comités exécutif et consultatif en novembre prochain.

Lausanne, Cathedral (XII C.).



The next General Assembly of ICOMOS will take place in Lausanne, Switzerland, on Lake Geneva, from the 6th to the 11th of October 1990, according to the following calendar:

Saturday 6: **General Assembly**
 Sunday 7: International Specialized Committees
 Monday 8: Symposium
 Tuesday 9: Symposium
 Wednesday 10: **General Assembly**, conclusion of the Symposium, elections
 Thursday 11: **General Assembly**, closure

The Bureau, the Executive and the Advisory Committees will meet between the 3rd and 5th of October. As from October 12th field visits will be organized in various parts of Switzerland.

INTERNATIONAL SYMPOSIUM

The 1990 General Assembly coincides with ICOMOS 25th anniversary. On this occasion an International Symposium will be devoted to the following theme: *ICOMOS, a Quarter of a Century, Achievements and Future Prospects*.

Sub-themes: 1. Achievements and future prospects
 2. The Venice Charter
 3. Experience and education

1. Achievements and future prospects: this sub-theme ought to allow an objective in-depth reflexion upon the activities of ICOMOS over the past quarter of a century. What has been realized or what hasn't been achieved or what could or should have been done will be evaluated. On the basis of the analysis of achieved missions it will be necessary to define future tasks, to measure their importance and urgency, and to plan (or at least to sketch) a programme of desirable future activities for ICOMOS.

2. The Venice Charter: this sub-theme wishes to examine the way in which the principles of the Venice Charter are understood, interpreted and implemented in the various parts of the world. The aim is not to challenge the principles themselves but to answer methodological questions arising from their application, such as, e.g. *Restoration = conservation or renewal?* Similarly, one would discuss articles of the Charter which might prove impossible to implement in particular countries and examine the reasons for this, taking into account the 2nd paragraph of the Charter, viz.: "...with each country being responsible for applying the plan within the framework of its own culture and traditions". In the reflexion upon this sub-theme it will be important to integrate all the other fundamental ICOMOS documents which have evolved from the Charter, such

as the Historic Towns Charter, the Historic Gardens Charter and all other recommendations. It is indeed essential for ICOMOS to ensure the abiding by the fundamental texts fostered during this first quarter of a century in order for their message not to remain a dead letter but to become a lively reality.

3. Experience and education: the question here is how to extend experience in the field of restoration in order to ensure the proper education and further education of those responsible for the preservation of the architectural heritage (curators, architects, restorers, archaeologists, etc.). This is a crucial problem because experience in the field of architectural preservation is as difficult to acquire as it is to transmit. It is therefore imperative to elaborate a method both valid and efficient.

ORGANIZATION

In order to ensure as thorough exchanges as possible, it is proposed to organize the Symposium as follows: each National Committee or International Specialized Committee will be urged to present a report on the theme and sub-themes.

The papers produced will then be studied by the committee reporters as well as by a scientific commission. After their finalization they will be sent in a form still to be determined, to each National Committee, each International Committee and to all persons having registered to the General Assembly. It will thus be possible to study the contributions **before** the Symposium.

During the International Symposium there will not be any detailed presentation of the papers in order to avoid "monologues". On the contrary, three reporters, one per sub-theme, will present general thematic summaries and will lead a **discussion** based upon the documents received by all participants. In this way it should be possible to hold a **real symposium** followed by conclusions emerging from the discussion. These conclusions could, if time permits, be approved by the General Assembly and published with the Symposium Papers.

The theme and sub-themes as well as the Symposium organization have already been approved as proposed by the Bureau and the Executive Committee in May 1988. Further information will be issued at the meetings of the Executive and Advisory Committees next November.

NOUVELLES

APPEL DU PRESIDENT DE L'ICOMOS POUR LE PATRIMOINE ROUMAIN

Depuis 1984 l'Icomos reçoit énormément d'informations sur les dangers qui menacent le patrimoine architectural de Roumanie et plus particulièrement celui de Bucarest. C'est la raison pour laquelle l'Icomos a publié un article de M. Sherban Cantacuzino dans le n°2/1987 d'*Icomos Information* sur la destruction des monuments de la capitale roumaine. L'information continue à nous parvenir sur ce sujet, essentiellement par l'intermédiaire de l'Association internationale pour la protection des monuments et sites historiques en Roumanie, dont le président, M. Stefan Gané est membre de la Section française de l'Icomos.

Les problèmes les plus récents et les mieux documentés concernent le siège du Patriarcat roumain de l'église orthodoxe à Bucarest — une cathédrale et un ensemble monastique du 16e siècle — ainsi que le patrimoine rural de tout le pays.

J'ai écrit au gouvernement roumain à deux reprises cette année au sujet du Patriarcat, et une conférence de presse organisée en février, par la Section française de l'Icomos, l'Association internationale pour la protection des monuments et sites historiques en Roumanie et Jeunesse & Patrimoine, a sensibilisé l'opinion française à ce problème. La délégation roumaine auprès de l'Unesco a été contactée, et l'assurance que rien ne menaçait le siège du Patriarcat a été donnée; en outre, Monseigneur Nifon Ploiesteanul, évêque vicaire patriarcal, dans une interview non datée qu'il a accordée à l'AFP et qui a été transmise à la Section française de l'Icomos par l'Ambassade de Roumanie en France, a nié l'existence de toute menace sur la Cathédrale.

Les informations qui concernent l'ensemble du patrimoine rural roumain proviennent de l'Association, et sont de de sources roumaines officielles. Elles ont d'ailleurs été confirmées par l'agence de presse hongroise MTI dans un communiqué daté du 8 mai 1988 (*Le Monde*, 10 mai 1988).

Je me suis par ailleurs entretenu de la situation du patrimoine roumain avec des représentants de l'Unesco.

Je souhaite exprimer ici ma très grande inquiétude au sujet des dangers qui menacent les monuments et les sites de Roumanie. Il ne

s'agit pas d'aspects théoriques et culturels de la conservation semblables à ceux dont nous avons l'habitude de débattre à l'Icomos: il s'agit d'un problème économique et politique dont les conséquences culturelles sont graves et importantes. Je crois que la situation est très sérieuse, et nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre «des faits concrets», comme on nous l'a suggéré à plusieurs reprises; car lorsque nous aurons ces preuves, il sera trop tard. Dans ce cas, notre action doit être préventive, et pour nous, les «faits concrets» sont les décisions prises par le gouvernement roumain et les autorités locales. C'est pourquoi je lance un appel aux autorités politiques, académiques et culturelles de la Roumanie pour qu'elles fournissent à l'Icomos des informations précises sur les projets qui concernent le Patriarcat, le patrimoine rural — constitué de quelques 13.000 villages selon les sources officielles —, et aussi les villes de province de Roumanie.

Roberto Di Stefano, Président

APPEL POUR LA SAUVEGARDE DE TYR

Le Comité national pour la protection du site archéologique de Tyr, au sud du Liban, est composé d'éminents archéologues et de personnes concernées par la protection du patrimoine de la République arabe syrienne. Nous avons été informés du pillage continu des vestiges de Tyr, qui aboutira à la dispersion de ses biens culturels et à la destruction de son patrimoine archéologique. Ceci se passe au Liban, et vient s'ajouter à la détresse et aux malheurs de ce pays, en dépit des efforts de l'Unesco et de l'Alecco qui ont accordé à la protection de Tyr la priorité dans leurs programmes.

Lors de sa dernière réunion le Comité a conclu qu'il était de son devoir national d'adresser cet appel aux autorités compétentes du Liban, des autres pays, et à toutes les organisations internationales, leur expliquant les dangers qui menacent actuellement Tyr. Le Comité espère que tous les efforts seront unis pour mettre fin au pillage, protéger les sites, et retrouver les artefacts volés.

Le Comité fait les propositions suivantes:

- créer un service local d'archéologie qui ait le contrôle des antiquités et qui rétablisse le musée de Tyr;
- inciter les autorités administratives à met-

tre fin aux fouilles illégales et clandestines, ainsi qu'à l'exportation illicite des artefacts de Tyr;

- lancer un appel aux organisations et institutions du monde entier pour empêcher l'importation et la commercialisation illicites d'objets archéologiques en provenance de Tyr;
- utiliser le plus possible tous les moyens de communication pour sensibiliser l'opinion publique internationale à l'importance des vestiges de Tyr et à leur destruction par le pillage et la dispersion.

Le Comité national de la République arabe syrienne estime que ces mesures sont un minimum, et espère que leur application contribuera à la fois à mettre un terme à des actes aussi irresponsables, et à protéger les biens culturels de Tyr.

Le Comité souhaite être informé de toutes les mesures prises dans ce domaine afin de pouvoir poursuivre l'action qu'il mène pour la protection et la sauvegarde du patrimoine archéologique de Tyr.

Dr. Afif Bahanassi

adresse du Président du Comité national de la République arabe syrienne pour la protection de Tyr: Dr. Afif Bahanassi, Directeur général des Antiquités et des Musées, Damas (République arabe syrienne)

CARTES DE MEMBRES

Le Comité exécutif a décidé lors de sa 36e session que des cartes vierges seraient envoyées aux comités nationaux qui en assureraient l'impression. Le Secrétariat international fera parvenir aux présidents des comités une liste de noms, leurs numéros d'enregistrement dans le fichier central et les vignettes de l'année en cours. Nous espérons que cette procédure donnera satisfaction à tous les membres.

Par ailleurs vous avez été trop peu nombreux à répondre au questionnaire que nous avions publié dans le n° 3/1987 d'*Icomos Information* sur les avantages liés à la possession de la carte de membre pour que nous puissions établir des statistiques. Toutefois, les présidents de 14 comités nationaux ont répondu à une enquête qui portait sur ce sujet; il apparaît que 9 d'entre eux ont obtenu des avantages (gratuité ou tarif préférentiel

NOUVELLES

accordés aux porteurs de la carte pour la visite de monuments et musées), et 5 n'ont obtenu aucun avantage pour des raisons telles que l'accès libre à tous les musées et monuments (Tanzanie), l'affiliation de la plupart des membres à une organisation dont la carte accorde la gratuité des visites (Australie) ou simplement l'absence de démarches auprès des autorités compétentes. Notons enfin que dans un seul de ces pays, la Hongrie, une réduction est accordée, sur présentation de la carte, pour l'achat de catalogues et livres d'art.

Ces résultats vous inciteront peut-être à contacter le président de votre Comité pour qu'il intervienne auprès des instances responsables et qu'une réduction, voire la gratuité, soit obtenue pour la visite des monuments, des musées, des sites historiques ainsi que des avantages dans d'autres lieux et institutions tels que les bibliothèques ou les librairies.

REPRESENTATION DE L'ICOMOS

M. Di Stefano, Président, a assisté le 12 mai dernier à la 15^e Assemblée générale de l'Iccrom, au cours de laquelle M. Tomaszewski (Pologne, président du Comité international de l'Icomos pour la formation) a été élu Directeur.

Le Président a également participé au séminaire «Recherche, méthodologie, étude et présentation du développement historique des villes et bâtiments méditerranéens», à Gênes du 18 au 20 mai dernier.

M. Di Stefano, et M. Stelzer, Secrétaire général, ont assisté à la Biennale de la Mer (Naples, 11-12 juin 1988). En outre M. Stelzer a représenté l'Icomos à la réunion du Bureau du Comité du Patrimoine mondial (Paris, 14-17 juin), qui se déroulait au siège de l'Unesco, ainsi qu'à la rencontre annuelle des *LandesKonservatoren* (Fulda, RFA, 6-9 juin) organisée sur le thème de la relation entre l'identité culturelle et les biens culturels.

RECHERCHE ET DOCTRINE

REUNION SUR L'ACROPOLE, 26 MAI 1988, PARIS (FRANCE)

Une rencontre d'experts de l'Icomos, présidée par M. Di Stefano et M. Tschudi-Madsen, était organisée au siège de l'Icomos

pour évoquer les problèmes que pose la restauration de l'Acropole. Une seconde réunion, à laquelle seront conviés des membres de l'organisation et de l'équipe grecque qui effectue les travaux de restauration, est prévue pour la fin de l'année. Les problèmes identifiés en mai y seront étudiés.

ADMINISTRATION ET GESTION

REUNIONS DU BUREAU II ET DE LA 38^e SESSION DU COMITE EXECUTIF DE L'ICOMOS, 3-5 MAI 1988, PARIS (FRANCE)

Réunis sous la présidence de M. Di Stefano, les membres du Bureau et du Comité exécutif ont pris de nombreuses décisions dont nous vous présentons ci-dessous les plus importantes:

• **Comités internationaux spécialisés:** le Bureau a abordé en détail le problème des Comités internationaux sur lequel M. Carbonnell, président du Comité international sur la photogrammétrie avait, à la demande du Bureau I, préparé un rapport. Il a été recommandé que chaque Comité rédige une synthèse sur l'état de la recherche dans son domaine, et que l'ensemble des données recueillies soient examinées par un groupe d'experts qualifiés. Ceci permettra aux Comités internationaux spécialisés de mieux cibler leurs travaux, de mieux coopérer, et d'éviter le plus possible les recoupements avec les recherches et activités menées par d'autres institutions.

• **Relations avec l'Unesco:** une délégation du Bureau a eu une réunion de travail avec Mme Raidl, Directeur de la Division du patrimoine culturel de l'Unesco, pour évoquer le renforcement de la collaboration entre les deux organisations, notamment sur le programme des campagnes internationales que l'Unesco est en train de réviser.

• **Subventions:** M. Glemza a annoncé que le Comité national soviétique accorderait une subvention de 6.000 \$ au Secrétariat international de l'Icomos dans le courant de l'année, et le Comité national norvégien a offert une contribution de 1.000 \$ au Centre de documentation pour 1988. Les deux comités ont été vivement remerciés pour leur générosité.

• **Nomination et cooptations au Comité exécutif:** le Comité exécutif a nommé M. Silva

Telles (Brésil), au poste de M. Dalibard (Canada) qui a démissionné au début de l'année. M. Silva Telles était en 13^e position au scrutin. D'autre part, le Comité a, selon les Statuts, coopté 5 membres: M. Kindo Bouadi (Côte d'Ivoire), M. Subhadradis Diskul (Thaïlande), M. Joseph Phares (Liban), M. Herb Stovel (Canada) et M. Solomon Woredokal (Ethiopie).

• **Constitution de comités ad-hoc:** plusieurs groupes ont été constitués pour travailler sur les thèmes de réflexion suivants: nomination du Président et du Vice président du Comité consultatif, présidé par M. Tschudi-Madsen, assisté de M. Boiret et de Mme Weicherding; procédures de vote à l'Assemblée générale, présidé par M. Daoulati, assisté de Mmes Genovese et Hinsch; résolutions de l'Assemblée générale, présidé par M. Deiters, assisté de Mme Saaby et de M. Womersley.

• **Nouveaux comités internationaux:** la création d'un Comité international spécialisé sur l'économie de la conservation a été adoptée par le Comité exécutif (voir *Nouvelles des comités internationaux*). Par ailleurs, le Comité national belge a proposé la constitution d'un Comité international spécialisé sur le problème des structures, et M. Denhez (Canada) a suggéré l'établissement d'un Comité international spécialisé sur la législation. Ces deux propositions seront examinées en détail à la prochaine session du Comité exécutif.

• **9^e Assemblée générale de l'Icomos:** M. Jaccottet (Suisse) a présenté le thème du colloque qui se déroulera parallèlement à l'Assemblée (3-11 octobre 1990, Lausanne): «L'Icomos: un quart de siècle d'existence, bilan et avenir». L'un des sous-thèmes portera sur l'interprétation et l'application de la Charte de Venise (voir la communication de M. Jaccottet dans ce numéro).

• **Dates des prochaines réunions administratives:** Bureau III: 28-30 juin, Bureau IV: 15-16 novembre, Comité consultatif: 17-18 novembre, Comité exécutif: 19 novembre 1988.

NOUVELLES DES COMITES NATIONAUX

• **Australie:** Mme Jane Lennon a été élue à la présidence du Comité national, et M. Jon Womersley à la vice-présidence. L'adresse du Comité est inchangée.

NOUVELLES

• **Brésil:** le Comité national a activement participé à la promotion d'une réunion organisée à Paranagua sur les centres historiques de l'état du Parana. Les représentants de plusieurs états brésiliens ont discuté de l'importance de la conservation des centres et quartiers historiques et des différentes approches adaptées aux spécificités des villes. La réunion, dont l'objectif principal était de sensibiliser la population et l'administration locale, a été couronnée de succès; des rencontres similaires sont prévues dans d'autres villes qui, à l'exemple de Paranagua, possèdent un riche patrimoine architectural. Toute information complémentaire est disponible auprès de Mme Fernanda Collagrossi, présidente du Comité brésilien.

• **Etats-Unis:** le Comité a élu un nouveau *chairman* en la personne de M. Elliott Carroll, Mme Terry Morton ayant désormais le titre de *president*. L'adresse du Comité est inchangée.

• **Norvège:** 1.000 \$ ont été attribués par le Comité national pour soutenir le travail effectué au Centre de documentation Unesco-Icomos. Cette contribution très appréciable permettra au Centre de rémunérer un indexeur, et nous souhaitons exprimer à nouveau nos chaleureux remerciements au Comité norvégien pour le soutien continu qu'il apporte au Centre.

• **Pologne:** un centre international de formation en conservation, lié à l'Iccrom, débutera son enseignement en 1990. Le Comité national polonais est de conseil auprès du Ministère de la culture pour le choix du programme, des cours et le recrutement des professeurs; l'assistance technique est fournie par les ateliers PKZ et la faculté d'architecture de Cracovie. Situé à Cracovie, le centre accueillera essentiellement des étudiants d'Europe de l'Est, mais il sera aussi accessible aux étudiants d'autres régions du monde. Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le Comité national polonais.

• **République fédérale d'Allemagne:** Dr. Michael Petzet, élu président du Comité national succède à M. Bornheim Shilling. L'adresse du Comité est inchangée.

NOUVELLES DES COMITES INTERNATIONAUX

• **Archéologie:** l'ICAHM (Comité international pour la gestion du patrimoine archéologi-

que) tient à Stockholm, du 12 au 16 septembre 1988, son 1^{er} colloque international intitulé «Archéologie et société, opérations de sauvetage — leurs possibilités et leurs problèmes». Un projet de Charte y sera également discuté.

• **Architecture vernaculaire:** le Comité présidé par M. Sezgin (Turquie) s'est réuni pour sa 10^e session à Belgrade en septembre dernier. L'élaboration d'une Charte qui serait proposée à la 9^e Assemblée générale était notamment à l'ordre du jour. Le colloque organisé parallèlement à la réunion administrative était consacré aux relations entre la conservation *in-situ* et les musées de plein air. Les conclusions ont mis l'accent sur la différence fondamentale d'approche entre la conservation *in-situ* qui se pratique sur le bâtiment inséré dans son environnement, et la conservation des bâtiments dans un musée de plein-air qui se trouvent coupés de leur environnement socio-culturel et historique dans un but essentiellement didactique. Il a été recommandé que les relations entre les spécialistes des musées de plein-air et de la conservation soient plus étroites, et les participants ont souligné que le rôle éducatif de ces musées devrait venir en complément de la formation donnée en université ou en école spécialisée. Des contacts seront pris avec l'Icom pour concrétiser cette recommandation.

• **Economie de la conservation:** la création d'un nouveau Comité international intitulé «Comité international de l'Icomos sur l'économie de la conservation» a été ratifiée par la 38^e session du Comité exécutif. Il est présidé par M. Nathaniel Lichfield (Royaume-Uni), économiste spécialisé dans la conservation du patrimoine architectural et urbain. L'existence de ce Comité permettra d'étudier un thème important qui jusqu'à présent n'a pas été traité à l'échelle internationale; en effet, alors que les aspects architecturaux et techniques de la restauration et de la conservation sont l'objet de recherches approfondies depuis plusieurs années, ou plus récemment ses aspects urbanistiques, les relations entre l'économie et la conservation du patrimoine n'ont pas été beaucoup étudiées, ni beaucoup appliquées dans la pratique. La première réunion du Comité, qui est patronné par le *Ministero dei Beni Culturali ed Ambientali* (Rome), se tiendra au Royaume-Uni. Toute information sur le programme et les futures activités du Comité vous sera donnée à l'adresse suivante: Mr. Nathaniel Lichfield, Star House, 104/108 Grafton Road, Londres NW5 4BD (Royaume-Uni).

TICCIH

Le Comité international pour la conservation du patrimoine industriel, organisme avec lequel l'Icomos a signé un accord de coopération au début de 1987, publie 3 fois par an un *Bulletin* dans lequel paraissent des informations qui concernent le patrimoine industriel: actualité, comptes rendus et annonces de réunions, présentation de publications. Le *Bulletin* est distribué aux correspondants nationaux du TICCIH qui en assurent la reproduction et la distribution dans leurs pays. Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser au Dr. Barrie Trinder, Ironbridge Gorge Museum, Ironbridge, Telford, Shropshire TF8 7AW (Royaume-Uni)

COPAM

Le COPAM s'est réuni à Naples dans le cadre de la Biennale de la Mer organisée à Naples du 5 au 12 juin dernier. Mme Raidl, Directeur de la Division du patrimoine culturel de l'Unesco, était conviée à cette manifestation et en particulier au colloque que présidait M. Di Stefano sur le thème du «patrimoine culturel de la Méditerranée comme un facteur essentiel de développement». Les intervenants, des spécialistes membres de l'Icomos et pour la plupart du COPAM, ont abordé deux thèmes principaux: «la ville et la mer», et «la conservation des villes méditerranéennes: gestion et méthodes». Dans le contexte du premier sous-thème, M. Stelzer, Secrétaire général, a fait une intervention sur les villes hanséatiques, et il a été suivi de MM. Cardarelli (Italie), Infante (Portugal), Esteban (Espagne), Drocourt (France), Asmar et Phares (Liban), Gomes Ferrer (Espagne), Daoulati (Tunisie) et Di Stefano (Italie). Cette journée d'étude à laquelle ont assisté près de 80 personnes a remporté un vif succès.

SERVICES PROFESSIONNELS

CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

• **Les membres du Bureau II de l'Icomos réunis au siège de l'organisation le 2 mai 1988** ont étudié 35 dossiers de propositions d'inscription à la Liste du Patrimoine mondial. 6 dossiers concernaient des biens dont l'examen avait été différé par le Comité du Patrimoine mondial et 29 dossiers présentaient de nouveaux sites. Suite

NOUVELLES

à chacun des exposés faits par M. Pressouyre, coordinateur de l'Icomos pour la Convention, et après discussion générale, le Bureau a formulé des avis qui ont été transmis au Bureau du Comité du patrimoine mondial (Paris, 14-17 juin 1988).

• **Bureau du Comité du patrimoine mondial, 14-17 juin 1988, Paris:** composé de la Bulgarie, du Canada, de la France, du Mexique, du Sri Lanka, de la Tunisie et de la République unie de Tanzanie, le Bureau s'est réuni à l'Unesco sous la présidence de M. Collinson (Canada) avec Mme Stantcheva comme rapporteur. L'Icomos était représenté par M. Stelzer, Secrétaire général et M. Pressouyre, coordinateur de l'Icomos pour la Convention. Deux nouveaux états ont ratifié la Convention: le Paraguay et le Cap Vert, ce qui porte à 102 le nombre d'Etats parties à la Convention du patrimoine mondial.

32 biens culturels ont été examinés, ainsi que 7 biens naturels et 2 présentés comme des biens mixtes par les Etats parties; le Bureau a constaté que seulement 1/3 des Etats parties ont déposé une liste indicative de biens culturels. L'un des points à l'ordre du jour concernait le suivi de l'état de conservation des biens culturels inscrits sur la Liste, et le Bureau a noté les premiers résultats encourageants du système mis en place qui se base sur la mise à jour des informations par l'envoi d'un questionnaire.

Un autre point portait sur la présentation du rapport du groupe de travail établi par le dernier Comité et présidé par S.E. M. Ananda Guruge (Sri Lanka). Le groupe de travail a formulé des recommandations relatives à l'amélioration des méthodes de travail du Comité du patrimoine et à l'amélioration de toute la procédure de l'évaluation des propositions d'inscription, sur la base du mécanisme des listes indicatives en poursuivant une approche «globale». L'Icomos et l'Uicn ont été invités à donner leur avis sur ces recommandations. Ils devront en particulier réfléchir sur le problème des biens mixtes et l'Icomos plus spécifiquement sur l'idée de liste globale de référence.

Le Comité du patrimoine mondial se réunira à Brasilia, du 5 au 9 décembre 1988.

• **Missions:** financés sur le Fonds du patrimoine mondial, les contrats de mission réalisés sur des biens culturels au titre de la Convention, sont organisés par l'Icomos.

• **Jamaïque:** une mission a été confiée à M. Lajous (Mexique) en mai, afin d'étudier 3 biens proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1988: Séville, Spanish Town et Port Royal. L'expert était aussi chargé d'examiner avec les autorités de la Jamaïque, la liste indicative de biens susceptibles d'être proposés à l'inscription.

• **Mali:** M. Michon (Suisse) a pour mission d'aider les autorités compétentes à préparer une proposition d'inscription du site culturel des architectures des Falaises de Bandiagara, en Pays Dogon, sur la Liste du patrimoine mondial. Il s'agit essentiellement de définir les limites exactes du site protégé au titre de la Convention, de constater son état de conservation et de conseiller les autorités sur d'éventuelles mesures à prendre pour sa protection.

• **République arabe du Yémen:** M. Daoulati (Tunisie) est chargé d'une mission pour aider les autorités locales à rédiger une liste indicative de biens susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

• **Portugal:** M. Drocourt (France) doit accomplir la 2e des 5 missions prévues cette année à Angra do Heroismo pour établir un Bureau chargé de la conservation, restauration et réhabilitation de cette ville inscrite sur la Liste du patrimoine mondial.

■ INFORMATION ET DOCUMENTATION

□ ACTIVITES DU CENTRE DE DOCUMENTATION

• **Parution de la bibliographie sélective annotée *Reconversion du patrimoine architectural, applications à l'architecture industrielle***, compilée par le Centre de documentation Unesco-Icomos fin 1987, et publiée par l'Unesco dans la série «Etudes et documents sur le patrimoine culturel» (n° 17). La première partie regroupe les ouvrages abordant les aspects théoriques, législatifs et financiers de la reconversion en général. Les exemples de reconversion signalés dans la seconde partie n'impliquent que des bâtiments industriels qui sont ordonnés selon un critère typologique. Rédigée et publiée en français, cette bibliographie comporte une sélection de 125 références annotées qui couvrent 34 pays.

Des exemplaires gratuits sont disponibles sur demande à la Division du patrimoine culturel, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris; au Centre

de documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France) contre remboursement des frais postaux.

• **Contrat avec l'Unesco:** le contrat signé entre l'Unesco et l'Icomos, pour le fonctionnement du Centre sensiblement réévalué, permet de rémunérer une opératrice qui saisit les données bibliographiques pour l'Icomos et l'Icom dans la base «ICOMMOS». Le contrat précédemment attribué à cette tâche n'existe plus.

• **Indexation:** la subvention de 1.000 dollars accordée cette année au Centre par le Comité norvégien sera utilisée pour l'indexation de documents écrits dans les langues des pays de l'Est et des pays scandinaves. Dans cette optique, un stage de formation a été effectué cet été par un bibliothécaire norvégien, qui, de retour au *Rikssantikvaren* analysera, selon nos normes de catalogue, les ouvrages et périodiques norvégiens envoyés à Paris. Une bibliothécaire de l'ASM, Association de sauvegarde de la médina (Tunis) a également étudié le système informatique CDS-ISIS dont une version pour mini-micro ordinateurs est maintenant disponible. Enfin, une documentaliste stagiaire a, pendant près de 3 mois, participé à tous les travaux du Centre et en particulier à l'indexation et la saisie des données.

• **Enrichissement de la base ICOMMOS:** après plusieurs mois d'interruption, la saisie des données a repris dans la base commune de l'Icom et de l'Icomos que gère l'Unesco. 21.500 références bibliographiques sont aujourd'hui disponibles sur la protection du patrimoine culturel: musées, monuments et sites historiques.

• **Projets du Centre de documentation:** le Centre sera engagé les prochains mois dans la préparation du Colloque international organisé conjointement à la 9e Assemblée générale de l'Icomos pour effectuer notamment les recherches sur la Charte de Venise. Une bibliographie annotée doit également être rédigée et publiée par l'Unesco. Par ailleurs le Centre a expédié une lettre circulaire aux éditeurs de livres d'architecture et d'urbanisme pour qu'ils envoient régulièrement des ouvrages en échange avec une annonce dans *Icomos Information* et l'intégration des références aux deux bases internationales de données auxquelles l'Icomos contribue.

Nous comptons sur votre active collaboration, et nous vous en remercions vivement à l'avance. Adressez-vous au Centre de documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

NEWSLETTER

APPEAL FROM THE PRESIDENT OF ICOMOS FOR ROMANIAN HERITAGE

Since 1984 Icomos has received considerable information on threats to architectural heritage in Romania, especially in Bucharest. Accordingly Icomos published an article by Sherban Cantacuzino in *Icomos Information* no. 2/1987 on the destruction of monuments in the Romanian capital.

However, since then information continues to arrive, most of it via the International Association for the Protection of Historic Monuments and Sites in Romania, whose President, Stefan Gané, is a member of the French National Committee of Icomos.

The most recent and best documented problems have concerned the Patriarchy of the Romanian Orthodox Church in Bucharest—a cathedral and a 16th-century monastic ensemble—and rural heritage on a nationwide scale.

In the case of the Cathedral I wrote the Romanian government on two occasions this year. A press conference in February, organized by the French National Committee, the International Association for the Protection of Historic Monuments and Sites in Romania, and Jeunesse & Patrimoine, alerted the French public on this question. There were also consultations with the Romanian delegation at Unesco. Assurances as to there being no menace to the Patriarchy were given, and an undated interview with Bishop Nifon Ploiesteanul, Patriarchal Vicar, given to AFP, was made available to the French National Committee by the Romanian embassy in France. The Bishop denied that there was any threat. The second question concerns rural heritage throughout Romania, and this information has been gleaned by the Association from official Romanian sources. I point out that this information is confirmed by the Hungarian press agency MTI in a dispatch dated 8 May 1988 (*Le Monde*, 10 May 1988).

I also discussed more generally the question of Romanian heritage with the representatives of Unesco.

I wish to express here my genuine alarm about these threats. This is not a question of doctrinal or cultural aspects of conservation such as we are used to debating: it is eminently an economic and political problem with grave cultural consequences. I believe that the situa-

tion is very serious. We cannot wait for "concrete facts" to be made available, as has been requested here and there: when they are available it is simply too late. In this case our action must be preventive, and for us the "concrete facts" are the decisions taken by the national government and local authorities. For this reason I appeal to the political, academic and cultural authorities of Romania to give Icomos precise information on these projects, concerning the Patriarchy, rural heritage—that comprises some 13,000 villages according to the official count—and also concerning the provincial towns of Romania.

Roberto Di Stefano, President

APPEAL FOR THE PROTECTION OF TYR

The National Committee for the protection of the archaeological site of Tyr in southern Lebanon comprises the most outstanding archaeologists and people interested in cultural heritage in the Syrian Arab Republic. We have been aware of the increasing pillage of the archaeological remains of Tyr. This pillage will result in the dispersion of much of its cultural property and the destruction of its archaeological heritage. All this is taking place in Lebanon in addition to its distress and misfortune, and despite the efforts of Unesco and the Alecco, which gave the priority of the protection of Tyr in their programs. In its last meeting the Committee came to the conclusion that it is its national duty to address all responsible authorities in Lebanon and the rest of the world and all international organizations with this appeal, explaining the actual threats, which Tyr witnesses today. The Committee hopes that all efforts will be united in order to put an end to the painful pillage actions, and to protect these sites and to restore the pillaged artifacts. The Committee proposes the realization of the following:

- The creation of a local department of Archaeology which has to control the antiquities and to reestablish the museum of Tyr;
- The local administrative authorities should put an end to all illegal excavations and clandestine digging and to stop the illegal export of the archaeological artifacts from Tyr;
- To appeal to all international organizations

and institutions in the world to prevent the importation and trading in illegal exported archaeological items from Tyr;

• The full use of the mass-media to make public opinion throughout the world aware of the importance of the antiquities of Tyr and its being ravaged by pillage and the smuggling of its artifacts out of the country;

The National Committee of the Syrian Arab Republic believes that these measures are the least to be effected and hopes that their realization will contribute to put an end to such irresponsible acts, and will help to support the protection of the cultural properties of Tyr.

The Committee is looking forward to be notified on any measures taken in this respect in order to continue to play its role in protecting and safeguarding the archaeological heritage of Tyr.

Dr. Afif Bahnsasi

Address of the National Committee of the Syrian Arab Republic for the Protection of Tyr: Dr. Afif Bahnsasi, Director General of the Antiquities and of Museums, Damas (Syrian Arab Republic).

MEMBERSHIP CARDS

The Executive Committee decided at its 36th Session that blank cards would be sent to the National Committees who would be responsible for their own printing. The International Secretariat will forward to the Chairmen of the National Committees a list of the names, their central file registration number and the current year's stamp. We hope that this procedure will be of satisfaction to all the members.

On the other hand, too few of you replied to the questionnaire which was published in *Icomos Information* no. 3/1987 on the advantages of possessing a membership card so that we could establish our statistics. However, 14 National Committee Chairmen replied to the enquiry on this subject: it appears that 9 of them had obtained concessions (free) or preferential tariffs granted to card carriers for museum and monument visits, 5 had obtained no advantage for reasons such as free visiting of all museums and monuments (Tanzania), the affiliation of most of the members

NEWSLETTER

to an organization whose card allows free visiting (Australia) or simply, not going through formalities with the competent authorities. Finally, let us note that in only one of these countries, Hungary, a reduction is given on presentation of the card for the purchase of catalogues and art books.

These results will perhaps encourage you to contact your Committee Chairman so that he can intervene with the responsible authorities and that a reduction, even free entry be obtained for monument, museum and historic site visits, as well as reductions for other places and institutions such as libraries and bookshops.

REPRESENTATION OF ICOMOS

Mr. Di Stefano, the President, participated on the 12 May 1988 at the 15th General Assembly of Iccrom during which Mr. Tomaszewski (Poland, chairman of the Icomos International Committee on Training) was elected as Director.

The President also attended the seminar on "Research, Methodology, Study and Presentation of the Historic Development of Mediterranean Towns and Buildings", at Genoa from 18-20 May 1988.

Messrs. Di Stefano and Stelzer (Secretary-General) attended the "Biennale del Mare" (Naples, 11-12 June 1988). Mr. Stelzer also represented Icomos at the World Heritage Bureau meeting (Paris, 14-17 June) which was held at Unesco headquarters, as well as at the Annual Meeting of the *LandesKonservatoren* (Fulda, Germany FR, 6-9 June) organized on the theme of the relationship between cultural identity and cultural property.

RESEARCH AND DOCTRINE

MEETING ON THE ACROPOLIS, 26 MAY 1988, PARIS (FRANCE)

A meeting of Icomos experts, presided by Mr. Di Stefano and Mr. Tschudi-Madsen, was organized at Icomos headquarters to discuss the problems created by the restoration of the Acropolis. A second meeting, to which members of Icomos and of the Greek team carrying out the restoration works will be invited, is planned for the end of this year. The problems identified in May will be studied.

ADMINISTRATION AND MANAGEMENT

MEETINGS OF BUREAU II AND 38TH SESSION OF ICOMOS EXECUTIVE COMMITTEE, 3-5 MAY 1988, PARIS (FRANCE)

Gathered under the presidency of Mr. Di Stefano, the Bureau and Executive Committee members made numerous decisions of which the most important are listed for you, here below:

• **Specialized International Committees:** Bureau II discussed in detail, the problem of the International Committees on which Mr. Carbonnell, chairman of the International Committee for Photogrammetry had, on the request of Bureau I, prepared a report. The report recommended that each Committee draft a synthesis on the state of research in its domain and that the whole of the information gathered be examined by a group of qualified experts. This would enable the International Committees to target their work better, to have better cooperation and to avoid the maximum of crossed-roads with activities led by other institutions.

• **Cooperation with Unesco:** a Bureau delegation had a meeting with Mrs. Raidl, Director of Unesco Cultural Heritage Division, with the aim of reinforcing the collaboration between the two organizations, notably on the international campaigns' programme which Unesco is in the course of revising.

• **Subventions:** Mr. Glemza announced that the USSR National Committee was granting a subvention of \$6,000 to the Icomos International Secretariat during the course of the year and the Norwegian National Committee offered a contribution of \$1,000 to the Documentation Centre for 1988. The two Committees were warmly thanked for their generosity.

• **Nomination and Co-optation to the Executive Committee:** the Executive Committee nominated Mr. Silva Telles (Brazil) to the post of Mr. Dalibard (Canada) who had resigned at the beginning of the year. Mr. Silva Telles was in 13th position at the voting. In addition, according to the Statutes, the Committee co-opted 5 members who are Mr. Kindo Bouadi (Ivory Coast), Mr. Subhadradis Diskul (Thailand), Mr. Joseph Phares (Lebanon), Mr.

Herb Stovel (Canada) and Mr. Solomon Woredokal (Ethiopia).

• **Constitution of Ad-hoc Committees:** several groups have been formed to work on the following themes of reflection: Nomination of the President and Vice-President of the Advisory Committee, presided by Mr. Tschudi-Madsen, assisted by Mr. Boiret and Mrs. Weicherding; General Assembly Election Procedures, presided by Mr. Daoulatli, assisted by Mrs. Genovese and Hinsch; General Assembly Resolutions, presided by Mr. Deiters, assisted by Mrs. Saaby and Mr. Womersley.

• **New International Committees:** the creation of a Specialized International Committee on the Economy of Conservation was adopted by the Executive Committee (see *News of the International Committees*). In addition, the Belgium National Committee proposed the constitution of a Specialized International Committee on the problem of Structures and Mr. Denhez (Canada) suggested one on Legislation. These two propositions will be examined in detail at the next Executive Committee Session.

• **9th Icomos General Assembly:** Mr. Jaccotet (Switzerland) presented the Symposium's theme which will take place in parallel with the Assembly (3-11 October 1990, Lausanne): "Icomos: A Quarter of a Century - Achievements and Future Prospects". One of the sub-themes will be on the interpretation and application of the Venice Charter (see Mr. Jaccotet's communication in this edition).

• **Next Administrative Meetings:** Bureau III: 28-30 June, Bureau IV: 15-16 November; Advisory Committee: 17-18 November; Executive Committee: 19 November 1988.

NEWS OF THE NATIONAL COMMITTEES

• **Australia:** Mrs. Jane Lennon has been elected chairman of the National Committee and Mr. Jon Womersley as vice-chairman. The Committee's address remains unchanged.

• **Brazil:** The National Committee had actively participated in the promotion of a meeting organized at Paranaguá on the "Historic Centres of the State of Paranaguá". Representatives of several Brazilian States discussed the importance of the conservation of historic centres and quarters and the different approaches

NEWSLETTER

adapted to the characteristics of the towns. The meeting, whose main objective was to create an awareness of the population and local authorities, was very successful; similar meetings are planned for other towns who, like Paranaguá, possess a rich architectural heritage. Any further information is available from Mrs. Fernanda Collagrossi, chairman of the Brazilian Committee.

• **Germany FR:** Dr. Michael Petzet was elected chairman of the National Committee succeeding Mr. Bornheim Shilling. The Committee's address remains unchanged.

• **Norway:** \$1,000 have been contributed by the National Committee to support the work carried out by the Unesco-Icomos Documentation Centre. This much appreciated contribution will allow the Centre to hire a temporary indexer and we wish to reiterate our warmest thanks to the Norwegian Committee for its continuous support to the Centre.

• **Poland:** An international centre for conservation training linked to Iccrom, will open in 1990. The Polish National Committee is advisor to the Ministry of Culture for the choice of programmes, courses and recruitment of teaching staff; technical assistance will be assured by the PKZ Workshops and the School of Architecture at Cracow. Situated at Cracow, the centre will essentially welcome East European students, but it will also be open to students from other parts of the world. For all additional information, please contact the Polish National Committee.

• **United States of America:** The Committee elected a new chairman in the person of Mr. Elliott Carroll, with Mrs. Terry Morton taking the title of president from this date on. The Committee's address remains unchanged.

NEWS OF THE INTERNATIONAL COMMITTEES

• **Archaeology:** ICAHM (International Committee for Archaeological Heritage Management) is holding at Stockholm from 12-16 September 1988, its first international symposium entitled "Archaeology and Society, Large-scale Rescue Operations—Their Possibilities and Problems". A Charter project will also be discussed.

• **Vernacular Architecture:** the Committee, presided by Mr. Sezgin (Turkey), met for its

10th Session at Belgrade last September. The elaboration of a Charter which would be proposed at the 9th Icomos General Assembly was notably on the agenda. The Symposium organized in parallel with the Administrative Meeting was dedicated to the relationship between *in-situ* conservation and open-air museums. The conclusions emphasized the fundamental difference of approach between *in-situ* conservation which is carried out on the building set in its environment and the conservation of buildings in an open-air museum which are cut-off from their socio-cultural and historic environment in an essentially didactic aim. It was recommended that relations between open-air museum specialists and conservation specialists be more direct, and the participants underlined the educational role of these museums which ought to become a complement to the training given in universities and specialized schools. Contact will be made with Icom in order to finalize this recommendation.

• **Economy of Conservation:** the creation of a new International Committee entitled "Icomos International Committee on the Economy of Conservation" was ratified during the Executive Committee's 38th Session. It is presided by Mr. Nathaniel Lichfield (United Kingdom), specialized economist in the conservation of architectural and urban heritage. The existence of this Committee will allow the study of an important theme which, until present, has never been treated on an international scale; in fact, whilst architectural and technical restoration and conservation aspects are the subjects of extended studies since several years, and more recently their urban aspects, relations between the economy and heritage conservation have neither been greatly studied nor practically applied. The Committee, which is patronized by the *Ministero dei Beni Culturali ed Ambientali* in Rome, will hold its first meeting in the United Kingdom. All information on the programme and future Committee activity can be obtained from the following address: Mr. Nathaniel Lichfield, Star House, 104/108 Grafton Road, London NW5 4BD (United Kingdom).

TICCIH

The International Committee for the Conservation of Industrial Heritage, an organiza-

tion with whom Icomos signed a cooperation agreement at the beginning of 1987, publishes, 3 times a year, a *Bulletin* which gives information on industrial heritage, covering events, minutes of meetings, meeting notifications and the presentation of publications. The *Bulletin* is distributed to national TICCIH correspondants who guarantee its reproduction and distribution in their country. For all further information, would you please contact Dr. Barrie Trinder, Ironbridge Gorge Museum, Ironbridge, Telford, Shropshire TF8 7AW (United Kingdom).

COPAM

COPAM met at Naples during the "Biennale del Mare", organized at Naples from 5-12 June of this year. Mrs. Raidl, Director of the Unesco Cultural Heritage Division, was the guest at this event and in particular, of the Symposium entitled "Mediterranean Cultural Heritage as an Essential Development Factor" which was presided by Mr. Di Stefano. The speakers, specialized members of Icomos and most of COPAM treated two main themes: "Towns and the Sea", and "Conservation of Mediterranean Towns: Management and Methods". In the context of the first sub-theme, Mr. Stelzer, Secretary-General, spoke on the Hanseatic towns and this was followed by Messrs. Cardarelli (Italy) Infante (Portugal), Esteban (Spain), Drocourt (France), Asmar and Phares (Lebanon), Gomes Ferrer (Spain), Daoulatli (Tunisia) and Di Stefano (Italy). This day of study at which nearly 80 people attended, was carried off with great success.

PROFESSIONAL SERVICES

WORLD HERITAGE CONVENTION

• **Icomos Bureau II members met at the Organization's Headquarters on the 2 May 1988** to study 35 dossiers for nomination to the World Heritage List. 6 of them concerned properties whose examination was deferred by the World Heritage Committee and the remaining 29 presented new sites. At the end of each presentation made by Mr. Pressouyre, Icomos Coordinator for the Convention, and after general discussion, the Bureau formulated recommendations which were for-



warded to the Bureau of the World Heritage Committee (Paris, 14-17 June, 1988).

• **Bureau of the World Heritage Committee, 14-17 June 1988, Paris:** composed of members from Bulgaria, Canada, France, Mexico, Sri Lanka, Tunisia and the United Republic of Tanzania, the Bureau met at Unesco with Mr. Collinson (Canada) as Chairman and Mrs. Stancheva as Rapporteur. Icomos was represented by Mr. Stelzer, Secretary-General, and Mr. Pressouyre, Coordinator for the Convention. Two new states ratified the Convention: Paraguay and Cape Verde which brings the number of State Parties to the World Heritage Convention to 102.

32 cultural properties were examined as well as 7 natural properties and 2 which were presented as mixed properties by the State Parties; the Bureau noted that only one third of the State Parties had submitted a tentative list of cultural properties.

One of the points on the agenda concerned monitoring on the state of conservation of cultural properties inscribed on the List and the Bureau noted the first, encouraging results of the system which is based on the up-dating of information sent in on a questionnaire.

Another item covered the presentation of the working group report, established by the last Committee and presided by His Excellency, Mr. Ananda Guruge (Sri Lanka). The working group had formulated recommendations relevant to the improvement of the Heritage Committee's work methods and to the entire evaluation procedure for nominations on the basis of the tentative list procedures following an 'overall' approach. Icomos and Iucn were invited to give their comments on these recommendations. They will have to, in particular, reflect on the problems of mixed properties and Icomos, more specifically, on the idea of a global reference list.

The World Heritage Committee will meet at Brasilia, from 5-9 December 1988.

• **Missions:** Financed by the World Heritage Fund, contracts of missions carried out on cultural properties are organized by Icomos.

• **Jamaica:** a mission was conferred upon Mr. Lajous (Mexico) in May, for the study of 3 properties which had been proposed for inclusion to the World Heritage List in 1988: Sevilla, Spanish Town and Port Royal. The expert was

also asked to examine, together with the Jamaican authorities, the tentative list of properties likely to be proposed for inscription.

• **Mali:** Mr. Michon's (Switzerland) mission is to assist the competent authorities with the preparation of the nomination to the World Heritage List of the cultural site of the Bandagara Cliffs architecture in the Dogon Country. It consists, mainly, of defining the exact limits of the site protected under the title of the Convention, to report on its state of conservation and to examine with the authorities the eventual measures to be taken for its protection.

• **Yemen Arab Republic:** Mr. Daoulali (Tunisia) is conferred with the mission to assist the local authorities in the drawing up of their tentative list of properties which could be inscribed on the World Heritage List.

• **Portugal:** Mr. Drocourt (France) must accomplish the second of five missions planned for this year at Angra do Heroismo in order to establish a Bureau responsible for the conservation, restoration and rehabilitation of this town inscribed on the World Heritage List.

■ INFORMATION AND DOCUMENTATION

□ ACTIVITIES OF THE DOCUMENTATION CENTRE

Publication of the annotated selective bibliography: *Reconversion of architectural heritage, application to industrial architecture*, compiled by the Unesco-Icomos Documentation Centre at the end of 1987 and published by Unesco in the series "Studies and Documents on Cultural Heritage" (no. 17). The first part regroups the publications covering the theoretical, legislative and financial aspects of reconversion in general. The reconversion examples cited in the second part only apply to industrial buildings which are cited according to typological criteria. Drafted and published in French, this bibliography contains a selection of 125 annotated references covering 34 countries.

Free copies are available on request to the Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris; Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France) against postage cost reimbursement.

• **Contract with Unesco:** the contract signed between Unesco and Icomos, for the functioning of the Center appreciably revalued, permits the temporary engagement of an operator for the input of the bibliographic data for Icomos and Icom in the "ICOMMOS" data base. The previous contract for this task no longer exists.

• **Indexing:** the \$1,000 subvention granted by the Norwegian Committee to the Documentation Centre, this year, will be used for the indexing of documents written in Eastern and Scandinavian country languages. With this in view, a training course was taken this summer by a Norwegian librarian who, on return to *Riksantikvaren*, will analyse, according to our cataloguing standards, the Norwegian publications and periodicals sent to Paris. A librarian from ASM, Association for the Preservation of the Medina (Tunisia) has also studied the computer system CDS-ISIS for which a mini- and micro-computer version is now available.

Finally, a student documentalist has, for nearly three months, participated in all the Centre's work and in particular, in the indexing and data input.

• **Enlargement of the ICOMMOS data base:** after several months interruption, data input recommenced on the bibliographical data base common to Icom and Icomos which is managed by Unesco. 21,500 bibliographic references are today available on the protection of cultural heritage: museums, monuments and historic sites.

• **Documentation Centre Projects:** the Centre will be engaged during the next months, in the preparation of the International Symposium organized jointly with the Icomos 9th General Assembly to carry out, notably, research on the Venice Charter. An annotated bibliography will also be drafted and published by Unesco. On the other hand, the Centre has sent a circular to editors of architecture and town planning books so that they will regularly send copies in exchange for an advertisement in *Icomos Information* and the integration of references in the two international data bases to which Icomos contributes.

We are counting on your active collaboration for which we thank you very much in advance. Please contact the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)



INDEX ANALYTIQUE DE L'ICOMOS ICOMOS ANALYTICAL INDEX

L'Index Analytique de l'Icomos (IAI) est établi à partir des publications récentes reçues au Centre de documentation Unesco-Icomos. Nous avons sélectionné des références traitant d'aspects techniques de la conservation et de la restauration et les avons présentées ainsi: auteur, titre de l'article ou du chapitre, nom du périodique ou du livre, volume, numéro, année de publication, pages, illustrations, bibliographie, langues de l'article et des résumés. La cote de placement ou le numéro d'enregistrement au Centre sont indiqués entre parenthèses. Les rubriques sont identifiées par le premier mot-clé utilisé pour l'intégration à la base ICOMMOS; les autres mots-clés sont placés à la suite du résumé. Chaque référence est complétée par l'adresse où se procurer les documents et les numéros d'ISSN ou d'ISBN. Veuillez adresser vos appréciations et vos suggestions au Centre de documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

A TOUS LES MEMBRES DE L'ICOMOS: ENVOI DES COMPTES RENDUS TECHNIQUES DE VOS TRAVAUX DE RESTAURATION

Je vous invite à nous envoyer les documents qui illustrent les travaux de restauration que vous avez réalisés ou auxquels vous avez participé: rapports, dessins, plans, photographies, relevés, etc. Ce matériel sera répertorié et classé au Centre de documentation, et sera ensuite annoncé dans notre revue. En outre le Comité de rédaction d'*Icomos Information* publiera avec plaisir le compte rendu des travaux qu'il jugera les plus importants ou les plus représentatifs.

Je saisis cette occasion pour renouveler mon appel auprès de vous tous, qui écrivez des articles, des études ou des livres afin que vous les envoyiez au Centre de documentation. Ils compléteront les collections du Centre et les bibliographies que vous êtes nombreux à nous demander.

Je compte sur vous et vous en remercie vivement à l'avance.

Roberto Di Stefano, Président

1. HISTOIRE DE L'URBANISME

BELLANCA, C., **Zamość: note di storia e di conservazione**, *Storia della Città*, n° 38-39, 1987, pp. 63-92, ill., bibl., ita. (9656 - V.H. 1040). La fondation de Zamość (Pologne) au 16e siècle est un bon exemple de réalisation de ville nouvelle pendant la Renaissance en Europe centrale. Son architecte, Bernardo Morando, d'origine padovane, travaille avec le chancelier Jan Zamoyski qui est l'image de «l'homme universel» de la Renaissance. Ensemble ils créent une ville entre Varsovie et Léopoldi, sur une «latifundia» de Zamoyski. Les travaux débutent en 1583 selon un plan géométrique spécifique aux idées italiennes: Zamość s'inscrit dans des fortifications polygonales. Les premières maisons s'élèvent et suivant les principes de la ville idéale, une correspondance s'établit entre leurs dimensions et celles de la place centrale. Les années 1593 à 1605 voient la construction de la Collégiale Saint-Thomas, des fortifications et de leurs portes, de l'Académie et de la Bibliothèque. Au 19e siècle surtout, la forteresse perd son importance militaire et subit de nombreuses modifications dont certaines altèrent l'allure initiale. Depuis 1962,

sous l'impulsion du Ministère de la culture, l'Entreprise nationale de conservation des biens culturels a entrepris une série de restaurations; elles permettront de retrouver Zamość, symbole de l'unité et de l'harmonie architecturale. * ville historique - ville fortifiée - Pologne * Eleta, Via Goldoni 1, 20129 Milan (Italie). ISSN 0391-3929.

2. CONSERVATION DES MOSAIQUES

CHANTRIAUX-VICARD, E., **Conservation-restauration des sites et du mobilier archéologiques: principes et méthodes**, Etudes et documents sur le patrimoine culturel, 15, Unesco, Paris, 1988, pp. 37-46, ill., fr. (9675).

Après une description des différents types de pavements, tous composés d'au moins une couche de mortier constituée de chaux et parfois de tuileaux sur laquelle sont disposées les tesselles, l'auteur signale les multiples causes de détérioration des mosaïques découvertes lors de fouilles archéologiques. Avant leur mise au jour, l'instabilité du terrain d'implantation, la qualité de facture des mortiers et la nature même des matériaux utilisés conditionnent leur conservation, au même titre que leur histoire. Une fois dégagées, la pluie et le gel risquent de désolidariser le pavement de son support, et les dégradations humaines peuvent jouer un rôle important. Les détériorations d'origine biologique, essentiellement végétales, sont menaçantes à plus long terme. Par ailleurs, la dépose d'une mosaïque nécessite des précautions indispensables contre les intempéries et le nettoyage abusif de la surface. Entièrement dégagée, elle fait alors l'objet d'un relevé de l'implantation des murs et du décor, qui vient compléter une couverture photographique. Soigneusement séchée, la mosaïque est encollée et découpée suivant un plan de dépose préétabli. L'intervention d'une équipe spécialisée est recommandée, à moins que des impératifs de date n'obligent les archéologues à procéder eux-même aux opérations. La qualité de la dépose détermine celle de la restauration et le support doit être choisi différemment selon que la mosaïque sera exposée dans un musée ou réintégrée sur son emplacement d'origine. * vestige archéologique - dégradation - technique de conservation - dépose de mosaïque * Division du patrimoine culturel de l'Unesco,



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

1 rue Miollis, 75015 Paris (France) et/ou Centre de documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

3. ETUDE HISTORIQUE

CINTHIO, E., GUSTAFSSON, E., KARLING, S., UNNERBÄCK, R., **Resmo kyrka, Sveriges Kyrkor**, n° 203, 1988, 161 p., ill., sué., rés. ang. (9663).

La paroisse de Resmo (Suède) est certainement la plus ancienne de la région d'öland. L'histoire de l'édification de l'église commence au 11e siècle, où des murs sont élevés autour d'une église primitive en bois; les détails architecturaux de la première moitié du 12e siècle, peu courants dans la région — pierre de provenance étrangère, porte d'origine anglo-saxonne — font penser que l'église est l'oeuvre d'un architecte étranger. Un clocher est ajouté au milieu du 12e siècle et l'église se fortifie pour faire face à une série d'invasions. C'est à partir de 1585 que le roi de Suède Johan III entreprend des travaux de restauration. Puis pendant la guerre contre les Danois, l'église sert de place militaire; sa restauration est alors rendue possible grâce à l'aide financière du roi Karl XI et de paroisses voisines. Les travaux se sont poursuivis au cours du 18e et du 19e siècles; les restaurations externes entreprises en 1924 permettent de comprendre l'histoire de la construction, et ont été suivies d'autres travaux en 1931-32, 1965 et 1987. * église - architecture médiévale - travail de restauration - Suède - entretien - peinture murale *
Almqvist & Wiksell International, Box 62, 101 20 Stockholm (Suède). ISBN 91-7192-687-9, 91-7192-688-7; ISSN 0284-1894.

4. CARTOGRAPHIE INFORMATISEE

DETTI, E., PIETRO, G. (Di), SICA, P., PACINI, P., GOBBI, G., **Comune di Montevarchi; patrimonio storico: organizzazione delle conoscenze e pianificazione. Un'esperienza di gestione attiva del piano, attraverso l'applicazione dell'informatica alla storia urbana, Salvaguardia del paesaggio**, Regione Toscana, Giunta regionale, Firenze 1986, pp. 89-102, ill., ita. (9667).

Ce chapitre expose la méthode suivie pour créer une banque de données sur l'urbanisme du centre historique de Montevarchi (Italie),

afin de documenter de futurs travaux de réhabilitation. Dans son état actuel, le parcellaire suit le tracé médiéval, alors que l'habitat traditionnel évolue vers des unités d'habitation plus fonctionnelles. Les statistiques de l'occupation du sol montrent une très forte densité de locaux habités et une faible proportion de dégradations dans les artères principales où se concentrent les activités tertiaires. Cette analyse a pu être réalisée grâce à une enquête portant sur l'état de conservation des structures et des matériaux, des façades et des travaux de restauration entrepris, comme sur l'identification des unités d'habitation ou de production. L'importance des données recueillies a débouché sur la mise en place d'un système de gestion informatique facilement accessible. Les informations regroupées concernent les unités architecturales, leur environnement, leur utilisation et les caractéristiques socio-économiques de leurs occupants. * centre ville - urbanisme - Italie - enquête - application de l'informatique - base de données * Regione Toscana, Giunta regionale, U.O.C. Editoria, via Ricasoldi 21, 50123 Florence (Italie). ISBN 88-7040-056-5.

5. FORMATION

GUICHEN, G. (DE), ROCKWELL, C., **Formation dans les domaines de la conservation et de la restauration du patrimoine, Museum**, n° 156, 1988, pp. 235-239, fr. / ang. (K-134).

La disparition du patrimoine culturel s'est beaucoup accélérée ces 30 dernières années, et a entraîné la création et l'agrandissement d'organismes nationaux chargés de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine. Pour assurer cette nouvelle tâche, ces organismes se trouvent aujourd'hui confrontés au problème du recrutement d'un personnel spécialisé. Les statistiques qui concernent la formation des architectes conservateurs sont fondées sur l'étude des programmes de spécialisation d'une durée de 2 ans après l'obtention du diplôme: il existe 16 universités dans le monde qui donnent cet enseignement, et la plupart des grands pays n'en n'ont pas. Les auteurs fournissent une liste de «solutions» qui pourraient permettre aux générations futures de connaître leur patrimoine et de «comprendre leur passé». * formation des architectes - conservation * Division du patrimoine culturel, Unesco, 1 rue

Miollis, 75015 Paris (France). ISSN 0304-3002.

6. TRAVAUX DE RESTAURATION

MALLIET, A., **De Restauratie van de Egyptische Tempel / The Restoration of the Egyptian Temple, Monumenten & Landschappen**, vol. 7, n°2, 1988, pp. 16-23, ill., fla., rés. ang. (K-204).

L'attraction principale du zoo d'Anvers (Belgique), dont l'ensemble est protégé en tant que monument depuis 1983, est le temple égyptien construit en 1856 par Charles Servais pour abriter éléphants, girafes et autres grands animaux. Il a été décoré de peintures murales et de stucs aux motifs d'inspiration égyptienne par Delgeur. Les travaux de restauration qui ont débuté en 1986 se sont achevés pour le temple en avril 1988; les restaurateurs ont dû, avant d'aborder les problèmes de restauration des peintures et des stucs, résoudre les difficultés dues aux très grandes quantités d'eau nécessaires pour le nettoyage du bâtiment, et aux efflorescences de sel. Un produit hydrofuge a été injecté à la base des murs et l'extraction des sels devra être pratiquée pendant une longue période. Cet article qui décrit les différentes interventions pratiquées sur le temple depuis sa construction fait partie d'un numéro spécial où sont présentés en détail les traitements appliqués pour la restauration des peintures murales et des stucs. * peintures murales - stucs - 19e - jardin zoologique - Belgique * Monumenten & Landschappen, Belliardstraat 18, 1040 Bruxelles (Belgique). ISSN 0770-4948.

7. PROTECTION CONTRE LES SEISMES

MASCE, L.L., MASCE, H.L., NICOLETTI-MASCE, J.P., **Seismic Design, California Capitol, West Wing, APT Bulletin**, vol. XX, n°1, 1988, pp. 27-31, ill., bibl., ang. (K-24 - Se. 235).

En 1971, un rapport sur la sécurité sismique du State Capitol à Sacramento (Californie, USA) déclare dangereuse l'aile occidentale du bâtiment. Il propose diverses possibilités de restauration qui tiennent compte des normes antisismiques. Après les études effectuées par le California Department of Transformation, des analyses prospectives très poussées sont entreprises par un cabinet d'architectes. Elles se



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

basent sur une simulation, par spectrographie de masse, du vieillissement de la construction ainsi que sur des modèles mathématiques représentant la structure et les fondations du bâtiment. En effet, la présence de deux coupes et d'une rotonde pose de graves problèmes de répartition des forces de poussée. Une enquête complémentaire concerne les influences néfastes de l'environnement (pollution, vibrations...). Finalement, les architectes proposent de modifier la structure même de l'aile ouest en renforçant ses murs porteurs en brique par la projection de ciment, et en consolidant les planchers par des structures en acier. * conservation des monuments historiques - zone sismique - analyse structurale - consolidation de structure - USA * Association for Preservation Technology, 1100 17th St. NW, Suite 100, Washington D.C., 20036 (USA). ISSN 0044-9466.

8. DEMONTAGE

NOPPEN, L., **La Chapelle du Couvent de la rue Rideau Continuité**, n° 39, 1988, pp. 12-15, ill., fr. (K-53).

Du Couvent Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (Ottawa, Canada), détruit en 1972, seul le décor de la chapelle, classé en avril de la même année, a pu être sauvé. La Commission des sites et des monuments historiques du Canada a décidé de démonter le décor architectural et les boiseries et de les réinstaller dans le nouveau Musée des beaux-arts. Cette action spectaculaire se justifiait par l'architecture remarquable de la chapelle, construite par l'architecte abbé George Bouillon en 1887 qui avait opté pour un espace séparé de colonnes délimitant deux collatéraux. Contraint par le plafond plat du bâtiment dans lequel s'inscrivait la chapelle, de fausses voûtes avaient été créées, composées de pièces de bois moulurées et de sculptures polychromes et dorées. Ces voûtes en éventail qui témoignent du style perpendiculaire anglais rappellent le «mélange de styles» typique du 19e siècle. La Commission et le Musée ont donc choisi d'exposer la chapelle comme une oeuvre d'art. * chapelle - travail de restauration - Canada - voûte - 19e * Editions Continuité inc., C.P. 387, succ. Haute-Ville, Québec, G1R 4R2 (Canada). ISSN 6714-9476.

9. ASPECT SOCIAL

OHANNESSIAN-CHAPIN, A., **L'utilisation actuelle par les bédouins des grottes archéologiques de Pétra, Annual of the Department of Antiquities of Jordan**, XXX, 1986, pp. 385-395, ill., bibl., rés. ara. (K-6).

Ce rapport, issu de trois missions ethnoarchéologiques menées entre 1983 et 1986 sur la population contemporaine des Bdoul (tribu d'origine bédouine) occupant le site de Pétra, étudie spécifiquement l'utilisation des grottes archéologiques. Jusqu'en 1985 les Bdoul ont occupé le site de Pétra, les grottes creusées ou agrandies aux époques nabatéenne et romaine et qui servaient essentiellement de tombe, sont réinvesties et utilisées pour l'habitation en général. Ainsi jusqu'à cette date, Pétra et surtout le site (qui désigne le circuit touristique s'étendant de Sik au musée) a constitué l'habitat des Bdoul, qu'ils ont partagé avec les touristes de plus en plus nombreux. Dans ce travail, les grottes de Pétra sont considérées comme un élément représentatif de la culture matérielle des Bdoul, un élément qui porte le témoignage des transformations subies dans leur mode de vie et leur culture. L'objectif et la ligne directrice de cette étude sont de cerner la relation entre comportement socio-culturel et culture matérielle. * site archéologique - grotte - établissement humain - Jordanie * Directorate General of Antiquities, PO Box 88, Amman (Jordanie).

10. URBANISME

ROULLIER, J. E., **L'Europe des villes, Telex DAU**, n°16, avril 1988, pp. 5-7, fr. (9674). Un séminaire a récemment réuni en France les directions centrales du Ministère de l'Équipement sur le thème de «L'échéance de 1992» et l'auteur y apporte sa réflexion sur l'évolution de la ville en Europe. Après avoir décrit quelques politiques de réaménagement urbain menées dans diverses métropoles européennes, il définit de nouvelles tendances: les grandes villes doivent développer les relations entre tous les secteurs d'activité, ce qui remet en cause les modes de gestion traditionnelle des services d'équipement. Les enjeux sont liés à la nécessité d'intégrer dans un tissu urbain déjà existant les fonctions de direction des industries et des services qui caractérisent

aujourd'hui la ville. La France se situe favorablement dans cette évolution urbaine, le niveau et la qualité des services offerts aux entreprises rendant les villes attrayantes. Ainsi, les problèmes d'équipement sont considérés dans une approche globale. Ces efforts d'adaptation aboutissent à l'évolution des stratégies urbaines où la part de l'enjeu social est importante. L'auteur illustre finalement l'attitude des métropoles face à cette mutation par l'analyse de M. Camagni, touchant les différentes orientations envisageables et leurs conséquences: il semble en effet que la ville redevienne le centre d'activité de la société post-industrielle. * plan d'aménagement urbain - centre ville - entreprise - Europe - politique financière * Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports, Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, 2 avenue du Parc de Passy, 75775 Paris Cedex 16 France). ISSN 0769-0827.

11. PHOTOGRAMMETRIE

SALZANO, G., TINACCI, D. ET G., **Levés photogrammétriques et bases de données localisées des centres historiques de Venise et de Rome, Bulletin S.F.T.P.**, n° 107, 1987, pp. 17-36, ill., fr. (9653 - Ph. 195).

L'évolution de la technique et l'avènement de l'ère informatique ont étendu le champ d'application de la photogrammétrie à des fins plus diverses et plus complexes. Cette évolution se situe à une époque qui impose par ailleurs de profondes transformations aux centres historiques et rend de plus en plus urgent le contrôle systématique des centres anciens, non seulement dans leur planification d'ensemble, mais aussi dans les interventions ponctuelles. Les auteurs prônent la constitution et l'informatisation de bases cartographiques à grande échelle, afin de pouvoir gérer les informations localisées qu'elles contiennent et de les lier aux données socio-économiques, historiques et techniques ainsi qu'aux données relatives à la propriété et à l'utilisation de chaque unité du territoire urbain. C'est sur cette base que les expériences présentées de façon très détaillée dans cet article ont été conduites et développées à Venise et à Rome, l'établissement des «systèmes urbains informatisés» répondant aux exigences propres à chacune des deux administrations com-



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

munales. * ville historique - photogrammétrie aérienne - cartographie informatisée - base de données - Italie *
Société française de photogrammétrie et de télédétection, 2 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé (France). ISSN 0244-6014.

12. TECHNIQUE DE RESTAURATION

SMIRNOV, N.I., **Les problèmes d'ingénierie et architecturaux posés par la restauration de l'Eglise de la Transfiguration de l'île de Kigi**, *Le patrimoine architectural et la restauration*, Moscou, 1986, pp. 45-57, rus.

L'église en bois Preobrazhenskaya, célèbre par ses très nombreuses coupes, a été construite au 17^e siècle et a fait l'objet de travaux de restauration en 1868, 1959 et 1984. La conservation des éléments structurels en bois est problématique à cause de leur déformation; diverses techniques de conservation sont proposées, y compris le démontage et la construction de supports métalliques à l'intérieur de l'église. Les problèmes particuliers que posent cette église seront évoqués au cours du colloque des Comités internationaux de l'Icomos pour le bois et l'architecture vernaculaire organisé à Petrozavodsk (URSS) en septembre 1988. * église - architecture en bois - URSS *

Prof. O. Chvidkovski, 2 Zatchatievsky, Korp. 3, G-34 Moscou (URSS)

13. PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Study, Preservation and Conservation, Masterpieces in Wood, Houses of Worship in Ukraine, Ukrainian Museum, New York 1987, pp. 86-97, ill., ang. (9654 - Bo. 228/A.T. 414)
Cet article passe en revue les ouvrages publiés sur l'architecture religieuse en bois en RSS d'Ukraine et rend compte de la disparition alarmante des églises et des synagogues, due essentiellement à la réforme religieuse de la fin du 19^e siècle et au désintérêt des pouvoirs publics. En dépit du décret du 3 août 1963 et de la mise en place d'un inventaire, le paysage historique de l'Ukraine se détériore; c'est pourquoi la Société ukrainienne pour la sauvegarde des paysages historiques et culturels, créée en 1966 ainsi que de nombreuses publications attirent l'attention sur la situation de ce patrimoine. Par ailleurs,

la demande touristique se faisant plus forte, les autorités augmentent le nombre des monuments inscrits à l'inventaire. Quelques églises ont ainsi été sauvées et sont exposées dans des musées de plein-air, celles de la région de Lemko sont citées à titre d'exemple. * architecture en bois - législation - inventaire - RSS d'Ukraine - URSS - église - synagogue - musée de plein-air *

The Ukrainian Museum, 203 Second Avenue, New York, NY 10003 (Etats-Unis).

14. COURS DE FORMATION

SUZUKI, K., **Training of conservation specialists for cultural property buildings**, *The Training of Specialists in Various Fields Related to Cultural Properties*, Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, Tokyo 1986, pp. 159-171, ang. (9673 - F. 130).

Au Japon, le nombre des architectes et des ouvriers-artisans spécialisés en conservation est respectivement de 145 et 300. Dans un pays où la différence entre les matériaux traditionnels et modernes est considérable, il est devenu de plus en plus difficile de perpétuer les techniques et les matériaux utilisés dans le passé. Ceux-ci sont requis essentiellement pour les travaux de restauration, seul domaine où ils restent indispensables. La formation de spécialistes est donc nécessaire non seulement pour entretenir les biens culturels mais aussi pour transmettre le savoir-faire traditionnel et éviter qu'il ne disparaisse. Après un rappel de l'organisation et du fonctionnement des institutions qui gèrent le patrimoine, l'auteur décrit dans le détail les cours de spécialisation donnés aux architectes et aux artisans: cours patronés par la *Agency for Cultural Affairs* et les *Associations for Restoration* qui dépendent du gouvernement, et un cours patroné par une société privée: la *Cooperative Society for Plaster Industry* à Kyoto. * spécialistes - conservation - architecte - artisan - Japon - technique traditionnelle *

Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, 13-27 Ueno Parki, Taito-ku, Tokyo 110 (Japon).



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

The Icomos Analytical Index (IAI) is based on recent publications received at the Unesco-Icomos Documentation Centre. We have selected those references pertaining to the technical aspects of conservation and restoration and presented them in the following order—author, title of article or chapter, title of the periodical or book, volume, number and year of publication, number of pages, illustrations, bibliography, and the languages in which the articles, and summaries are written. The Centre itself and registration numbers are given in parentheses. The headings correspond to the first key word used for integration into the ICOMOS data base. The other keywords follow the summary and are placed between asterisks. The reference ends with the address where the work may be obtained and the ISSN and ISBN numbers. Please send your comments and suggestions to the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

TO ALL ICOMOS MEMBERS: TECHNICAL REPORTS ON YOUR RESTORATION WORK

I invite you to send us documents illustrating restoration work that you have realized, or in which you have participated. These could be in the form of reports, drawings, tracings, plans, photographs, etc. This material will be catalogued and classified in the Documentation Centre, and then announced among our latest acquisitions in our journal. The *Icomos Information* Editorial Board will also be happy to publish the reports of works considered the most representative.

I take the opportunity to renew my request that those of you who write articles, studies or books, send these to the Documentation Centre. They will complete the Centre's collection and they will be listed in bibliographies which a number of you regularly request. I am counting on your support, and thank you warmly in advance.

Roberto Di Stefano, President

1. HISTORY OF TOWN PLANNING

BELLANCA, C., **Zamość: note di storia e di conservazione**, *Storia della Città*, no. 38-39, 1987, pp. 63-92, ill., bibl., It. (9656 - V.H. 1040).
The foundation of Zamość (Poland) in the 16th Century is a good example of the realization of a new town during the Renaissance in Central Europe. Its architect, Bernardo Morando, originally from Padua, worked with the Chancellor, Jan Zamoyski who is the model of the "universal man" of the Renaissance. Together they created a town situated between Warsaw and Léopoldi, on a Zamoyski "latifundia". Work began in 1583 following a geometric plan, specific to Italian ideas: Zamość found itself in polygonal fortifications. The first houses were built and following the principles of an ideal town, a correlation established itself between their dimensions and those of the central square. The years 1593 to 1605 saw the construction of the College of Saint Thomas, the fortifications and their gates, the Academy and the Library. In the 19th Century especially, the fortress lost its military importance and underwent numerous modifications, some of which altered its original aspect. Since 1962, with the impetus

of the Ministry of Culture, the National Enterprise for Conservation of Cultural Heritage undertook a series of restoration works: they will permit the rediscovery of Zamość, symbol of architectural unity and harmony. * historic towns - fortified towns - Poland * Eleta, Via Goldoni 1, 20129 Milan (Italy). ISSN 0391-3929

2. CONSERVATION OF MOSAICS

CHANTRIAUX-VICARD, E., **Conservation-restauration des mosaïques de pavement**, *Conservation des sites et du mobilier archéologiques: principes et méthodes*, Etudes et documents sur le patrimoine culturel, 15, Unesco, Paris, 1988, pp. 37-46, ill., Fr. (9675).

Following a description of the different types of pavement, all composed of at least one lime-based mortar layer and occasionally with potsherds on which the tesserae are laid out, the author brings to one's attention the various causes of deterioration of mosaics discovered during the archaeological excavations. Before their exposure, the earth's instability in which they are implanted, the quality of the mortar mixes and even the nature of the materials used condition the mosaics' conservation, just as their history. Once the mosaics are excavated, the pavements risk being separated from their support by rain and frost and human degradation can also play an important role. In the long term, deterioration of a biological origin, especially vegetable, raises a threat. On the other hand, the removal of a mosaic necessitates some indispensable precautions to be taken against bad weather and imprudent cleaning of its surface. When totally excavated, the mosaic becomes the subject of an implantation survey of the walls and decor which then completes a photographic coverage. Carefully dried out, the mosaic is unstuck and sectioned according to a pre-established plan. It is highly recommended that this operation be carried out by a team of specialists, unless the archaeologists have time limits and carry out the work themselves. The quality of the removal determines that of the restoration and a different support ought to be chosen from the original one, according to whether the mosaic is to be exposed in a museum or relaid on its original site. * archaeological remains - deterioration - conservation techniques - removal of mosaics *



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France) and/or Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

3. HISTORICAL SURVEYS

CINTHIO, E., GUSTAFSSON, E., KARLING, S., UNNERBACK, R., **Resmo kyrka, Sveriges Kyrkor**, no. 203, 1988, 161 p., ill., Swe., sum. Eng. (9663).

The Resmo Parish Church (Sweden) is certainly the oldest in the Oland region. The history of this church's edification begins in the 11th Century, where walls were built around a primitive wooden church; architectural details from the first half of the 12th Century, little known in the region—stone of foreign origin; door of Anglo-Saxon origin—makes one think that the church is the work of a foreign architect. A bell tower was added in the middle of the 12th Century and the church fortified itself against a series of invasions. It is from 1585 onwards that the King of Sweden, Johan III, undertook restoration works. Then, during the war against the Danish, the church served as a military post; its restoration was then made possible due to the financial aid given by King Karl IV and the neighbouring parishes. The works continued during the 18th and 19th Centuries. Restoration work to the exterior undertaken in 1924 allowed the history of its construction to be understood and was followed by other works in 1931-32, 1965 and 1987. * churches - medieval architecture - restoration works - Sweden - maintenance - wall paintings * Almqvist & Wiksell International, Box 62, 101 20 Stockholm (Sweden). ISBN 91-7192-687-9, 91-7192-688-7; ISSN 0284-1894.

4. COMPUTERIZED CARTOGRAPHY

DETTI, E., PIETRO, G. (Di), SICA, P., PACINI, P., GOBBI, G., **Comune di Montevarchi; patrimonio storico: organizzazione delle oscillanze e pianificazione. Un'esperienza di gestione attiva del piano, attraverso l'applicazione dell'informatica alla storia urbana, Salvaguardia del paesaggio**, Regione Toscana, Giunta regionale, Firenze 1986, pp. 89-102, ill., It. (9667).

This chapter deals with the method used for the creation of a data bank for the Montevarchi

chi historic centre's town planning (Italy), with the aim of providing documentation for future, rehabilitation works. In its actual state, the parcelled land follows the Mediaeval plan, whereas traditional dwelling has developed towards dwelling units of a more functional nature. Density statistics show a very high occupancy rate of the buildings inhabited and low proportion of degradation in the main streets where there is a concentrated tertiary activity. This analysis was made possible due to a survey carried out on the conservation state of the structures and materials, the facades and the restoration works undertaken, as for the identification of the dwelling and production units. The importance of these acquired data led to the installation of a computerized, management system which is easy to use. The regrouped data concern the architectural units, their environment, their use and the socioeconomic characteristics of their inhabitants. * town centres - town planning - Italy - surveys - computer applications - data bases * Regione Toscana, Giunta regionale, U.O.C. Editoria, via Ricasoldi 21, 50123 Florence (Italy). ISBN 88-7040-056-5.

5. TRAINING

GUICHEN, G. (DE), ROCKWELL, C., **Formation dans les domaines de la conservation et de la restauration du patrimoine**, *Museum*, no. 156, 1988, pp. 235-239, Fr. / Eng. (K-134). The disappearance of cultural heritage has greatly increased during these last 30 years and has entailed the creation and expansion of national bodies responsible for heritage conservation, restoration and its true evaluation. In order to accomplish this new task, these bodies find themselves confronted today with a recruitment problem of specialized personnel. Training statistics for architects specialized in conservation were based on the examination of 2-year specialization courses taking place after the diploma. There are 16 universities throughout the world who supply this teaching and most of the major countries do not offer it. The authors give a list of "solutions" which would enable future generations to know their heritage and to "understand their past". * training of architects - conservation * Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France). ISSN 0304-3002.

6. RESTORATION WORKS

MALLIET, A., **De Restauratie van de Egyptische Tempel / The Restoration of the Egyptian Temple**, *Monumenten & Landschappen*, vol. 7, no. 2, 1988, pp. 16-23, ill., Flem., sum. Eng. (K-204).

The main attraction of the Antwerp Zoo (Belgium) which is entirely protected as a monument since 1983, is the Egyptian Temple built in 1856 by Charles Servais as a shelter for elephants, giraffes and other large animals. The Temple was decorated with wall paintings and stuccoes with Egyptian-inspired motifs by Delgeur. The restoration works, begun in 1986, were completed on the Temple in 1988. Before tackling the problems of the paintings and stucco works restoration, the restorers had to solve the problems ensuing from the use of large quantities of water necessary for cleaning the building and from salt efflorescence. A water repellent was injected into the base of the walls and the salt extraction will take a long time. This article describes the different operations carried on the Temple since its construction and is part of a special edition which details the treatments used for the restoration of the wall paintings and stucco works. * wall paintings-stucco works - 19th - zoological gardens - Belgium * *Monumenten & Landschappen*, Belliardstraat 18, 1040 Brussels (Belgium). ISSN 0770-4948.

7. EARTHQUAKE PROTECTION

MASCE, L.L., MASCE, H.L., NICOLETTI-MASCE, J.P., **Seismic Design, California Capitol, West Wing**, *APT Bulletin*, vol. XX, n°1, 1988, pp. 227-231, ill., bibl., Eng. (K-24 - Se. 235).

In 1979, a report on the seismic safety of the State Capitol in Sacramento (California, USA) declared the building's west wing an earthquake hazard. The report proposes various restoration possibilities in accordance with earthquake standards. After the study carried out by the California Department of Transformation, a highly technical prospective analysis was undertaken by an architect's office. The analysis includes mass and accelerated response structure spectrography as well as mathematical models representing the



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

building structure and foundations. The presence of two domes and a rotunda causes serious problems relating to the distribution of lateral forces. A second study concerns the destructive elements in the environment (pollution, vibrations...). Finally, the architects propose that the actual west wing structure be modified by strengthening the supporting brick walls with cement, and by reinforcing the floors with a steel structure. * conservation of historic monuments - seismic areas - structural surveys - reinforcement * Association for Preservation Technology, 1100 17th St. NW, Suite 100, Washington D.C., 20036 (USA). ISSN 0044-9466.

8. DISMANTLING

NOPPEN, L., **La Chapelle du Couvent de la rue Rideau**, *Continuité*, no. 39, 1988, pp. 12-15, ill., Fr. (K-53).

All that could be saved of the Notre-Dame-du-Sacré-Coeur Convent (Ottawa, Canada), demolished in 1972, was the Chapel decor, classified in April of the same year. The Canadian Commission for Historic Sites and Monuments decided to dismantle the architectural decor together with the woodwork and to re-install them in the new Fine Arts Museum. This spectacular act justified itself by the Chapel's remarkable architecture built, in 1887, by the architect Abbot George Bouillon, who had opted for a space divided by columns delimiting two aisles. Hindered by the low ceiling of the building where the Chapel was located, false vaults were created composed of pieces of moulded wood and polychromed and gilded carvings. These vaults in a fan-shape are testimony to the English, perpendicular style recalling the "blend of styles" typical of the 19th Century. The Commission and the Museum thus chose to exhibit the Chapel as a work of art. * chapels - restoration works - Canada - vaults - 19th * Editions Continuité Inc., C.P. 387, succ. Haute-Ville, Quebec GIR 4R2 (Canada). ISSN 6714-9476.

9. SOCIAL ASPECTS

OHANNESSIAN-CHAPIN, A., **L'utilisation actuelle par les bédouins des grottes archéologiques de Pétra**, *Annual of the Department of Antiquities of Jordan*, XXX, 1986, pp. 385-395, ill., bibl., sum. Ar. (K-6).

This report, result of three ethno-archaeological missions carried out between 1983 and 1986, on the contemporary population of the Bdoul (tribe of Bedouin origin) occupying the site of Petra, specifically studies the use of the archaeological grottoes. Until 1985, the Bdoul occupied the site of Petra; the dug-out or enlarged grottoes from the Nabataean and Roman eras, and which served essentially as tombs, are re-invested and used for living in on the whole. And so, up to today, Petra and especially the site (which consists of the tourist area extending from the Silk to the museum) have become the Bdouls' dwelling place which they share with the evergrowing number of tourists. In this publication, the Petra grottoes are considered as a representative element of the Bdouls' material culture, an element which witnesses the transformations affecting their way of living and their culture. The objective and guideline of this survey are to define the relation between their socio-cultural behaviour and material culture. * archaeological sites - grottoes - human settlements - Jordan * Directorate General of Antiquities, P.O. Box 88, Amman (Jordan).

10. TOWN PLANNING

ROULLIER, J. E., **L'Europe des villes**, *Telex DAU*, no. 16, April 1988, pp. 5-7, Fr. (9674). This seminar recently gathered the Ministère de l'Équipement on the theme "1992 Deadline" to which the author added his reflections on the evolution of European towns. After having described several town redevelopment-policies led in various European metropolises, he defines the new tendencies: the large towns must develop their relations between all the sectors of activity, which questions the methods of traditional management of supply services. The gamble is linked to the necessity to integrate in an existing, urban fabric, management functions of industry and services which characterize towns today. France is favorably situated in this type of town development as the standard and quality of the services offered to the enterprises make the towns attractive. Also, the supply problems are considered with an overall approach. These efforts to adapt conclude in the development of urban strategy where the part of the social gamble is important. Finally, the

author illustrates the attitude of the metropolises faced with this transfer with the analysis of Mr. Camagni, touching on the different orientations envisaged and the resulting consequences. It seems, in effect, that the town becomes the centre of activity of post-industrial society again. * town planning schemes - town centres - enterprises - Europe - financial policy * Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports, Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, 2 avenue du Parc de Passy, 75775 Paris Cédex 16, (France). ISSN 0769-0827.

11. PHOTOGRAMMETRY

SALZANO, G., TINACCI, D. AND G., **Levés photogrammétriques et bases de données localisées des centres historiques de Venise et de Rome**, *Bulletin S.F.T.P.*, no. 107, 1987, pp. 17-36, ill., Fr. (9653 - Ph. 195).

The evolution of techniques and the advent of the computer era have widened the field of photogrammetry application to more divers and complex ends. This evolution comes at a time when it imposes elsewhere, major transformations to historic centres and makes the systematic control of these old centres more and more urgent, not only of their overall planning, but also in their punctual operations. The authors preach the constitution and computerization of cartography based on a large-scale, so that local data can be handled, and to link them to the socio-economic, historic and technical data as well as to the data relevant to the ownership and the use of each unit of town land. It is on this basis that the experiments, presented in a very detailed way in this article, were conducted and developed at Venice and Rome, the installation of "computerized town planning systems" answering each of the two municipalities own requirements. * historic towns - aerial photogrammetry - computerized cartography - data bases - Italy * Société française de photogrammétrie et de télédétection, 2 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé, (France). ISSN 0244-6014.

12. RESTORATION TECHNIQUES

SMIRNOV, N. I., **Les problèmes d'ingénierie et architecturaux posés par la restauration de**



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

l'Église de la Transfiguration de l'île de Kigi, *Le patrimoine architectural et la restauration*, Moscou, 1986, pp. 45-57, Rus.

The wooden church of Preobrazhenskaya, famous for its large number of domes, was built in the 17th Century and was the subject of restoration works in 1868, 1959 and 1984. The conservation of the wooden, structural elements is problematic because of their deformation. Various conservation techniques were proposed, including the dismantling and construction of metal supports inside the church. The particular problems raised by this church are one of the topics of the Symposium organized by the Icomos International Committees for Wood and Vernacular Architecture at Petrozavodsk (USSR) in September 1988. * churches - wooden architecture - USSR * Prof. O. Chvidkovski, 2 Zatchatievsky, Korp. 3, G-34 Moscow (USSR)

13. PROTECTION OF HISTORIC MONUMENTS

Study, Preservation and Conservation, Masterpieces in Wood, Houses of Worship in Ukrainian SSR, Ukrainian Museum, New York 1987, pp. 86-87, ill., Eng. (9654 - Bo. 228/A.T. 414). This article reviews the works published on religious, wooden architecture in the Ukrainian SSR and gives an account of the alarming disappearance of churches and synagogues due, essentially, to the religious reforms which took place at the end of the 19th Century and of the disinterest shown by the public authorities. In spite of the decree of the 3rd August 1963 and the establishment of an inventory, the Ukrainian historic landscape is deteriorating. It is why the Ukrainian Society for the Preservation of Landmarks of History and Culture was created in 1966, as well as numerous publications, so attracting attention to its heritage situation. On the other hand, with a greater demand in tourism, the authorities increase the number of monuments inscribed on the inventory. Some churches have thus been saved and are exhibited in open-air museums; those of the Lemko region are given as an example. * wooden architecture - legislation - inventories - Ukrainian SSR - USSR - churches - synagogues - open-air museums * The Ukrainian Museum, 203 Second Avenue, New York, NY 10003 (USA).

14. TRAINING COURSES

SUZUKI, K., **Training of conservation specialists for cultural property buildings**, *The Training of Specialists in Various Fields Related to Cultural Properties*, Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, Tokyo 1986, pp. 159-171, Eng. (9673 - F. 130).

In Japan, the number of architects and craftsmen specialized in conservation are respectively 145 and 300. In a country where there is a considerable difference between traditional materials and modern ones, it has become increasingly difficult to ensure the continuation of techniques and materials used in the past. These are essentially required for restoration works, the only area for which they are indispensable. The training of specialists is therefore necessary, not only for the maintenance of cultural heritage, but also for the transfer of traditional expertise and so avoid its disappearance. Having recalled the organization and the functioning of the institutions managing heritage, the author describes in detail the specialized courses given to architects and craftsmen: courses under the aegis of the Agency for Cultural Affairs and the Associations for Restoration which depend on the government and a course sponsored by a private society, the Cooperative Society for Plaster Industry at Kyoto. * specialists - conservation - architects - craftsmen - Japan - traditional techniques * Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, 13-27 Ueno Park, Taito-ku, Tokyo 110 (Japan).



Application des techniques de la photogrammétrie aux centres urbains anciens, Conseil de l'Europe, Strasbourg 1988, Patrimoine architectural, Rapports et études n° 10, 64 pp., 48 pl., fr./ang. (9671 - Ph. 196) ISBN 92-871-1543-5

La synthèse de ce colloque organisé en 1986 sous les auspices du Conseil de l'Europe par le Comité international de l'Icomos pour la photogrammétrie, porte comme sous-titre «relevés, analyse, aménagement, protection». Les architectes, les urbanistes, les gestionnaires et les aménageurs y expriment, tels qu'ils sont apparus pendant le colloque, les besoins en données localisées et en représentation. Les techniques, les méthodes et les champs d'application de la photogrammétrie au service des centres urbains anciens sont ensuite exposés: photographies aériennes, verticales et obliques, plans urbains photogrammétriques, volumétrie du centre et du paysage urbain. Les opérations photogrammétriques illustrées dans les 48 planches qui terminent la publication sont regroupées par pays.

Information: Conseil de l'Europe, Division des publications et des documents, BP 431 R6, 67006 Strasbourg cedex 06 (France) Diffusion gratuite.

Conservation in Chester, par Donald Insall et Cyril M. Morris, Chester City Council, 1988, 156 pp., ill., ang. (9658 - VH. 1042) ISBN 0 900280 03 4

C'est en 1968 que la municipalité de Chester a lancé un ambitieux programme de conservation de la ville. Vingt ans après, ce rapport témoigne de la réussite du programme — bonne coopération entre les administrations centrale et locale, restauration de plus de 600 bâtiments, support et confiance du public, retour des habitants dans la zone résidentielle — un ensemble de succès pour lesquels la municipalité a été récompensée à plusieurs reprises. Il faut toutefois signaler dans ce bilan très positif des problèmes tels que l'exclusivité des efforts dirigés sur le centre historique, la perte de quelques bâtiments protégés et aussi l'impuissance à enrayer la disparition du savoir-faire artisanal. Ce livre-bilan qui témoigne du dynamisme de Chester présente également les nombreux projets avec lesquels la municipalité se prépare au futur et entend consolider son rôle très actif.

Information: Department of Technical Services, Town Hall, Chester CH1 2HN (Royaume-Uni) Prix: UK £ 26 / FF 70 / US \$12.50

Cultures anciennes dans les mondes nouveaux, US/Icomos, Washington 1987, 2 vol., 1078 pp., ill., fr., ang., esp., rus., rés. fr., ang., esp., rus.

Les 142 communications sélectionnées pour le colloque scientifique organisé parallèlement à la 8e Assemblée générale de l'Icomos sur le thème «Cultures anciennes dans les mondes nouveaux» sont publiées dans ces deux volumes. Elles illustrent la variété des problèmes abordés et des pays et régions géographiques représentés. Dans les thèmes 1 et 2 rassemblés dans le 1er volume, les auteurs exposent différentes conceptions de la conservation — réflexions sur la théorie et présentation d'études de cas — et présentent diverses techniques: photographie aérienne, mesure des polluants, essais non destructeurs, inventaire, ainsi que de la pédagogie et de la formation à la conservation. Les thèmes 3 et 4 regroupés dans le 2e volume abordent la relation du patrimoine à son environnement — de l'architecture rurale en particulier — et la gestion des monuments — tourisme, financement, législation —. La lecture de l'ensemble des communications permet d'avoir une large vision des problèmes qui doivent encore être résolus mais aussi des perspectives et des possibilités offertes grâce, en particulier, à des technologies plus performantes, à une sensibilisation plus importante du public et à la formation de spécialistes.

Information: US/Icomos, Decatur House, 1600 H Street, N.W. Washington, D.C., 20006 (Etats-Unis) Prix: membres: US \$23.50 / FF 135, non-membres: US \$28.00 / FF 160

Temples and Tombs of Ancient Nubia: the International Rescue Campaign at Abu Simbel, Philae and Other Sites, ed. Torgny Säve-Söderbergh, Unesco, Thames and Hudson, Paris, Londres 1987, 256 pp., ill., bibl., ang. (9595) ISBN 92-3-102383-7 (Unesco), 0 500 01392 6 (Thames and Hudson)

Dans les années 60, la construction du barrage d'Assouan, qui s'avérait être une nécessité pour les populations d'Égypte et du Sou-

dan créait dans le même temps une menace pour le patrimoine monumental de l'ancienne Nubie qui se trouvait englouti. Reconnaisant sa responsabilité pour assurer la pérennité du patrimoine unique que représentent les temples d'Abou Simbel, ceux dédiés à Isis sur l'île de Philae, et de nombreux autres, l'Unesco a décidé de répondre à l'appel à l'aide et de lancer une campagne internationale de sauvetage à laquelle ont généreusement contribué plusieurs nations. Pendant 20 années, les temples et les tombes ont été démontés et remontés dans des lieux sûrs. L'échelle du projet et l'immense défi technologique ont été sans précédent dans l'histoire de l'Unesco et l'entreprise menée par une équipe internationale de spécialistes s'est achevée triomphalement en mars 1980. Le Professeur d'égyptologie Säve-Söderbergh qui a conduit la mission scandinave en Nubie soudanaise a rédigé ce rapport qui fait revivre l'enthousiasme de tous les participants et donne de précieux conseils pour des campagnes de nature similaire.

Information: Presses de l'Unesco, 7 Place Fontenoy, 75700 Paris (France) Prix: FF 240 / US \$42.00

Armenian Architecture, vol. 5, par A. Haganazarian, H. Hofrichter, K.H. Maksoudian, Rensselaer Polytechnic Institute, Troy 1987, 6000 photographes en microfiches, ang. De la passion pour la conservation des monuments historiques de la République socialiste soviétique d'Arménie, le volume 5 s'est déplacé vers l'Ouest: en actuelle Turquie dans la région du lac Van et en Cilicie, sur les côtes de la Méditerranée où l'histoire politique et religieuse d'Arménie se trouve mêlée à celles des Croisés et des Byzantins. Les photographes rassemblées dans ce volume ont été prises à partir de 1972 et montrent les ruines de plus de 200 monastères et forteresses. Cette collection d'archives de photographes micro-fichées, précieuse pour l'étude des arts architecturaux chrétiens du bas et du haut moyen-âge de Transcaucasie et du Moyen-Orient, sera complétée par la publication des volumes 6 et 7 en 1988 et 1989/90, par la Inter Documentation Company.

Information: V.L.Parsegian, RPI, Troy, New York 12180 (Etats-Unis) et IDC, P.O. Box 11205, 2301 EE Leiden (Pays-Bas) Prix: FS 1000 / FF 4000 / US \$727.

BOOKS RECEIVED

Application of the Techniques of Photogrammetry to Old Urban Centres, Council of Europe, Strasbourg 1988, Architectural Heritage, Reports and Studies, no. 10, 64 pp., 48 ill., Fr./Eng. (9671 - Ph. 196) ISBN 92-871-1544-3

The synthesis of this symposium, organized in 1986 under the auspices of the Council of Europe by the Icomos International Committee for Architectural Photogrammetry, takes as its sub-title "Survey, Analysis, Development, Protection". Architects, town planners, managers and developers express therein, exactly as they were presented during the symposium, their requirements in spatially-referenced data and in representation. It then explains the techniques, methods and fields of application of photogrammetry used on old urban centres: aerial photography—vertical and oblique—photogrammetric urban plans, volumetric analysis of centres and urban landscapes. The photogrammetric operations illustrated in the 48 plates found at the end of this publication are grouped by country. *Information:* Council of Europe, Division of Publications and Documents, BP 431 R6, 67006 Strasbourg cedex 06 (France) Free copy.

Conservation in Chester, by Donald Inshall and Cyril M. Morris, Chester City Council, Chester 1988, 156 pp., ill., Eng. (9658 - V.H. 1042)

ISBN 0 900280 03 4

It was in 1968 that the Chester City Council launched an ambitious, conservation programme for the town. Twenty years later, this report records the success of the programme—good cooperation between the central and local authorities, more than 600 buildings restored, public support and confidence, return of the inhabitants to the residential area—an overall success for which the Council has been recompensed on several occasions. It must be pointed out, however, that within this very positive assessment, there are problems such as the exclusivity of the efforts directed to the historic town centre, the loss of several protected buildings and also the inability to check the disappearance of craftsmanship. This "book-balance sheet" witnesses Chester's dynamic approach and also presents the numerous projects which the Coun-

cil is preparing itself for in the future, meaning to consolidate its very active role in them. *Information:* Department of Technical Services, Town Hall, Chester CH1 2HN (United Kingdom). Price: UK £ 26 / FF 70 / US \$12.50

Old Cultures in New Worlds, US/Icomos, Washington 1987, 2 vol., 1078 pp., ill., Fr., Eng., Sp., Rus., sum. Fr., Eng., Sp., Rus. The 142 papers selected for this scientific symposium, organized in parallel with the 8th Icomos General Assembly whose theme was "Old Cultures in New Worlds", are published in these two volumes. They illustrate the variety of problems approached and of the countries and the geographical regions represented. In themes 1 and 2 collected together in the first volume, the authors expose the different conceptions of conservation—reflections on the theory and presentation of case studies—and explain diverse techniques: aerial photography, pollutants measurement, non-destructive tests, inventories, as well as pedagogy and training in conservation. Themes 3 and 4 grouped together in the second volume, treat the relationship of heritage to its environment—in particular, rural architecture—and the management of monuments—tourism, financing, legislation—. Reading of these collected papers allows one to have a wide view of the problems which have yet to be solved and also of the perspectives and possibilities offered due, in particular, to a more efficient technology, a greater public awareness and the training of experts.

Information: US/Icomos, Decatur House, 1600 H Street, N.W. Washington, D.C., 20006 (USA)

Price: Members: US \$23.50 / FF 135, Non-members: US \$28.00 / FF 160

Temples and Tombs of Ancient Nubia: the International Rescue Campaign at Abu Simbel, Philae and Other Sites, Ed. Torgny Säve-Söderbergh, Unesco, Thames and Hudson, Paris, London 1987, 256 pp., ill., bibl., Eng. (9595)

ISBN 92-3-102383-7 (Unesco), 0 500 01392 6 (Thames and Hudson).

In the 60's, the construction of the Aswan Dam, which proved to be a necessity for the

Egyptian and Sudanese population, at the same time created a threat to the monumental heritage of ancient Nubia which would find itself submerged. Recognizing its responsibility for assuring the perenniality of this unique heritage represented by the Abu Simbel Temples, those dedicated to Isis on the island of Philae and numerous others, Unesco decided to respond to the appeal for help and launched an international, rescue campaign to which several countries generously contributed. Over a period of 20 years, the temples and tombs were dismantled and re-erected on safe sites. The scale of the project and the immense technological challenge were unprecedented in Unesco's history and the undertaking, lead by an international team of experts, came to a triumphant end in March 1980. Mr. Säve-Söderbergh, Professor in Egyptology, who led the Scandinavian mission in Sudanese Nubia, drafted this report which revives the enthusiasm of all the participants and gives valuable guidelines for campaigns of a similar nature.

Information: Unesco Press, 7 place Fontenoy, 75700 Paris (France)

Price: FF 240 / US \$42.00

Armenian Architecture, vol. 5, by A. Haghanazarian, H. Hofrichter, K.H. Maksoudian, Rensselaer Polytechnic Institute, Troy 1987, 6000 photographs on microfiche, Eng. From the passion for the conservation of historic monuments in the Armenian SSR, Volume 5 moved Westwards to what is now Turkey, into the Lake Van region and to Cilicia, to the Mediterranean Coast where Armenian political and religious history finds itself mixed with that of the Crusaders and the Byzantines. The photographs presented in this volume were taken from 1972 onwards and show the ruins of more than 200 monasteries and fortresses. This collection of archival, microfiched photographs, valuable for the study of Christian architectural arts of the Mediaeval periods of Transcaucasia and the Middle-East, will be completed with the publication of volumes 6 and 7 in 1988 and 1989/90 by the Inter Documentation Company. *Information:* V.L. Parsegian, RPI, Troy, New York 12180 (USA) and IDC, P.O. Box 11205, 2301 EE Leiden (Netherlands). Price: FS 1000 / FF 4000 / US \$727.

COMMUNIQUES

EXPOSITION A BRUGES (BELGIQUE)

Il y a 111 ans, la ville de Bruges fut la première en Belgique à octroyer des subventions pour la restauration de façades de maisons. A l'occasion de cet anniversaire, la ville de Bruges (Service des monuments historiques et de la rénovation urbaine) prépare une exposition et une publication sous le titre *Pierres qui revivent. 111 ans de restaurations artistiques à Bruges*.

En 1877, le propriétaire de la demeure Jan Van Eyckplein 8 est le premier à solliciter une subvention de restauration. Après quelques discussions, le Collège des bourgmestres et échevins consent et la façade est restaurée de «façon artistique» sous la supervision de l'architecte de la ville, Louis Delacenserie. Depuis lors, plus de 500 propriétaires ont suivi cet exemple.

De façon captivante les auteurs nous présentent les protagonistes de ces remarquables mouvements de restauration, tout en précisant le rôle qu'ils ont joué. Les polémiques et les plaidoyers donnent une illustration vive des opinions répandues, qui ont survécu jusqu'à nos jours. Les auteurs ne se contentent d'ailleurs pas d'un compte rendu superficiel des faits, mais scrutent les dessous sociaux économiques de l'esprit de l'époque. On révèle également la grande part prise par l'essor du tourisme dans le cours des événements. En outre le lecteur peut suivre pas à pas l'évolution de la philosophie de la restauration, grâce aux descriptions élaborées des restaurations de façades et aux biographies des architectes.

Le récit de toute cette problématique de la restauration fait revivre une tranche récente de l'histoire brugeoise.

Le Service des monuments historiques et de la rénovation urbaine de la ville de Bruges compte parmi ses collaborateurs des architectes, des historiens et des historiens d'art. Les auteurs de la publication *Pierres qui revivent. 111 ans de restaurations artistiques à Bruges* sont Brigitte Beernaert, Frederika Ducheyne, Jean-Pierre Esther, Sybilla Goegebuer, Patrick Ronse et Marleen Struye. La rédaction des textes a été supervisée par Luc Constandt, architecte, directeur du Service.

Le livre (208 pp., 30 photos couleur, 270 photos noir et blanc) richement illustré et documenté paraîtra le 1er octobre 1988 aux

Editions M. Van de Wiele, au prix de FB 1.495. Il est édité à 2000 exemplaires.

L'exposition débutera le 1er octobre 1988 dans l'ancien Hôpital Saint-Jean, et sera ouverte tous les jours de 10h à 18h, jusqu'au 20 novembre 1988.

Dans le cadre de la Foire internationale aux antiquités (10-20 novembre) dans les Halles, le Service des monuments historiques présentera l'exposition et l'ouvrage au public. Pendant cette période, l'exposition à l'Hôpital Saint-Jean sera ouverte de 14 à 20 h.

Prix d'entrée: FB 50 / FB 20 (groupes, brugeois)

Il sera également possible de participer à des visites guidées de l'exposition et de la ville organisées à cette occasion.

Renseignements: Service des monuments historiques et de la rénovation urbaine, Oostmeers 17, 8000 Brugge (Belgique) tel. 50/33 99 66 (poste 223)

COMMUNIQUES

EXHIBITION AT BRUGES (BELGIUM)

111 years ago Bruges was the first city in Belgium to give grants for the restoration of the façades of houses. In commemoration of this event, the City of Bruges (Department of Historical Monuments and Urban Renewal) is preparing an exhibition and a publication entitled *Reviving Bricks. 111 Years of Artistic Restoration in Bruges*.

In 1877 the owner of the residence Jan Van Eyckplein 8 was the first to apply for a restoration grant. After some discussion the Burgomaster and Aldermen agreed, and the front façade was restored artistically, under the supervision of the city-architect, Louis Delacenserie. Over 500 owners have since followed this example.

In a fascinating description the authors shed new light on the protagonists of this remarkable restoration movement. The controversies and arguments give a perfect illustration of the prevailing opinions up to the time of writing. The authors have not confined themselves to a mere rendering of the facts, but penetrate into the social-economic background of the spirit of the age. The important part played by the rise of tourism is also revealed. Moreover the reader can follow step by step the evolution in restoration philosophy through elaborate descriptions of facade restorations and fascinating biographies of the architects.

Through this whole restoration issue a recent chunk of Bruges history is revived.

The Department of Historical Monuments and Urban Renewal of the City of Bruges ranks among its staff architects, art-historians and historians. The authors of the publication *Reviving Bricks. 111 Years of Artistic Restoration in Bruges* are Brigitte Beernaert, Frederika Ducheyne, Jean-Pierre Esther, Sibylla Goegebuert, Patrick Ronse and Marleen Struye. The texts have been compiled under the supervision of Mr. Luc Constandt, Eng. Arch., Chief Officer of the Department.

The book (208 pp., 30 colour photos, 270 black and white photos) will come out on October the 1st, 1988. It is published by M. Van de Wiele, and will be sold BF 1,495. 2,000 copies will be issued.

The exhibition opens on October the 1st in the former Saint John's Hospital and is ac-

cessible to the public until November the 20th, 1988, each day from 10.00 a.m. till 6.00 p.m.

Fitting in with the International Antique Fair (10-20 November 1988) the Department of Historical Monuments will also be present in the halls of the Belfry in order to give publicity to the exhibition and the publication. During this period the exhibition in Saint John's Hospital will be open between 2.00 p.m. and 8.00 p.m.

Admission fee: FB 50 / FB 20 for groups and Brugeans.

There will be an opportunity for guided visits of the exhibition and also for guided visits of the city organized on the occasion of the exhibition.

Information: Department of Historical Monuments and Urban Renewal, Oostmeers 17, 8000 Brugge (Belgium) tel. 50/33 99 66 (extension 223).

CALENDRIER CALENDAR

Septembre 5-8, Bochum (RFA): *Les bâtiments miniers comme patrimoine culturel.* Information: Dr. Rainer Slotta, Deutsches Bergbau-Museum, Am Bergbaumuseum 28, D-4630 Bochum 1 (RFA)

* **Septembre 5-11, Pietrozorod (URSS):** réunion annuelle commune des Comités internationaux de l'Icomos Bois et Architecture vernaculaire et colloque organisé par le Comité national: *La conservation des constructions vernaculaires en bois.* Information: Prof. Oleg Chvidkovski, 2 Zatchatievsky, Korp 3, G-34 Moscou (URSS)

* **Septembre 12-14, Torun (Pologne):** *6e colloque international sur l'altération et la conservation de la pierre.* Information: Université Copernic, Institut de conservation et de restauration des biens culturels, 30/32 rue Sienkiewiczza, 87-100 Torun (Pologne)

* **Septembre 12-16, Stockholm (Suède):** *Archéologie et société: les grandes opérations de sauvetage, possibilités et problèmes,* colloque organisé par le Comité international de l'Icomos pour la gestion des sites archéologiques. Information: Mme Björnstad, Central Board of National Antiquities, Box 5405, 11484 Stockholm (Suède)

Septembre 19-21, Lisbonne (Portugal): 30e congrès international de l'Union internationale de la propriété immobilière sur le thème de la *Rénovation urbaine.* Information: Associação Lisbonense de Proprietarios, R. Dom Pedro V, 82, 1294 Lisboa codex (Portugal)

* **Septembre 19-23, Athènes (Grèce):** Colloque international: *La géologie de l'ingénieur appliquée à l'étude, la préservation et la protection du patrimoine historique: travaux anciens, monuments, sites historiques.* Information: Comité hellénique de géologie de l'ingénieur, secrétariat du colloque 1988, PO Box 19140, GR-11710 Athènes (Grèce)

* **Septembre 20-22, Lyon (France):** *Gestion urbaine et développement,* colloque organisé par l'Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement. Information: Isted, 38 rue Liancourt, 75014 Paris (France)

Septembre 28-30, Ottawa (Canada): *5e Conférence internationale sur l'économie de la culture.* Information: Association for Cultural Economics, Dept. of Urban Studies, The University of Akron, Akron, Ohio 44325 (Etats-Unis)

Septembre 29-Octobre 2, Bologne (Italie): *Assemblée générale annuelle de l'Ibi.* Information: Ibi, Château de Rosendaal, 6891, DA Rozendaal (Pays-Bas)

September 5-8, Bochum (FRG): *Mining Engineering Monuments as a Cultural Heritage.* Information: Dr. Rainer Slotta, Deutsches Bergbaumuseum, Am Bergbaumuseum 28, D-4630 Bochum 1 (FRG)

* **September 5-11, Pietrozorod (USSR):** Common Annual meeting of the Icomos International Committees on Wood and Vernacular Architecture and Symposium: *Conservation of Wooden Vernacular Architecture,* meetings organized by the Icomos National Committee. Information: Prof. Chvidkovski, 2 Zatchatievsky, Korp 3, G-34 Moscow (USSR)

* **September 12-14, Torun (Poland):** *6th International Congress on Deterioration and Conservation of Stone.* Information: University Copernic, Institute of Conservation and Restoration of Cultural Property, 30/32 rue Sienkiewiczza, 87-100 Torun (Poland)

* **September 12-16, Stockholm (Sweden):** *Archaeology and Society: Large Scale Rescue Operations: Their Possibilities and Problems,* a Symposium organized by the Icomos Specialized International Committee for the Management of Archaeological Heritage. Information: Mrs. Björnstad, Central Board of National Antiquities, Box 5405, 11484 Stockholm (Sweden)

September 19-21, Lisbon (Portugal): 30th International Congress of the International Union of Real Estate Property on the theme *Urban Renewal.* Information: Associação Lisbonense de Proprietarios, R. Dom Pedro V, 82, 1294 Lisboa codex (Portugal)

* **September 19-23, Athens (Greece):** *Engineering Geology as Related to the Study, Preservation and Protection of Ancient Works, Monuments and Historical Sites.* Information: Engineering Geology Greek Committee, 1988 Symposium Secretariat, PO Box 19140, GR-11710 Athens (Greece)

* **September 20-22, Lyon (France):** *Urban Management and Development,* organized by the Institute of Sciences and Techniques of Equipment and Environment for Development. Information: Isted, 38 rue Liancourt, 75014 Paris (France)

September 28-30, Ottawa (Canada): *Fifth International Conference on Cultural Economics.* Information: Association for Cultural Economics, Department of Urban Studies, the University of Akron, Akron, Ohio 44325 (USA)

September 29-October 2, Bologna (Italy): *Annual Ibi General Assembly.* Information: Ibi, Château de Rosendaal, 6891 DA Rozendaal (Netherlands)

Octobre 3-5, Bois-le-Duc (Pays-Bas): *les défis des villes moyennes.* Information: Aivn, Nassau Dillenburgstraat 44, 2596 AE La Haye (Pays-Bas)

* **Octobre 4-7, Sofia (Bulgarie):** Réunion annuelle du Cipa à l'invitation du Comité bulgare de l'Icomos, et colloque: *Apports des méthodes modernes de photogrammétrie, télédétection et traitement d'image au patrimoine architectural et urbain.* Information: M. Carbonnell, 4 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé (France) et/ou Ing. Hadjiev, National Cultural Monuments Institute, 44 Bd. Dondukov, 1000 Sofia (Bulgarie)

* **Octobre 5-14, Mar del Plata (Argentine):** Réunion des Comités Nationaux Icomos d'Amérique latine. Information: Maria de la Nieves Arias Incolla, Casilla de Correo 2163 Buenos Aires, 1000 (Argentine)

Octobre 17-22, Skopje (Yougoslavie): 1er colloque international sur les *Principes modernes de conservation et restauration du patrimoine urbain et rural dans les régions à risques sismiques.* Information: Izis, Vesna Kitanovska, P.O. Box 101, 91000 Skopje (Yougoslavie)

* **Octobre 18-20 et 19-22, Zutphen (Pays-Bas):** Colloque *Education et formation aux techniques de restauration et de conservation,* et foire internationale *Restauratie.* Information: Beurswezen Zutphen BV, postbus 80, 7200 AB Zutphen (Pays-Bas)

Octobre 18-20, Strasbourg (France): colloque organisé conjointement par le Conseil de l'Europe et l'Uia: *L'amélioration des conditions de vie dans les villes: coopération entre les autorités locales, l'architecte et la communauté.* Information: M. Hartley, Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Conseil de l'Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg cedex (France)

Octobre 18-21, Bologne (Italie): *Colloque international d'archéométrie* organisé par l'Université de Bologne. Information: Secrétariat du colloque, Centro per lo studio e la conservazione di manufatti di interesse archeologico e artistico, Facoltà di chimica industriale, viale Risorgimento 4, 40136 Bologne (Italie)

Octobre 20-22, Marseille (France): *100 sites historiques d'intérêt commun du littoral méditerranéen,* colloque organisé par le Plan d'action pour la Méditerranée, les ministères français des affaires étrangères, de la culture et de l'environnement, la Ville de Marseille et l'Atelier du patrimoine. Information: Atelier du patrimoine, 10bis Square Belsunce, 13001 Marseille (France)

October 3-5, Den Bosch (Netherlands): *Challenges for Medium-Sized Cities.* Information: Inta, Nassau Dillenburgstraat 44, 2596 AE The Hague (Netherlands)

* **October 4-7, Sofia (Bulgaria):** Cipa Annual Meeting and Symposium: *Contributions of Modern Photogrammetry, Remote Sensing and Image Processing Methods to the Architectural and Urban Heritage.* Information: Mr. Carbonnell, 4 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé (France) and/or Ing. Hadjiev, National Cultural Monuments Institute, 44 Bd. Dondukov, 1000 Sofia (Bulgaria)

* **October 5-14, Mar del Plata (Argentina):** Meeting of Latin American National Icomos Committees/Information: Maria de la Nieves Arias Incolla, Casilla de Correo 2163 Buenos Aires, 1000 (Argentina)

October 17-22, Skopje (Yugoslavia): 1st International Symposium on the *Modern Principles in Conservation and Restoration of Urban and Rural Heritage in Seismically Active Regions.* Information: Izis, Vesna Kitanovska, P.O. Box 101, 91000 Skopje (Yugoslavia)

* **October 18-20 and 19-22, Zutphen (Netherlands):** Symposium on *Education and Training, with Respect to Restoration and Conservation Techniques* and International Trade Fair *Restauratie.* Information: Beurswezen Zutphen BV, postbus 80, 7200 AB Zutphen (Netherlands)

October 18-20, Strasbourg (France): Symposium organized jointly by the Council of Europe and Iua: *Improvement of Life Conditions in Towns: A Cooperation between Local Authorities, the Architect and the Community.* Information: Mr. Hartley, Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Council of Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France)

October 18-21, Bologna (Italy): International Symposium on *Archaeometallurgy* organized by the University of Bologna. Information: Secretariat of the Colloquium, Centro per lo studio e la conservazione di manufatti di interesse archeologico e artistico, Facoltà di chimica industriale, Viale Risorgimento 4, 40136 Bologna (Italy)

October 20-22, Marseille (France): *100 Historic Sites of a Common Interest on the Mediterranean Littoral,* a Symposium organized by the Plan d'action pour la Méditerranée, the French Ministries of Foreign Affairs, Culture and Environment, the City of Marseille and the Atelier du patrimoine. Information: Atelier du patrimoine, 10bis Square Belsunce, 13001 Marseille (France)

CALENDRIER / CALENDAR

Octobre 20-24, Barcelone (Espagne): *Conférence des représentants nationaux du Ticchib*. Information: Secrétariat international Ticchib, Ironbridge Gorge Museum Trust, Ironbridge, Telford, Shropshire, TF8 7AW (Royaume-Uni)

Octobre 24-27, Halifax (Royaume-Uni): *Patrimoine historique: un atout pour réussir la ville*, colloque international organisé par le Comité directeur pour la conservation intégrée du patrimoine historique du Conseil de l'Europe. Information: Secrétariat de la conférence, Calderdale Inheritance Project, 4-8 Old Arcade, Halifax, West Yorkshire, HX1 1TJ (Royaume-Uni)

Novembre 2-7, Taormina (Italie): 24e Congrès annuel de l'Aiu, avec la participation du Conseil de l'Europe: *Périphéries urbaines et métropolitaines*. Information: Aiu, Mauritskade 23, 2514 HD La Haye (Pays-Bas)

* **Novembre 5-7**, Athènes (Grèce): colloque organisé par le Comité grec de l'Icomos: *Restauration et protection des ensembles architecturaux populaires et traditionnels*. Information: Comité Icomos-Grèce, PO Box 18188, 10024 Athènes (Grèce)

* **Novembre 8-21**, Tokyo (Japon): *Atelier de formation en conservation et restauration des monuments historiques*, organisé par l'Accu et l'Unesco. Information: Asian Cultural Centre for Unesco, 6 Fukuromachi, Shinjuku-ku, Tokyo 162 (Japon) et M. Noguchi, Unesco, Division du patrimoine culturel, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France)

Novembre 14-18, Lisbonne (Portugal): *Séminaire sur la prédiction des séismes*, organisé par le Lneec et les Nations Unies. Information: Laboratorio Nacional de Engenharia Civil, Av. do Brasil 101, 1799 Lisboa codex (Portugal)

* **Novembre 15-19**, Paris (France): réunions administratives de l'Icomos: *Bureau, Comité consultatif et exécutif*. Information: Secrétariat international Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

Novembre 16-18, Avignon (France): 4e Rencontres internationales pour la protection du patrimoine culturel sur le thème: *Patrimoine et modernité*. Information: Nicole Leroy, B.P. 149, 84008 Avignon cedex (France)

Décembre 1-2, Nîmes (France): Bilan de 30 années de secteurs sauvegardés. Information: Ministère de l'Équipement, 2 avenue Parc de Passy, 75774 Paris cedex 16 (France)

Décembre 5-7, Cartagena (Colombie): réunion dans le cadre du Pnud pour la *Rédaction d'un protocole pour la protection du patrimoine national, historique et touristique et les lieux de loisir du Sud-Est Pacifique*. Information: Joaquim Fon-

October 20-24, Barcelona (Spain): *Conference of the Ticchib National Representatives*. Information: Ticchib International Secretariat, Ironbridge Gorge Museum Trust, Ironbridge, Telford, Shropshire, TF8 7AW (United Kingdom)

October 24-27, Halifax (United Kingdom): International Symposium organized by the Council of Europe Steering Committee for the Integrated Conservation of the Architectural Heritage: *Heritage and Successful Town Regeneration*. Information: Conference Secretariat, Calderdale Inheritance Project, 4-8 Old Arcade, Halifax, West Yorkshire HX1 1TJ (United Kingdom)

November 2-7, Taormina (Italy): 24th Annual Congress of IsoCarp in cooperation with the Council of Europe: *Urban and Metropolitan Peripheries*. Information: IsoCarp, Mauritskade 23, 2514 HD The Hague (Netherlands)

* **November 5-7**, Athens (Greece): Symposium organized by the Icomos Greek Committee on *Restoration and Protection of Folk and Traditional Architectural Complexes*. Information: The Greek Section of Icomos, PO Box 17188, 10024 Athens (Greece)

* **November 8-21**, Tokyo (Japan): *Training Workshop in Conservation and Restoration of Historic Buildings*, organized by the Accu and Unesco. Information: Asian Cultural Centre for Unesco, 6 Fukuromachi, Shinjuku-ku, Tokyo 162 (Japan) and Mr. Noguchi, Unesco, Cultural Heritage Division, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France)

November 14-18, Lisbon (Portugal): *Seminar on the Prediction of Earthquakes*, organized by Lneec and the United Nations. Information: Laboratorio Nacional de Engenharia Civil, Av. do Brasil 101, 1799 Lisboa codex (Portugal)

* **November 15-19**, Paris (France): Icomos Administrative Meetings: *Bureau, Advisory and Executive Committees*. Information: Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

November 16-18, Avignon (France): 4th International Meetings for the Protection of Cultural Heritage: *Heritage and modernity*. Information: Mrs. Nicole Leroy, B.P. 149, 84008 Avignon Cedex (France)

December 1-2, Nîmes (France): Assessment of a 30 Years experience in Safeguarded Areas. Information: Ministère de l'Équipement, 2 avenue Parc de Passy, 75774 Paris cedex 16 (France)

December 5-7, Cartagena (Colombia): Meeting organized under the aegis of Unpd for the *Revision of the Protocol for the Protection of National, Historic and Touristic Patrimony and Recreational Areas of the South East Pacific*. Informa-

tion: Joaquim Fonseca Truque, Commission permanente du Pacifique Sud, PO Box 92292, Bogota (Colombia)

* **Décembre 5-9**, Brasília (Brésil): 12e session du *Comité du patrimoine mondial*. Information: Division du patrimoine culturel, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France)

* **Février 9-11**, Valence (Espagne): réunion du Copam organisée par Icomos-Espagne avec le soutien de la Generalitat Valenciana: *Quatre villes de la Méditerranée: Naples, Marseille, Split et Valence, la conservation de leur patrimoine*. Information: M. A. Gomez-Ferrer Bayo, Président c.n.e., Consejo superior colegios arquitectos, Paseo de la Castellana 12, Madrid 1 (Espagne)

Février 20-25, Lucknow (Inde): *Conférence internationale sur la biodégradation des biens culturels*, patronée par l'Iccrom et l'Intach. Information: National Research Laboratory for Conservation of Cultural Property, Sector E/3, Aliganj Scheme, Lucknow 226020 (Inde)

Avril 5-8, Florence (Italie): Conférence internationale sur *Les études structurelles, les réparations et l'entretien des monuments historiques*. Information: Conference Secretariat, Computational Mechanics Institute, Ashurst Lodge, Ashurst, Southampton, Hants SO4 2AA (Royaume-Uni)

Avril 24-28, Lausanne (Suisse): Congrès final du Programme national 16 du Fonds national suisse de la recherche scientifique: *Méthodes de conservation des biens culturels*. Information: M. Schweizer, Direction du Pnr 16, Pavillonweg 2, CH-3012 Berne (Suisse)

* **Mai 22-26**, Potsdam (RDA): Réunion annuelle du Comité international Jardins historiques à l'invitation du Comité Icomos-RDA et colloque sur le thème de *La conservation des jardins historiques*. Information: Dr. Deiters, Institut für Denkmalpflege, Brüderstrasse 13, 102 Berlin (RDA)

* **Mai ou Septembre**, Rome (Italie): Réunion du Cipa et séminaire: *Spécificité et complémentarité des différentes méthodes de relevé d'architecture*. Information: M. Carbone, 4 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé (France)

Août 27-Septembre 6, La Haye (Pays-Bas): 15e Conférence Générale de l'Icom sur le thème: *Les musées: générateurs de culture*. Information: Mr. van der Weiden, Director, Museon, Stadhouderslaan 41, 2517 HV's-Gravenhage (Pays-Bas)

tion: Joaquim Fonseca Truque, Secretary General, Permanent Commission of the South Pacific, PO Box 92292, Bogota (Colombia)

* **December 5-9**, Brasília (Brazil): 12th Session of the *World Heritage Committee*. Information: Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France)

* **February 9-11**, Valencia (Spain): Copam Meeting organized by the Spanish Icomos Committee with support of the Generalitat Valenciana: *Four Mediterranean Towns: Naples, Marseille, Split and Valencia; Conservation of their Heritage*. Information: Mr. Gomez-Ferrer Bayo, President c.n.e., Consejo superior colegios arquitectos, Paseo de la Castellana 12, Madrid 1 (Spain)

February, 20-25, Lucknow (India): *International Conference on Biodeterioration of Cultural Property*, co-sponsored by Iccrom and Intach. Information: National Research Laboratory for Conservation of Cultural Property, Sector E/3, Aliganj Scheme, Lucknow 226020 (India)

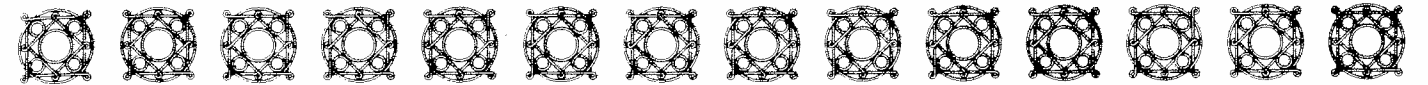
April 5-8, Florence (Italy): International Conference on *Structural Studies, Repairs and Maintenance of Historical Buildings*. Information: Conference Secretariat, Computational Mechanics Institute, Ashurst Lodge, Ashurst, Southampton, Hants SO4 2AA (United Kingdom)

April 24-28, Lausanne (Switzerland): Final Congress of the National Programme 16, Swiss National Fund for Scientific Research on *Methods for the Preservation of Cultural Properties*. Information: Mr. Schweizer, Pnr 16 Direction, Pavillonweg 2, CH-3012 Bern (Switzerland)

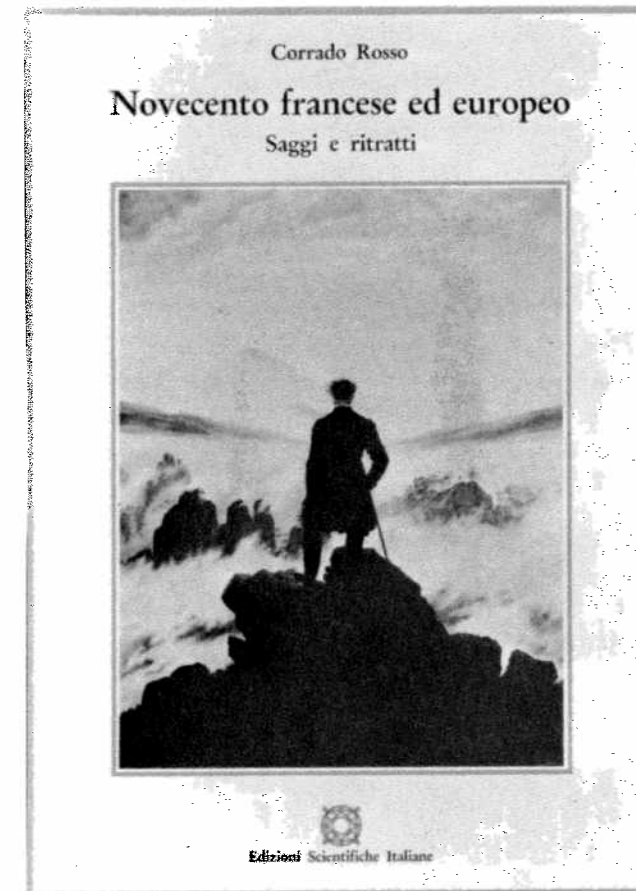
* **May 22-26**, Potsdam (GDR): *Annual meeting of the International Committee on Historic Gardens*, at the invitation of the GDR Icomos Committee. Information: Dr. Deiters, Institut für Denkmalpflege, Brüderstrasse 13, 102 Berlin (GDR)

* **May or September**, Rome (Italy): Cipa Meeting and Seminar: *Specificity and Complementarity of Different Architectural Survey Methods*. Information: Mr. Carbone, 4 avenue Pasteur, 94160 Saint-Mandé (France)

August 27-September 6, Den Haag (Netherlands): Icom 15th General Conference: *Museums: Generators of Culture*. Information: Mr. Van der Weiden, Director, Museon, Stadhouderslaan 41, 2517 HV's-Gravenhage (Netherlands)



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

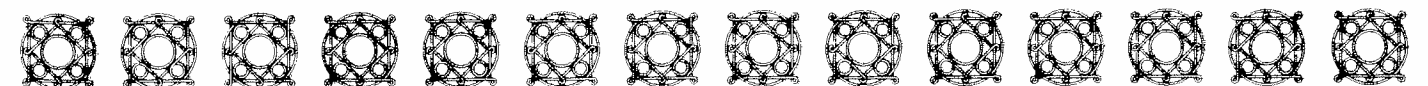


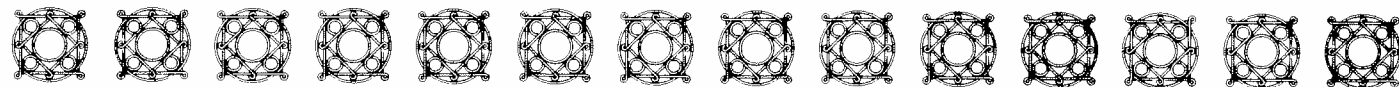
Questo libro intende apportare un contributo alla storia della cultura del nostro secolo mediante la verifica di temi e motivi ideologici a partire dalla letteratura francese nel suo incessante dialogo critico con se stessa e con l'Europa.

1988; pp. 260; f.t. 17x24; L. 32.000

This book wants to be a contribution to our century's history of culture through a verification of ideological themes and motives, starting from French literature in its constant critical dialogue with itself and with Europe.

1988; 260 pages; format 17x24; \$ 25





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

Paola Montefoschi



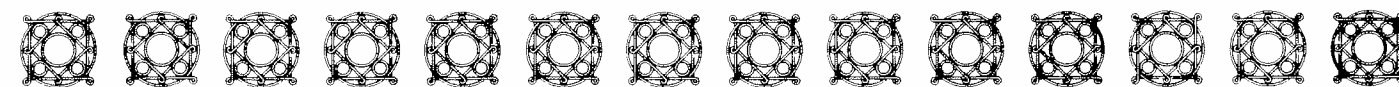
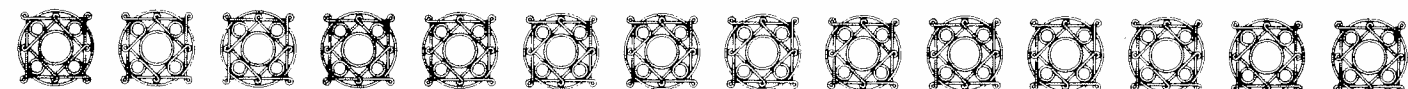
Edizioni Scientifiche Italiane

In un'epoca di crisi e rivoluzione della poesia, uno dei messaggi fondamentali dell'esperienza ungarettiana risiede proprio nella dichiarata esigenza di mediare il nuovo con l'antico: la Bibbia e Bergson; i simbolisti francesi e Vermeer, la tradizione dei classici italiani, la poesia provenzale e la cultura araba.

1988; pp. 204; f.to 13x21; L. 20.000

In an epoch of crisis and revolution in the field of poetry, one of the fundamental messages of Ungaretti's experience, is the declared need of connecting the new with the old: the Bible and Bergson, the French symbolists and Vermeer, the tradition of Italian classic writers, Provençal poetry and Arabian culture.

1988; 204 pages; format 13x21; \$ 16



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

Inediti

François Livi

Ungaretti, Pea e altri
Lettere agli amici "egiziani"

Carteggi inediti
con Jean-Léon e Henri Thuile



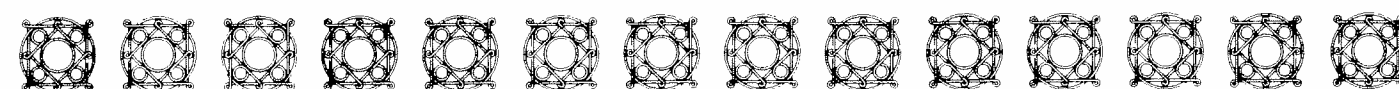
Edizioni Scientifiche Italiane

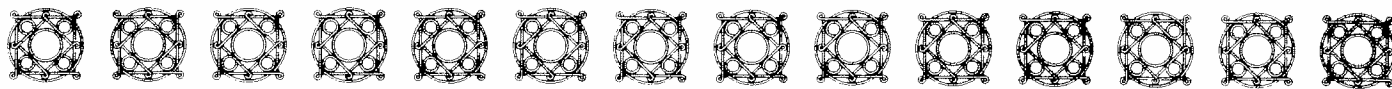
La casa del Mex è il magico luogo d'incontro tra Ungaretti, Pea e i fratelli Thuile: sei carteggi, cinque appendici illustrano quest'amicizia così spontanea, così poco ufficiale.

1988; pp. 248; f.to 13x21, L. 25.000

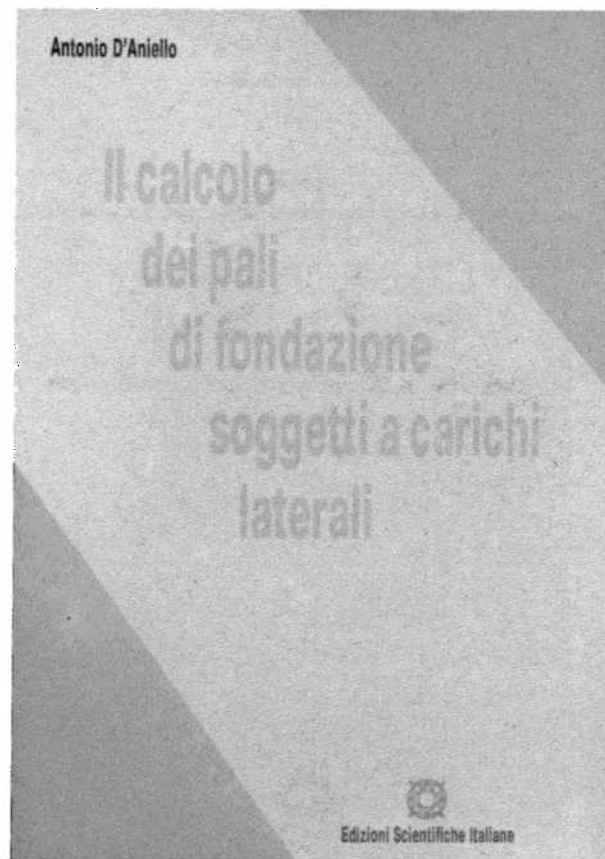
The house of the Mex is the magic place where Ungaretti, Pea and the Thuile brothers meet: six series of correspondence and five appendixes illustrate this spontaneous and unofficial friendship.

1988; 248 pages; format 13x21; \$ 20





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

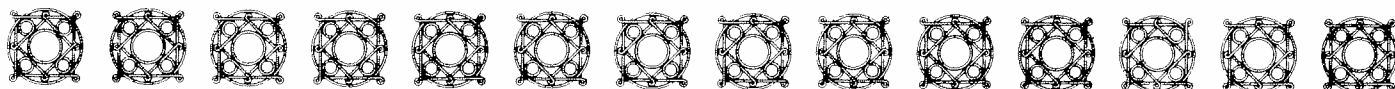


Il volume si presenta come una sintesi ragionata dei più accreditati modelli usati per l'analisi dei pali di fondazione soggetti a forze normali all'asse e si propone nel contempo di fornire dei validi strumenti di calcolo, atti a risolvere i problemi che più frequentemente si incontrano nella pratica professionale in linea con le moderne tecniche di elaborazione automatica.

1988; pp. 232; 60 grafici; f.to 17x24; L. 40.000

This volume is a reasoned syntesis of the most accurate models employed in the analysis of piles when subject to normal loads as to the axis. Moreover, it wants to offer some valid instruments of calculus, useful to solve those problems which are most frequently met, according to the most modern techniques of automated elaboration.

1988; 232 pages; 60 graphics; format 17x24; \$ 32



ICOMOS

NOMS ET ADRESSES DES PRÉSIDENTS DES COMITÉS ICOMOS

NAMES AND ADDRESSES OF ICOMOS COMMITTEE CHAIRMEN

MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ICOMOS MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE OF ICOMOS PRÉSIDENT/CHAIRMAN: MR. STEPHAN TSCHUDI-MADSEN (NORVÈGE/NORWAY) VICE-PRÉSIDENT/VICE-CHAIRMAN: MR. MLADEN MINTCHEV (BULGARIE/BULGARIA)

Algerie/Algeria en réorganisation/being reorganized Allemagne, Rep. Fédérale/Federal Republic of Germany M. Michael Petzet Bayerische Landesamt für Denkmalpflege Ofiraben n. 4, 8000 22 MUNCHEN A. 9014 M. Teutero Freire Conseil National de la Culture Cx Postal 1223 LUANDA Argentine/Argentina Arq. Maria de las Nieves Arias Incolta Casilla de Correo 2163 BUENOS AIRES C.P. 1000 Australie/Australia Ms. Jane Lennon c/o Mr. Ian Stapleton Australia Icomos P.O. Box 77 Grosvenor Street SYDNEY, N.S.W. 2000 Autriche/Austria Mr. Ernst Bacher Bundesdenkmalamt Schweizerhof Säulenstiege 1010 WIEN I, HOFBURG Belgique/Belgium Mr. Andries Van den Abele Groot Begijnhof 95 3000 LEUVEN Bolivie/Bolivia Arq. Teresa Gisbert Museo de Arte Nacional Casilla 609 LA PAZ Brésil/Brazil Mme Fernanda Collagrossi Icomos Brasil Rua 13 de Maio 25600 Petropolis RIO DE JANEIRO Bulgarie/Bulgaria M. Todor Krestev 44, bulv. Dondoukov SOFIA 1000 Canada Mr. Jacques Dalibard P.O. Box 1350 Station B OTTAWA, ONT K1P 5R4 Chili/Chile Arq. R. Marquez de la Plata Agustinas 1070 Oficina 420 SANTIAGO Chypre/Cyprus Dr. Vassos Karageorghis Director of Antiquities P.O. Box 2024 NICOSIA Colombie/Colombia Arq. A. Corradine Angulo Apartado Aereo 39610 BOGOTA, D.E. 1 Costa Rica Arq. Edgar Vargas V. Apartado Postal 3866 SAN JOSE 1000 Cuba Sra. Marta Arjona Direccion del Patri. Cultural Calle A, 608 entre 25 y 27 Vedado, LA HABANA Danemark/Denmark Mr. Viggo Nielsen c/o Ms. Saaby - Ministry of the environment Store Kongensgade 35-38 COPENHAGEN OK-1264 Egypte/Egypt Dr. Ahmed Kady Egyptian Antiquities Org. Ministry of Culture 4d, Fakhri Abdel Nour Street Abbassia, EL CAIRO Espagne/Spain Arq. Alvaro Gomez-Ferrer Icomos España Consejo Sup. Col. Arquitectos Paseo de la Castellana 12 MADRID 1 Etats-Unis d'Amerique/USA Mrs. Elliot Carroll US/Icomos, Decatur House 1600 H Street, N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 Ethiopie/Ethiopia Mr. Tadesse Terfa Ministry of Culture Box 1907 ADDIS ABEBA Finlande/Finland Mrs. Leena Arkio Nat. Board of Antiquities Ritarihuone P1 187 00171 HELSINKI 17 France M. Michel Jantzen 62 rue Saint-Antoine 75004 PARIS Gabon

Ghana Mr. Tay M. D.S. Kpodotay P.O. Box 12 LEGON Grèce/Greece Prof. Ch. Doumas Section Hellénique ICOMOS P.O. Box 17188 10024 ATHÈNES Haïti M. Daniel Elie 73, rue Lalue PORT AU PRINCE Honduras Dra. Gloria de Hasemann Apartado Postal 1518 TEGUCIGALPA, D.C. Hongrie/Hungary Dr. Andras Roman Intendance des Monuments Hist. Tanetics Mihaly utca 1 H-1250 BUDAPEST Inde/India Prof. Bruno Dias Souza 4, Block-B, Indraprastha Estate, NEW DELHI - 110002 Irlande/Ireland Prof. Alistair Rowan School of Arch., Univ. Col. Dublin Richview Clonskeagh, DUBLIN 14 Israel Mr. Michael Turner c/o Bezazel, Academy of Arts and Design P.O. Box 7314, JERUSALEM 91071 Italie/Italy Prof. Mario Roggero Chiesa Trecentesa di Donnarregina Vico Donnarregina 26 80138 NAPOLI Japon/Japan Mr. Kyotari Tsuboi c/o Prof. Y. Ishizawa Director, Institute of Asian Cultures, Sophia University 7 - 1 Kioi-cho, Chiyoda-ku TOKYO 102 Jordanie/Jordan Dr. Adnan Hadidi Department of Antiquities P.O. Box 88 AMMAN Liban/Lebanon M. Joseph Phares 70, rue Saint Didier 75116 PARIS-FRANCE Luxembourg/Luxemburg Mme Weicherding 21, route de Diekirch WALTERDANGE Mexique/Mexico M. Alberto Gonzalez Pozo Academia Mexicana de la Historia Plaza de Carlos Pacheco, 21, MEXICO, D.F. Norvège/Norway Mr. Stephan Tschudi-Madsen Central Office of Hist. Mon. Akerhus Festning Bygn. 18 Oslo Mil, OSLO 1 Panama Mme Julieta de Arango Apartado 6-6674, El Dorado PANAMA Pays-Bas/The Netherlands Mr. Jan Jessurun Huis de Pinto Sint Antoniesbreestraat 69 1011 HB AMSTERDAM Pérou/Peru Mr. V. Pimentel Gurmendi Los Alamos de Monterrico Calle 3 - Manz. AY - Lote 6 Surco LIMA 33 Pologne/Poland M. O. Czerner c/o Icomos Poland Château Royal de Varsovie PL. Zamkowy 4 60277 VARSOVIE Portugal M. Sergio Infante Comissao Nacional Portuguesa do Icomos Largo da Academia Nacional de Belas Artes 2 1200 LISBOA République Arabe Syrienne/Syrian Arab Republic Dr. Afif Bahnassi Dir. Gen. Antiquités Musées DAMAS Rep. Démocratique Allemande/German Democratic Republic Dr. Ludwig Deiters Institut für Denkmalpflege Brüderstrasse 10 1020 BERLIN Rép. Pop. et Dém. de Corée/People's Democratic Rep. of Korea M. Djang Teheul Ministère de la Culture et des Arts PYONGYANG République Dominicaine/Dominican Republic M. Esteban Prieto Vicioso Museo de las Casas Reales Calle las Damas SANTO DOMINGO Roumanie/United Kingdom

Sri Lanka Mr. Roland Silva Central Cultural Fund 212, Baudhaloka Mawatha COLOMBO 7 Suede/Sweden Mrs. Margareta Björnstad Central Board Nat. Antiquities Storgatan 41 P.O. Box 9405 S-114 84 STOCKHOLM Suisse/Switzerland M. Claude Jacquotet c/o NIKE Kaiserhaus, Markt Gasse 37 3011 BERNE Tanzanie/Tanzania Mr. A. A. Mturi Min. Info. Cult., Ant. Div. P.O. Box 2280 DAR ES SALAAM Tchécoslovaquie/Czechoslovakia Prof. Emanuel Hruska Pionyr 12/673 16900 PRAHA - Stresovice Tunisie/Tunisia M. Abdelaziz Daoulati 33 Rue Tourbet El Bey TUNIS Turquie/Turkey Mr. Orhan Semerci ICOMOS Türkiye Milli Komitesi, Eski Eserler ve Müzeler Genel Müdürlüğü ANKARA U.R.S.S./U.S.S.R. Prof. O. Chvidkovski 2 Zachtaiatskiy 2 Korp. 3 G-34 MOSCOU Yougoslavie/Yugoslavia Dr. Iva Cuk Zavod SR Slovenije za varstvo naravnih in kulturne dediscine Plecnikov trg 2 61000 LJUBLJANA

MEMBRES DU BUREAU DE L'ICOMOS MEMBERS OF THE BUREAU OF ICOMOS

President M. Roberto Di Stefano ICOMOS 75 Rue du Temple 75003, Paris-FRANCE Secrétaire Générale/Secretary General Dr. Helmut Stietzer Institut für Denkmalpflege Richard Wagner-Str. 9-10, Halle R.D.A./G.D.R. Délégué Général aux Finances/Treasurer General Arq. Jorge O. Gazaneo Casilla de Correo 2867 Buenos Aires 1000 ARGENTINE/ARGENTINA Vice-President M. Jonas Glemza Zemaitijos 13/10 Vilnius 232024 U.R.S.S./U.S.S.R. Vice-President Mr. Jaime Ortiz Lajous Av. Mexico No. 61 A Colonia Hipodromo Condesa Mexico, D.F. 11 MEXIQUE/MEXICO Vice-President Mr. Roland Silva Central Cultural Fund 212 Baudhaloka Mawatha Colombo 7 SRI LANKA Vice-President Mrs. Ann Webster Smith 3233 Klinge Road, N.W. Washington, D.C. 20008 USA Vice-President, President du Comité Consultatif/ Chairman of the Advisory Committee Mr. Stephan Tschudi Madsen Central Office of Historic Monuments Akerhus Festning Bygn. 18 NORVÈGE/NORWAY

MEMBRES DU COMITE EXECUTIF MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

M. Ernst Bacher Bundesdenkmalamt Schweizerhof Säulenstiege 1010 Wien, Hofburg AUTRICHE/AUSTRIA M. Jean Barthelemy rue J. Lescaerts, 13 7000 Mons BELGIQUE/BELGIUM M. Yves Boiret 176, bd St. Germain 75005 Paris FRANCE M. Kando Bouadi Ministère de l'Information, de la Culture de la Jeunesse et des Sports, BPV 39 Abidjan CÔTE D'IVOIRE / IVORY COAST Mr. Henry F. Cleere Council for British Archaeology 112, Kennington Road London SE11 ROYAUME-UNI/ UNITED KINGDOM Mr. Olgierd Czerner

M. Abdelaziz Daoulati 33 Rue Tourbet El Bey Tunis TUNISIE/TUNISIA Mr. M.C. Subhadradis Diskul Director, SPAPA Regional Centre 5th Floor Danakarn Building 920 Sukhumvit Road Bangkok 10110 THAILANDE / THAILAND Mrs. Bigitta Hoberg Central Board of Nat. Antiquities P.O. Box 9405 11 184 Stockholm SUEDE/SWEDEN Dr. Nobuo Ito 19-18, Midorigoaka, Kashiwa-shi Chiba-ken, 277 JAPON/JAPAN M. Claude Jacquotet Comité National Suisse Icomos c/o BAK., case post. 300 Berne 6 SUISSE/SWITZERLAND Mr. Amiri Mturi Ministry of Information and Culture Antiquities Division P.O. Box 2280 Dar es Salaam TANZANIE/TANZANIA M. Joseph Phares 70, rue Saint Didier 75116 Paris FRANCE M. Herb Stovel 54 Somerset Street West 5 Ottawa, Ontario K2P 0H5 CANADA Mme Blanche Weicherding Commission des Sites et Mon. Nat. 21, route de Diekirch Walferdange LUXEMBOURG/LUXEMBURG Mr. Solomon Woredekal Ministry of Culture, CRCH, Box 1907 Addis Ababa ETHIOPIE / ETHIOPIA

PRÉSIDENTS D'HONNEUR / HONORARY PRESIDENTS:

Prof. Raymond Lemaire Groot Begijnhof, 95 3000 Leuven BELGIQUE M. Michel Parent 75 Rue du Temple 75003 Paris FRANCE

COMITES INTERNATIONAUX SPECIALISES / SPECIALIZED INTERNATIONAL COMMITTEES

Art Rupestre/Rock Art Prof. Emmanuel Anati Centro Camuno di Studi Preistorici 25044 Capo di Ponte Brescia ITALIE/ITALY Architecture Vernaculaire/Vernacular Architecture Prof. Dr. Haluk Sezgin Mimar Sinan Üniversitesi Fındıklı Istanbul TURQUIE/TURKEY BP 715 BG. 4000 Plovdiv BULGARIE Bois/Wood Mr. Martin E. Weaver Heritage Canada Foundation P.O. Box 1358, Station B Ottawa Ont K1P 5R4 CANADA Brique Crue/Mud Brick Prof. Cevat Ender 13, Via San Michele 00153 Roma ITALIE/ITALY Formation/Training Prof. Dr. A. Tomaszewski Instytut Historii Architektury i sztuki Politechnica Warszaska 4L Koszykowa 55 00-659 Warszawa POLOGNE/POLAND Gestion du Patrimoine Archeologique/ Archaeological Heritage Management Mrs. Margareta Björnstad Central Board of National Antiquities Box 9405 S-11484 Stockholm SUEDE/SWEDEN Inventaire/Inventories Faire parvenir toute correspondance au Sec. International/ Send all mail to the International Sec Jardins et Sites Historiques/Historic Gardens and Sites Mme Carmen Anon Felio Ecole Supérieure d'Architecture Bavière 9 - E-28028 Madrid ESPAGNE/SPAIN Photographie/Photogrammetry Mr. Maurice Carbonnell 11 Rue Brière de Boismont 94165 Saint Mandé FRANCE Pierre/Stone Mr. Marc Manillan C.E.B.T.P., Domaine de Saint Paul 78470 Saint Rémy les Chevreuse FRANCE Tourisme Culturel/Cultural Tourism M. Robertson Collins c/o ICOMOS, Decatur House 1600 H Street N.W. Washington D.C. 20006 USA Villés Historiques/Historic Towns Mr. Andras Roman Intendance des Monuments Historiques P.O. Box 6 H-1250 Budapest HONGRIE/HUNGARY

ICOMOS

INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MONUMENTOS Y SITIOS
МЕЖДУНАРОДНЫЙ СОВЕТ ПО ВОПРОСАМ
ПАМЯТНИКОВ И ДОСТОПРИМЕЧАТЕЛЬНЫХ МЕСТ
CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI MONUMENTI E DEI SITI

ICOMOS is an international non-governmental organization bringing together people and institutions actively concerned with the conservation of buildings, groups of buildings and larger units of architectural, archaeological and historical interest. Both nationally and internationally it is directed by its members and its effectiveness and the scope of its influence are dependent on their number, their competence and their dynamism. It is their General Assembly which elects the Executive Committee, the members of which are responsible for the administration of the Council and for the general policy guiding the work of the Secretariat since it is they who are called on to implement the programmes adopted triennially by the General Assembly (Cracow 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscow 1978, Rome 1981, Rostock-Dresden 1984).

The aims of Icomos, as set out in its Statutes, are the furthering of the conservation, protection, rehabilitation and enhancement of monuments, groups of buildings and sites. To this end it strives to bring together all individuals or bodies (official or private) taking an active part in conservation. The scope of its membership has broadened as the concept of the architectural heritage itself has developed. At the same time, Icomos is in regular and close contact with numerous international organizations, governmental, professional and private.

When, in 1964, the 2nd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments decided to set up a permanent association, it was encouraged to do so by Unesco and, as early as 1970, Icomos was included by Unesco among its international non-governmental organizations enjoying consultative and associate status. Besides providing Icomos with regular assistance in the form of a subsidy supplementing its members' subscriptions and the subsidies paid by several governments, Unesco finances specialized assignments under contract. Icomos thus had an important part in the preparation of the World Heritage Convention (1972), in the organization of exchange and training programmes in the field of preservation of historic quarters (1980, 1982, 1984) and in the preparation of various recommendations.

The Assembly at which the Council was founded decided that its headquarters should be in Paris. Since 1971 it has been accommodated in the service wing of the Hôtel Saint-Aignan, a historic building made available to it by the Paris City Council. The Secretariat consists of a salaried staff of four persons, whose work comes under the direct supervision of the Secretary General and the Treasurer General. It carries out the decisions of the General Assembly and the Executive Committee and is in charge of the day-to-day activities of the Council along the general lines laid down by the President. The Unesco/Icomos Documentation Centre, which is responsible for building up and keeping up to date a body of reference material on the conservation, protection, use and rehabilitation of the architectural heritage is financed under a special Unesco contract. It has a staff of two and its material may be consulted either personally or by letter.

Icomos National Committees may be set up in all Unesco Member States and admit all categories of Icomos members (individual, institutional, supporting or honorary). Each Committee has its own international regulations, programme and activities, in accordance with the Council's Statutes and aims. The Committees take an active part in Icomos international activities. At the time of the 1965 Icomos General Assembly there were only a few National Committees, most of them in Europe. Since then, a great effort has been made to increase the number of National Committees, 8 in Africa, 20 in America, 9 in Asia, 1 in Australia and 27 in Europe. Furthermore, Icomos has well as associate members in ten other countries which have not yet their own National Committee.

Icomos has established a network of Specialized International Committees which are bodies of experts concerned with the study of particular problems and which are also a convenient vehicle for regular cooperation with other international bodies. Those established thus far are concerned with rock art, vernacular architecture, wood, mud brick, training, archaeology, historic gardens, stone, photogrammetry, seismology, cultural tourism, historic towns, and stained glass. The Icomos advisory body is the Advisory Committee, the members of which each represent either a National or a Specialized International Committee.

L'ICOMOS est une organisation non-gouvernementale qui regroupe des personnes et des institutions travaillant à la conservation des monuments, ensembles et sites historiques. Ses membres en sont le moteur, au plan national et international. De leur nombre, de leur dynamisme, de leur compétence dépendent l'efficacité et le rayonnement du Conseil. Réunis en Assemblée Générale, ils élisent ceux d'entre eux qui, siégeant au Comité Exécutif, assurent l'administration du Conseil et orientent le travail du Secrétariat. Les membres du Comité Exécutif sont, en effet, responsables de la mise en oeuvre des programmes adoptés tous les trois ans par l'Assemblée Générale (Cracovie 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscou 1978, Rome 1981, Rostock-Dresde 1984).

Les buts de l'Icomos, définis dans ses Statuts, sont de «promouvoir la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites». Pour atteindre ces buts, l'Icomos s'est efforcé de regrouper toutes les personnes et tous les organismes (officiels et privés) qui concourent à la conservation. Son domaine de recrutement s'est d'ailleurs élargi en même temps que se développait le concept même de «patrimoine architectural».

L'Icomos entretient, d'autre part, des relations étroites avec de très nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou professionnelles.

En 1964, lorsque le II^e Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques avait décidé la création d'une association permanente, l'Unesco avait encouragé cette initiative.

Dès 1970, l'Unesco admettait l'Icomos au nombre de ses organisations internationales non-gouvernementales, avec le statut de consultation et d'association. L'Unesco octroie au Conseil une aide régulière (une subvention annuelle, qui s'ajoute aux cotisations des membres et aux subventions de plusieurs gouvernements) et lui confie des tâches spécialisées. L'Icomos a ainsi joué un rôle important dans la préparation de la Convention du Patrimoine Mondial (1972), dans l'organisation de programmes d'échanges et d'information dans le domaine de la préservation des quartiers historiques (1980, 1982, 1984), et dans la préparation de recommandations diverses.

Le siège de l'Icomos a été fixé à Paris par l'Assemblée Constitutive. Il occupe, depuis 1971, une aile de l'Hôtel Saint-Aignan, monument historique mis à sa disposition par la Ville de Paris. Le Secrétariat comprend quatre personnes salariées travaillant sous le contrôle direct du Secrétaire Général et du Délégué Général aux Finances. Il met en oeuvre les décisions de l'Assemblée et du Comité Exécutif et assure la gestion quotidienne du Conseil selon les orientations définies par le Président. Le Centre de Documentation Unesco/Icomos, dont le rôle est de rassembler et de tenir à jour une documentation sur la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments et des sites, bénéficie d'un contrat particulier de l'Unesco. Il emploie deux personnes et peut être consulté sur place ou par correspondance.

Des Comités Nationaux de l'Icomos sont constitués dans les Etats membres de l'Unesco. Ils regroupent tous les membres (individuels, institutionnels, bienfaiteurs, d'honneur) que compte l'Icomos en leur pays. Ils ont leur règlement intérieur, leur programme et leurs activités propres, en accord avec les Statuts et les objectifs de l'Icomos. Ils participent largement à ses activités internationales.

Lors de l'Assemblée Constitutive à Varsovie, en 1965, l'Icomos ne comptait que quelques Comités Nationaux — en majeure partie européens — un grand effort a été accompli depuis pour augmenter leur nombre et implanter l'Icomos dans toutes les régions du monde. En 1985, l'Icomos compte 65 Comités Nationaux ainsi répartis: 8 en Afrique, 20 en Amérique, 9 en Asie, 1 en Australie, 27 en Europe et des membres associés dans une dizaine d'autres pays qui n'ont pas encore constitué un Comité National. L'Icomos a mis en place un réseau de Comités Internationaux spécialisés, organes techniques consacrés à l'étude de problèmes particuliers. Ces Comités offrent aussi l'occasion d'instaurer une collaboration permanente avec d'autres organismes internationaux. Les Comités actuellement constitués sont les suivants: art rupestre, architecture vernaculaire, bois, brique crue, formation, archéologie, jardins et sites historiques, pierre, photogrammétrie, séismologie, tourisme culturel, villes historiques, et vitrail. Les Présidents des Comités Nationaux et des Comités Internationaux spécialisés, réunis au sein du Comité Consultatif, constituent l'organe consultatif de l'Icomos.

